

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



- **Le nouveau dépeçage de l'Afrique**

- ***“Révolution politique et révolution sociale dans l'ex-Union soviétique”* : la discussion a commencé dans l'Internationale**

Et aussi :

- **Lettre ouverte au Secrétariat unifié et à ses militants**
- **Caraïbe**
- **Portugal :**
trente ans après la révolution
- **Une contribution au bilan de la IV^e Internationale aux Etats-Unis**
- **Les thèses du groupe trotskyste palestinien (1948)**
- **Vie de l'Internationale**

N° 36 nouvelle série (n° 642) - février 2004 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 3
- **Lettre ouverte au Secrétariat unifié
et à ses militants** p. 12
- **Le nouveau dépeçage
de l’Afrique** p. 15
(Par Malcolm Bagayoko)
- **“Révolution politique et révolution sociale
dans l’ex-Union soviétique” :
la discussion a commencé
dans l’Internationale** p. 29
- **Caraïbe :
droit des peuples
à disposer d’eux-mêmes
et indépendance nationale** p. 45
(Par Robert Stéphan)
- **Portugal :
trente ans après la révolution** p. 49
(Par Andreu Camps)
- **Une contribution au bilan
de la IV^e Internationale
aux Etats-Unis** p. 59
(Par Alan Benjamin)
- **Notre histoire :
thèses du groupe trotskyste palestinien
(janvier 1948)** p. 83

- **Vie de l'Internationale** p. 87
 - Afrique du Sud : lettre ouverte de Lybon Mabasa,
président du Parti socialiste d'Azanie,
aux militants et organisations noirs des Etats-Unis
 - Brésil : lettre de Markus Sokol
(courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs)
à Heloisa Helena (courant Démocratie socialiste
du Parti des travailleurs)
 - Pérou : lettre ouverte d'Erwin Salazar Vasquez,
président de la CGTP de Lambayeque,
à Juan Gorriti,
secrétaire général de la CGTP
 - Extraits du rapport sur *La Vérité*
présenté lors du conseil général
de la IV^e Internationale

Présentation

A la fin du mois de janvier 2004, s'est réuni à Paris le conseil général de la IV^e Internationale (le conseil général est l'organisme large élu par le Congrès mondial de la IV^e Internationale pour assurer la direction de l'Internationale ; sa dernière réunion avait eu lieu en avril 2003).

Au même moment, le gouvernement des Etats-Unis présentait son budget pour l'année 2005. Un budget qui, à lui seul, exprime la profondeur de la crise de décomposition du régime capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production. Paul Krugman, économiste et éditorialiste du *New York Times*, parle dans sa chronique publiée par ce quotidien le 1^{er} février d' "un budget de destruction massive".

On ne saurait mieux dire... "Destruction massive" ! Voilà qui qualifie la politique de l'administration américaine dans tous les domaines.

Du fait des baisses d'impôts massives décrétées par l'administration Bush, les recettes de l'Etat fédéral américain sont appelées à baisser pour la troisième année consécutive. Mais, dans le même temps, les dépenses augmentent de plus de 20 %. Elles dépassent désormais deux mille milliards de dollars, creusant par là un déficit sans précédent, dépassant le record de déficit atteint en 2003-2004 : 521 milliards de dollars ! Georges Bush a affirmé que cet énorme déficit était la condition d'une prochaine reprise économique et que la situation actuelle était liée à ce qu'il a appelé les "trois principales priorités du pays", à savoir : "Gagner la guerre contre le terrorisme ; continuer à renforcer la sécurité nationale ; construire la reprise avec des politiques qui soutiennent la croissance et la création d'emplois." Et Bush de se justifier en ces termes : "Nous sommes en guerre."

C'est sûr : c'est la guerre. C'est bien un budget de guerre qui a été présenté ce 1^{er} février. Les ressources des ministères de l'Agriculture, de la Santé, de la Justice et des Transports sont toutes diminuées. 65 programmes gouvernementaux, essentiellement d'aide sociale, seront supprimés, 63 autres voient leur budget réduit. Et, dans le même temps, le budget de la sécurité intérieure (30 milliards de dollars) augmente de 9,7 % ! Et celui de la défense (401,7 milliards de dollars) de 7 % !

Budget de destruction massive des maigres conquêtes sociales et des maigres programmes de garanties dont disposait encore la classe ouvrière américaine. Il y a aujourd'hui, officiellement, plus de 40 millions de personnes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté aux Etats-Unis. Combien demain, avec la disparition de ces programmes sociaux ?

Budget de guerre contre la classe ouvrière des Etats-Unis et contre les travailleurs et les peuples du monde entier. Même les économistes favorables à la politique de Bush mettent en cause la fiabilité de ses projections. Par exemple, le coût réel de la présence militaire en Irak et en Afghanistan, et des différentes présences militaires dans le monde est évalué de manière manifestement fantaisiste.

Une preuve : selon le rapport présenté par le bureau du budget du Congrès, sur dix ans, les déficits budgétaires cumulés représentent 2 400 milliards de dollars. C'est 1 000 milliards de plus que l'évaluation fournie par l'administration Bush, seulement cinq mois plus tôt ! Cela en dit long sur le sérieux de ces prévisions.

L'économie la plus puissante du monde ne se survit qu'au prix d'un budget de destruction massive et, au-delà, d'une politique de destruction massive, qui fait financer le déficit croissant américain par les peuples du monde entier. Jusques à quand ? Certes, les manipulations monétaires — nous y reviendrons — permettent d'atténuer l'ampleur de ce déficit. Mais ce n'est qu'une manière de piller encore plus les pays du monde entier, les conduisant partout au chaos, à la ruine et à la misère.

Quant à l'argument selon lequel cet énorme déficit public des Etats-Unis serait une condition de la reprise de la machine économique, qu'en est-il en réalité ?

Au mois de janvier, le département du Travail de l'administration américaine a publié des statistiques affichant une très légère reprise des créations d'emplois et en tirant comme conclusion que la politique de Bush ouvrirait la voie à une reprise économique. Mais le *New York Times* (cité par l'*International Herald Tribune*, 7 février 2004) objecte : "Les analystes restent préoccupés par le fait que le rythme de la création d'emplois ne permet absolument pas de garantir une reprise économique." Tous les spécialistes cités par le quotidien

soulignent ce qu'ils appellent une "déconnexion" entre la croissance économique et celle de l'emploi.

La réalité de la crise mondiale du système fondé sur la propriété privée des moyens de production apparaît chaque jour davantage comme porteuse de toutes les destructions qui menacent l'existence même de l'humanité. D'où cette question, au centre de l'ordre du jour du conseil général de la IV^e Internationale : existe-t-il, dans la situation actuelle de décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, une issue qui ne repose pas sur l'expropriation du capital ? Ou, pour le dire autrement, la révolution prolétarienne est-elle oui ou non à l'ordre du jour ?

Le précédent conseil général de la IV^e Internationale avait vu surgir de manière inopinée un désaccord politique sur la place du pablisme (1) et nos responsabilités (2). Introduisant la discussion du conseil général du 25 janvier 2004, le rapporteur devait revenir sur cette question :

"Quelle place occupe aujourd'hui le pablisme ? On pourrait multiplier les exemples, mais pour n'en prendre qu'un : quelle est la signification de la présence de Rossetto au gouvernement brésilien depuis 15 mois ? Une seule : couvrir du drapeau de la IV^e Internationale une politique qui barre la route de la réforme agraire aux millions de paysans sans terre au Brésil, et qui, au compte de l'impérialisme, organise le démantèlement de la nation brésilienne et la destruction de ses conquêtes ouvrières" (on lira à ce sujet la "Lettre ouverte au SU", publiée dans ce numéro de *La Vérité*).

Cette discussion, engagée au conseil général d'avril 2003, a connu une extension avec la discussion engagée sur l'ex-URSS.

Publiées dans le dernier numéro (3) de *La Vérité* ; les "Notes" sur "Révolution politique et révolution sociale en ex-URSS" ouvrent ce débat. Débat que prolonge, dans ce numéro, l'article rendant compte de la discussion sur ce document avec les camarades d'Ukraine et d'Allemagne.

A ce sujet, le rapporteur au conseil général devait souligner :

"Personne ne peut sous-estimer l'ampleur des processus de destruction qu'a connus l'ex-URSS dans les quinze dernières années : chute de l'espérance de vie, désindustrialisation en masse, destruction des conquêtes. Cela signifie-t-il pour autant que tout se réduit aux processus de décomposition ? N'y a-t-il pas lieu, au contraire, de considérer — c'est précisément une loi de la lutte de classe et c'est aussi toute l'actualité de la révolution prolétarienne — qu'au cœur même des processus de décomposition, il y a la résistance à la décomposition, la recherche par la classe de cette résistance, s'accrochant aux segments d'octobre 1917 ? Et n'y a-t-il pas lieu de chercher à élaborer une orientation de construction de sections de la IV^e Internationale, prenant appui sur ces processus de résistance à la destruction ?

L'erreur théorique signalée dans les Notes a consisté de fait à identifier l'effondrement de la bureaucratie, non seulement avec la fin de l'URSS comme Fédération de républiques, mais avec la disparition de tout ce qui constituait l'URSS. Dans les faits, cela signifiait que nous considérions que la page était tournée pour le prolétariat de l'ex-URSS.

C'est là qu'il a fallu reprendre entre nous cette discussion sur révolution politique et révolution sociale en ex-URSS. Que devient le programme de la révolution politique après la chute de la bureaucratie ? Certes, les traits caractéristiques de l'économie planifiée ont disparu après 1989-1991. Mais peut-on pour autant en conclure qu'il y a eu restauration capitaliste ?"

(1) Pablisme : courant révisionniste liquidateur international, qui a révisé les bases programmatiques de la IV^e Internationale tout en continuant à s'en réclamer abusivement. Connu sous le nom de Secrétariat unifié (Krivine-Besancenot en France, Rossetto-Machado au Brésil). Lire dans ce même numéro de *La Vérité* les articles consacrés aux Etats-Unis, au Brésil et au Portugal, qui illustrent la place du pablisme et ses positions.

(2) Le 2 mai 2003, au lendemain du précédent conseil général, le Secrétariat international avait adopté une résolution qui dégageait les leçons de cette discussion dans les termes suivants : "Contrairement à l'appréciation qui a été exprimée au conseil général, selon laquelle le SI aurait considéré, après la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, que le pablisme était mort politiquement, les faits et les écrits démontrent que cette appréciation n'a jamais été celle de l'Internationale, plus particulièrement des instances de l'Internationale. L'Internationale a toujours fondé ses analyses sur le pablisme sur le constat qu'après l'effondrement de l'URSS, axe du centrisme réactionnaire, il a renforcé sa place d'obstacle principal à la construction de la IV^e Internationale en se soumettant à l'impérialisme à travers sa capitulation devant le stalinisme à partir de 1950-1953, capitulation qui l'a conduit à se coaliser avec les débris du stalinisme."

(3) *La Vérité*, n° 35 (décembre 2003), "Révolution politique et révolution sociale en ex-URSS", par Daniel Gluckstein.

C'est un fait : au lendemain de la chute du Mur de Berlin, différentes organisations — celles liées au SU, notamment — se sont empressées de proclamer qu'il y avait eu restauration capitaliste. En réalité, les "Notes" établissent qu'il y a eu "restauration" d'un genre très particulier de capitalisme : comradore, parasitaire, orienté d'abord et avant tout sur la mafiosisation. Plus même : la décomposition de l'économie de l'ex-URSS a constitué et constitue un facteur de mafiosisation de l'économie capitaliste dans son ensemble, remontant en quelque sorte des poches putréfiées de l'ex-URSS vers toute l'économie mondiale.

Ce qui se passe en ex-URSS depuis quinze ans montre que le capitalisme n'offre aucun avenir, hormis celui de la guerre et de la barbarie, de la misère et de la destruction. Le conseil général l'a établi clairement : en dehors du combat pour la révolution prolétarienne, expropriatrice du régime de la propriété privée des moyens de production, il n'y a pas de réponse à la situation en ex-URSS. Mais cette perspective ne peut être posée qu'en relation avec ce que les "Notes" ont appelé "*la défense des segments*" ; ces segments de la propriété sociale, issus d'octobre 1917, dont la défense constitue le socle à partir duquel on peut combattre pour des organisations ouvrières indépendantes. Il y a un lien indissoluble entre défense des segments issus d'octobre 1917 et construction d'organisations ouvrières indépendantes ; comme il y a, dans les pays capitalistes développés, un lien indissoluble entre défense des segments des droits et garanties arrachés par la lutte de classe et indépendance des organisations. C'est ce qui donne son unité mondiale à la lutte de classe.

Dans les "Notes", il était affirmé qu'il "*n'y aura pas, en ex-URSS, de développement capitaliste au sens classique de développement des forces productives, au contraire*". Et que, "*dans un système capitaliste international qui reste fondé sur l'extorsion de la plus-value, l'effondrement de l'ex-URSS va nourrir au contraire tous les processus de la marche accélérée à la barbarie : politiques d'armement, spéculation, parasitisme, drogue, guerres, dislocation des nations et, avant tout, destruction en masse de la classe ouvrière pour soi*" (note 7).

Nous écrivions également dans les "Notes" que "l'avenir capitalistique" de la Russie lui est présent en Irak, en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire. Pour qui en doute, la lecture de l'article de Malcolm Bagayoko publié dans ce numéro de *La Vérité* et consacré au "*Nouveau dépeçage de l'Afrique*" en apporte une tragique et indiscutable confirmation.

Revenant sur cette caractéristique, le rapporteur au conseil général devait souligner :

« *La discussion interrompue entre nous sur "l'imminence de la révolution" mériterait d'être reprise. Nous avons, dans les années 1960-1970, analysé la situation mondiale comme étant sans issue du point de vue du système de la propriété privée des moyens de production, mettant à l'ordre du jour, en relation même avec les rythmes de la décomposition du capitalisme, l'imminence de la révolution prolétarienne.*

Beaucoup de nos adversaires ont ironisé sur cette imminence de la révolution qui tardait à venir. Cette pression s'est exercée sur nous. Mais imminence de la révolution n'est pas, d'abord, ni même principalement, un pronostic sur les dates. C'est une appréciation sur le fait que le système de la propriété privée des moyens de production, cherchant à "surmonter" sa crise de décomposition par des moyens qui accroissent la dislocation de la situation mondiale, conduit nécessairement le prolétariat à la recherche de solutions qui ne peuvent être autres que le combat pour la révolution prolétarienne. En ce sens, après l'effondrement du stalinisme, il n'y a pas plus de classe capitaliste russe, au sens classique du terme, qu'il ne peut y avoir aujourd'hui émergence de nouvelles nations souveraines. Nous sommes précisément entrés dans la phase inverse, celle où toutes les nations souveraines existantes sont soumises à une politique de démantèlement, y compris les plus vieilles nations impérialistes, et où les classes capitalistes elles-mêmes, même celles de pays impérialistes comme la France et l'Allemagne, sont soumises à un rouleau compresseur de la part de l'impérialisme dominant visant à leur dislocation. »

Le contenu de la discussion concernant l'ex-URSS, et plus généralement l'est de l'Europe, est très pratique.

Il ne suffit pas d'expliquer aux travailleurs et militants d'ex-URSS que le capitalisme ne leur offre aucun avenir. Cela est indispensable, mais pas suffisant. Encore faut-il chercher avec eux les points d'appui, même modestes, pour la recomposition d'organisations ouvrières indépendantes, en relation même avec la défense des segments issus d'octobre 1917. Dès lors que cette orientation est appliquée, se vérifie qu'au cœur même de la décomposition — même si, répétons-le, c'est dans un premier temps de manière modeste — existent les points d'appui pour la défense, la conquête et la reconquête.

Revenant sur cet aspect, le rapporteur au conseil général devait souligner ceci :

« La signification de la conférence organisée par les camarades ukrainiens pour la défense du Code du travail soviétique en est l'illustration. Dès lors que nos camarades ukrainiens ont engagé leur campagne, dans une situation dominée par des appareils décomposés et corrompus, se sont dégagés des points d'appui, modestes, de travailleurs et de militants, qui, parfois même au sein des syndicats officiels, cherchent à agir pour la défense de ce qui reste des segments d'octobre 1917. Même s'ils n'en saisissent nécessairement pas toute la signification.

Lors de la réunion européenne de septembre, les camarades avaient proposé initialement : conférence pour la défense des conquêtes d'octobre 1917. Dans la discussion, il a été suggéré de compléter la formule : "Défense et reconquête des conquêtes d'Octobre." L'ajout est important. Défense et reconquête signifie que, partant de la défense, la perspective est de reconquérir tout ce qui a été arraché par octobre 1917. Mais tout ce qui a été arraché par octobre 1917, c'est octobre 1917 comme tel, c'est l'actualité de la révolution prolétarienne. Formuler cette perspective ne peut, bien sûr, pas être un problème spécifiquement ukrainien, ni même spécifique à l'ex-URSS. En 1936, Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* : "En dernière analyse, le sort de l'URSS se jouera sur l'arène de la révolution mondiale." Nous sommes obligés aujourd'hui d'inverser la formule : en première analyse, le sort de ce qui est issu de l'ex-URSS ne trouvera de dénouement que totalement inséré dans le processus de la révolution mondiale. Conséquence pratique : nous avons la responsabilité historique, sans doute plus encore aujourd'hui que jamais dans le passé, d'élaborer et centraliser les tâches politiques de la IV^e Internationale comme un tout. Il nous faut nous hisser à la compréhension de la révolution mondiale comme un tout et non pas comme une addition d'initiatives morcelées. C'est toute la signification des premières mesures d'organisation prises depuis huit mois dans la direction de cette élaboration centralisée. »

Inscrire la situation mondiale sous le signe de l'imminence de la révolution ne signifie pas ignorer ou même minimiser les mécanismes de la contre-révolution et de la réaction sur toute la ligne, qui caractérisent la survie de l'impérialisme décomposé. Bien au contraire : les deux processus sont totalement reliés. Nous avons analysé le tournant de la situation mondiale après le 11 septembre 2001 (4). Jour après jour, se confirme l'ampleur de ce tournant. Aujourd'hui, le système fondé sur la propriété privée des moyens de production, sous l'égide de l'impérialisme nord-américain, travaille au démantèlement du cadre des nations, et plus généralement de tous les cadres institués pourtant pour la domination du capital.

Cette évolution de la situation mondiale ne peut être comprise qu'avec les armes du marxisme. Elle renvoie aux lois mêmes du capital : "La seule limite au capital, c'est le capital lui-même", écrivait Marx. La survie du régime de la propriété privée des moyens de production, dans un contexte historique où il a épuisé ses capacités progressistes de développement des forces productives, ne s'opère qu'au prix de la destruction en masse des forces productives ; à commencer par la principale, la force de travail elle-même. D'où le "budget de destruction massive" évoqué par l'éditorialiste du *New York Times*, cité plus haut.

La situation mondiale, du point de vue du régime de la propriété privée des moyens de production, est caractérisée, d'une part, par un excédent gigantesque de capitaux qui ne trouvent pas à se mettre en valeur dans le processus même de la production, et, d'autre part (et ceci est relié), par un excédent en masse de forces productives à commencer par la force de travail. Il faut donc détruire, détruire des capitaux, détruire des pans entiers de la classe ouvrière et de l'humanité elle-même pour chercher, par le biais de ces mécanismes de destruction en masse, à dégager tout de même des champs d'extorsion de la plus-value (donc d'exploitation de la force de travail dans le procès de production des marchandises) mais dans une logique qui chaque fois accroît les processus de destruction et de dislocation.

Le cours de l'impérialisme, c'est donc la marche à la destruction massive. Ce qui, plus que jamais, confère à l'économie d'armement une place centrale dans l'économie capitaliste aujourd'hui.

(4) Lire à ce sujet : Déclaration de la IV^e Internationale du 19 septembre 2001 (*La Vérité*, n° 32, mars 2003) ; Rapport sur la situation mondiale après le 11 septembre au secrétariat international (*La Vérité*, n° 29, janvier 2002) ; A nouveau sur "Protectorat américain ou révolution prolétarienne" (rapport au Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale, dans *La Vérité*, n° 30, mai 2002) ; "Un an après le 11 septembre, quelques aspects de la situation mondiale" (*La Vérité*, n° 31, octobre 2002).

Cette question a été soulevée dans le rapport présenté au conseil général :

« Dans les vingt dernières années, il y a eu la politique de Reagan, le programme “Guerre des étoiles”, l'économie d'armement en masse, qui n'ont fait que différer (mais n'ont pas empêché) l'effondrement économique. Pourquoi ? Parce que cette économie d'armement, n'étant pas consommée, pesait trop sur l'économie américaine.

Puis, on a connu l'épisode Bush père, qui, lui, a commencé à consommer l'économie d'armement. La guerre du Golfe en a été l'expression. Mais Bush père le faisait encore dans le respect au moins formel du cadre existant des Etats et des relations internationales : sa croisade en Irak, il l'a fait avaliser par l'ONU, la France, l'Allemagne, tout le monde avait suivi et il s'est arrêté aux portes de Bagdad. Il a maintenu Saddam Hussein au pouvoir. Avec Bush fils, on est passé à autre chose : non seulement à l'économie d'armement sans limite et sans frein, incluant d'ailleurs la Lune et Mars ; mais aussi à la consommation sans limite de l'économie d'armement. »

Faut-il en conclure que la situation est désespérée ? Certainement pas. Rien n'est perdu, même dans les situations les plus difficiles. Le rapporteur au conseil général est revenu sur l'initiative prise sur l'Irak, en juin dernier, par USLAW, la Confédération des syndicats arabes et l'Entente.

« Un camarade a dit : “Je suis en désaccord avec cette initiative, car, dans un pays occupé par l'impérialisme américain, on ne va pas demander la reconnaissance des droits syndicaux et de l'OIT.” C'est à mon avis un point de vue doctrinaire et abstrait.

Cette délégation a eu lieu. Délégation modeste, qui a fait son compte rendu. Premier constat : en Irak même, les syndicalistes rencontrés cherchent à faire entendre leur voix avec force sur la reconnaissance des conventions de l'OIT et des syndicats. En outre, aux Etats-Unis mêmes, John Sweeney, le président de l'AFL-CIO, vient de faire une déclaration exigeant la reconnaissance et l'application des conventions 89 et 98 de l'OIT en Irak. USLAW se félicite de cette déclaration et ajoute : nous regrettons par ailleurs que le gouvernement américain refuse de reconnaître ces mêmes conventions de l'OIT pour les travailleurs américains eux-mêmes et nous exigeons la reconnaissance de ces conventions de l'OIT.

Pour qui connaît le mouvement syndical américain, c'est un fait qu'il y a trois ans, la plupart des syndicalistes américains ignoraient tout des conventions de l'OIT, notamment parce que les Etats-Unis n'en ont ratifié pratiquement aucune. On peut dire que le fait que cette question des conventions de l'OIT soit aujourd'hui saisie sur le terrain de l'indépendance de classe par l'organisation syndicale américaine a un rapport avec la campagne engagée depuis plus de dix ans par l'Entente internationale pour la défense des conventions de l'OIT, campagne relayée en quelque sorte au sein du mouvement ouvrier américain en relation directe avec cette délégation en Irak.

Ce débat — est-il conforme aux principes ou pas de faire cette délégation — a été tranché dans la pratique. Dans le cœur même de la décomposition imposée par la guerre impérialiste contre le peuple irakien, nous avons le devoir de chercher les points d'appui, aussi ténus soient-ils, pour aider la classe ouvrière à reconstituer son indépendance. C'est vrai pour l'Irak, mais c'est vrai d'une manière générale. »

Concernant la situation mondiale, le rapporteur au conseil général devait revenir sur deux aspects particuliers: les rapports Chine-Etats-Unis et les rapports Europe-Etats-Unis.

Concernant les rapports Chine-Etats-Unis, il devait commencer par citer la déclaration finale du sommet du G 7 qui s'est tenu le 20 septembre 2003, à Dubaï. Adoptée par les sept pays les plus riches de la planète, cette déclaration recommande *“une plus grande flexibilité des taux de change, afin de procéder à un ajustement à grande échelle et graduel du système financier international fondé sur les mécanismes de marché”*. A cette occasion, John Snow, le secrétaire américain au Trésor, a déclaré : *“Le prix des devises doit être fixé par les intervenants.”* Cette déclaration a été interprétée par certains commentateurs avisés comme la répétition de la déclaration de Nixon du 15 août 1971. Pourquoi ?

A cette question, le rapporteur a répondu : *« Que le prix des devises soit fixé par les intervenants ? C'est déjà acquis pour l'euro, mais pas pour le yuan chinois. Le problème de la parité entre le yuan et le dollar est une question clé. Pour l'instant, le cours du yuan est fixé par le gouvernement chinois, cela fait partie de ce qui subsiste du monopole du commerce extérieur et du contrôle de l'économie chinoise, qui, en principe, reste planifiée.*

Mais le maintien de la parité fixe yuan-dollar est contraire aux besoins de l'économie américaine dans cette phase de crise. Pour défendre ses intérêts, le capital financier américain a besoin de l'arme de la manipulation des taux de change. Il le montre

quotidiennement, dans l'échange euro-dollar. Compte tenu du poids grandissant des relations Chine-Etats-Unis, il exige une telle liberté d'action vis-à-vis du yuan. Mais instaurer le "libre" cours yuan-dollar, c'est ouvrir la voie à la dislocation de la nation chinoise et à l'explosion de tous les processus tant de la révolution que de la contre-révolution en Chine. »

Mais il est un autre aspect du problème. La prétendue reprise économique américaine repose, on l'a vu, sur un niveau sans précédent atteint par le déficit commercial américain : plus de 500 milliards de dollars pour l'année 2003, plusieurs milliers de milliards de dollars dans les prochaines années.

Pour une large part, ce déficit est financé par l'Asie, qui détient à elle seule 700 milliards de bons du Trésor américains. Le maintien à flot de l'économie américaine est gagé sur les économies asiatiques, à commencer par l'économie chinoise.

Tout cela, pour l'instant, "tient" pour une seule raison : ce que la presse appelle "le miracle" de la croissance chinoise. Mais quel est ce "miracle" ? Officiellement, un taux de croissance de 10 % par an, une croissance des exportations de 15 %. Officiellement, 420 000 entreprises étrangères sont implantées en Chine depuis 20 ans. Mais au total, la moitié des exportations chinoises procède d'entreprises implantées en Chine avec des capitaux étrangers. En réalité, le "miracle chinois" procède du simple transfert par délocalisation pour la recherche du "coût du travail" le plus bas. C'est le correspondant de la désertification industrielle en France, en Allemagne, aux Etats-Unis mêmes, au Mexique, au Brésil, qui crée les conditions de ce très relatif "miracle chinois", qui n'est "miracle" que parce qu'il y a effondrement et destruction en masse de millions d'emplois industriels au Brésil, au Mexique, en Europe, aux Etats-Unis.

« *On nous parle du "nouvel atelier du monde" »*, relevait le rapporteur du conseil général, pour qui "c'est un mythe !"

« *Il y a d'ores et déjà, en Chine aujourd'hui, un taux de chômage officiel de 4,2 %. 150 à 200 millions de paysans chassés de leurs terres se pressent comme une armée de réserve impossible à satisfaire aux portes des villes. L'explosion sociale est là. Elle n'est pour l'instant contenue que par le maintien d'un appareil de coercition tentaculaire dominé par le Parti communiste chinois, qui agit directement au compte de l'impérialisme pour lui fournir cette main-d'œuvre dans des conditions de quasi-esclavagisme. Mais cela atteint aujourd'hui sa limite. La pression américaine exprime le fait qu'aujourd'hui, la non-convertibilité du yuan et les restrictions à la pénétration capitaliste en Chine sont de moins en moins tolérables pour le capital financier.*

Le ministère du Commerce chinois a publié il y a quelques mois un nouveau "règlement provisoire sur les fusions et acquisitions de sociétés domestiques chinoises impliquant des investisseurs étrangers". Désormais, il sera possible pour des personnes physiques d'être partenaires d'une société mixte, ce qui n'était pas le cas avant, où seule une société pouvait être partenaire. Désormais, le prix d'acquisition d'une entreprise chinoise pourra être établi sur la base d'un audit avec la possibilité de recourir aux méthodes d'évaluation internationales, et on pourrait multiplier les règles.

De plus en plus — c'est conforme à son rôle de courroie de transmission de l'impérialisme à l'intérieur de l'Etat ouvrier bureaucratique né de la révolution chinoise —, la bureaucratie est amenée à ouvrir le marché chinois à une pénétration de moins en moins réglementée du capital financier international.

Les relations Chine-Etats-Unis telles qu'elles étaient constituées jusqu'alors ne correspondent plus aux besoins de l'impérialisme. L'impérialisme se doit aujourd'hui de mettre directement à l'ordre du jour le démantèlement du monopole du commerce extérieur, du contrôle des changes et de la propriété sociale, ce qui implique nécessairement l'explosion du PCC et du régime bureaucratique en Chine. Mais cela implique aussi le choc direct avec un prolétariat de 300 millions d'ouvriers et une paysannerie de 700 à 800 millions, mettant à l'ordre du jour l'action politique indépendante de la classe ouvrière, seule à même de défendre les conquêtes (et segments de conquêtes) issues de la révolution chinoise de 1949, et de s'opposer à la dislocation de la nation chinoise et à l'expansion des guerres à un niveau inconnu jusqu'à présent.

De ce point de vue, et sans faire de géopolitique, il faut observer que la présence militaire américaine massive en Afghanistan, au Tadjikistan, ce qui vient de se passer en Géorgie, l'implantation grandissante au Kazakhstan, dans les Républiques d'Asie centrale, la privatisation par une société américaine du port de Chittagong, au Bangladesh, tous ces événements, qui, géographiquement, encerclent la Chine, ont aussi un rapport avec

l'anticipation par l'impérialisme américain des conséquences de ce qu'il est en train de préparer en Chine. »

Ce qui pose tout le problème du combat pour construire la section chinoise de la IV^e Internationale dans le processus même par lequel la classe ouvrière de ce pays, confrontée aux pires menaces, est amenée à s'engager sur la voie de la (re)constitution de ses organisations et institutions.

L'autre aspect de la situation mondiale sur lequel devait revenir le rapporteur du conseil général, c'est la question des rapports Europe-Amérique, au lendemain de la conférence intergouvernementale européenne des 12 et 13 décembre 2003, qui a vu le projet de "Constitution" européenne voler en éclats.

Quelques jours avant le conseil général, dans un article publié par la revue américaine *Forbes*, représentation d'un secteur significatif des milieux dominants du capital financier américain, on pouvait lire à ce sujet :

"Est-ce que c'est la fin d'une Europe dominée par la France ? La France et l'Allemagne se sont imposées comme des puissances importantes, comme des voyous sans foi ni loi, qui n'ont jamais cessé de terroriser les populations européennes, comme elles l'ont toujours fait dans le passé. Rappelons-nous la France sous Louis XIV et Napoléon. L'Allemagne sous Bismark, le Kaiser et Hitler. Ces deux pays sont coupables des guerres menées au compte du profit, coupables des agressions qui ont causé des souffrances répétées aux petites nations d'Europe. Indiscutablement, la France joue un rôle majeur dans cette opération. Si nous arrivions à ce que l'Allemagne coupe ses fonds à l'Union européenne, alors cela mettrait en l'air la PAC. Or la PAC était la principale raison pour laquelle la France était favorable à la monnaie unique. Sans la monnaie unique et sans la PAC, la rage déferlante des petits paysans français pourrait bien mettre à feu et à sang la très fragile pseudo-démocratie française. Les autres groupes déshérités qui sont légion en France pourraient être encouragés à envahir les rues, les ports, les cités. Ils pourraient être rejoints par les musulmans français, qui constituent aujourd'hui près de 10 % de la population et sont poussés dans la pauvreté, dans les ghettos, aux marges des cités françaises."

Et le rapporteur au conseil général d'interroger :

"N'est-ce pas là un scénario écrit pour faire exploser la France ? N'y a-t-il pas là une volonté délibérée d'attiser le communautarisme et de démanteler les nations d'Europe ?"

L'échec de la conférence intergouvernementale européenne des 12-13 décembre 2003 ne fait que traduire et prolonger tout le basculement de la situation mondiale depuis le 11 septembre 2001.

« Jusque-là, explique le rapporteur au conseil général, l'impérialisme américain écrasait toutes les nations dominées du monde. Mais les relations avec les autres impérialismes étaient davantage des relations de compétition achevée, de concurrence exacerbée, qui prenaient notamment la forme sanglante des conflits entre impérialismes américain et français, en Afrique, pour essayer de prendre le contrôle des marchés. La forme même d'existence de la nation française ou de la nation allemande était jusqu'à présent respectée. Nous sommes passés à présent à une autre étape. L'impérialisme américain dit ouvertement : nous allons faire avec la France comme avec l'Irak, l'Afghanistan ou le Congo.

Ce n'est pas un choix idéologique. C'est la conséquence logique du maintien d'un système social historiquement failli, qui ne peut se survivre que par ces moyens de destruction de tout, y compris des nations. Cela nous ramène à la question posée : l'actualité du combat pour la révolution prolétarienne. La défense et la sauvegarde des nations d'Europe (les marxistes sont pour défendre les nations, qui sont le cadre dans lequel les classes ouvrières se sont constituées) peuvent-elles être assurées par d'autres méthodes et sur une autre perspective que celle du combat pour la révolution prolétarienne ? Cela amène à la question de la place des appareils. Le principal obstacle auquel les classes ouvrières des différents pays et des différents continents sont confrontées, c'est la politique des appareils.

Le pablisme, auquel il a été fait référence au début de ce rapport, s'inscrit dans un ensemble, qui est la politique des appareils. Si l'on considère la situation dans chacun de nos pays, c'est un fait que, sans la politique des appareils, l'impérialisme n'aurait aucune chance ne serait-ce que d'essayer de mettre en œuvre sa politique. C'est pourquoi, sur tous les continents et dans tous les pays, l'accent est mis par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, etc., sur la nécessité d'intégrer les organisations ouvrières à leurs plans. En France, il y a eu en mai-juin des millions et des millions de travailleurs en grève, pendant plusieurs semaines. Dans des milliers d'assemblées générales, les travailleurs ont dit :

Blondel-Thibault, vous devez appeler à la grève générale interprofessionnelle ! Sous des formes différentes, le fait est qu'ils s'y sont refusé. Et cela a ouvert la voie pour le gouvernement pour aller plus loin dans le sens de la dislocation des droits ouvriers. C'est ce qui s'est passé avec la mise en place du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie composé de 53 représentants, parmi lesquels ceux des centrales syndicales, les patrons, les gouvernants, Haut Conseil qui a publié un rapport appelé "diagnostic partagé", qui préconise la remise en cause de la Sécurité sociale.

Et le cœur du problème auquel le cœur de la classe ouvrière de ce pays est confronté est là : le cadre de l'Union européenne, relayé par la CES, cherche à imposer la subordination des organisations, qui menace leur existence même. Et cela se relie à des processus à l'échelle internationale : on l'a vu à Montevideo, le 13 décembre 2003, à l'initiative du responsable pabliste des affaires internationales de la CUT du Brésil, avec comme orateur central la Confédération européenne des syndicats, plaidant pour ce qu'ils appellent "l'intégration syndicale continentale dans ALCA et Mercosul". C'est le même processus. »

Sur la base de ces éléments d'appréciation, le conseil général a mené des discussions extrêmement pratiques sur les tâches de la IV^e Internationale. Comment, dans chaque pays, sous des formes adaptées à la situation nationale, inscrire la construction de sections de la IV^e Internationale dans une aide constante à la réalisation du front unique, c'est-à-dire à la plus large mobilisation des masses réalisant l'unité des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ouvrières.

Le conseil général a discuté de l'actualité du combat pour le front unique en Europe. Face à la dislocation imprimée par l'Union européenne, le combat pour la défense des organisations ouvrières trouve des points d'appui au sein même du mouvement ouvrier aussi bien en Belgique qu'en Allemagne, en Espagne, en Suisse et dans d'autres pays. Faire converger l'ensemble de ces éléments dans le combat à la fois particularisé et commun pour la défense des nations, de la démocratie et de l'indépendance des organisations ouvrières, là est la seule base possible pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, opposée à l'Union européenne et en rupture avec elle.

Combattre pour le front unique : c'est toute la question de la délimitation politique vis-à-vis du processus d'ONGisation des organisations ouvrières, que le Forum social de Mumbai a cherché à étendre et généraliser à toute l'Asie. A quoi s'est opposée, dans le mois qui a précédé, la conférence ouvrière indépendante, organisée par différents militants et courants indiens, pakistanais, du Bangladesh, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Combattre pour le front unique, afin d'aider à la réalisation des revendications démocratiques. Notamment celle du droit au retour pour les réfugiés palestiniens, au centre de la conférence internationale convoquée en commun par les signataires de l'appel international lancé en juin 2003 et la revue *Dialogue* (5).

Combattre pour le front unique, pour mettre fin à l'occupation et à la guerre en Irak, dans l'unité avec les travailleurs et leurs organisations aux Etats-Unis.

Le combat pour le front unique exige la construction et le renforcement des sections de la IV^e Internationale. Le conseil général a consacré le temps nécessaire à discuter du renforcement de sa centralisation politique, de la mise en place des secrétariats continentaux, du fonctionnement régulier du SI et de son exécutif, de la publication des *Lettres* de la IV^e Internationale, de l'élaboration et de la diffusion — financièrement équilibrée, soulignons-le — de la revue *La Vérité*, qui, depuis le mois d'août 2003, paraît tous les deux mois en différentes langues. On lira dans ce numéro de *La Vérité* des extraits du rapport sur *La Vérité*, présenté au Conseil général.

Mais poser la question du renforcement et de la construction de la IV^e Internationale ramène au problème de l'obstacle politique posé par le centrisme réactionnaire. Au moment même où se tenait le conseil général, on apprenait qu'en Grande-Bretagne, les dirigeants pablistes, en commun avec l'aide de l'appareil stalinien et du SWP britannique (organisation centriste issue d'une rupture avec la IV^e Internationale à la fin des années 1940 en Grande-Bretagne) venaient de lancer un nouveau parti, dont le premier objectif est d'appeler les syndicats à se désaffilier du Labour Party.

(5) *Dialogue* : revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine, éditée en arabe, hébreu, anglais, français. Correspondance : *Dialogue*, Pierre Lambert, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis

Rappelons que, quelques semaines plus tôt, au cours de l'automne 2003, les congrès du Labour Party et des Trade-Unions avaient été marqués par une extraordinaire poussée des délégués, notamment des délégués syndicaux, qui cherchaient à se réapproprier le parti et à l'arracher des mains de Blair. Rappelons que si les manœuvres de l'appareil interdissent aux délégués de l'emporter sur la question précise de la condamnation de la guerre en Irak (à une très courte majorité), sur la plupart des autres motions, ce sont les positions développées par les délégués qui s'étaient imposées à l'encontre de la politique imprimée par Blair et le gouvernement.

Rappelons qu'à l'époque, un journaliste avait expliqué :

“Le grand problème, c'est que, dans un congrès du Labour Party, beaucoup de délégués sont mandatés par les syndicats, et que les syndicats donnent des mandats impératifs à leurs délégués, ce qui rend très difficile pour l'appareil au sommet du parti et pour le gouvernement de retourner ces délégués contre leur propre mandat.”

Le Labour Party constitue un tout organique, intégrant les syndicats affiliés. Il reste le parti historique de la classe ouvrière anglaise. Dans ce contexte, où le mouvement de la classe, à travers les syndicats affiliés au Labour, cherche à se réapproprier les instruments qu'elle a construits pour la représenter, quelle est la signification de l'initiative conjointe des staliniens, centristes réactionnaires et pablistes pour que les syndicats se désaffilient du Labour Party ? Poser la question, c'est y répondre.

Ces questions rejoignent les problèmes posés au Brésil. Un seuil qualitatif a été ici franchi par le Secrétariat unifié. Représentant du SU, le ministre Rossetto continue à mener la politique dictée par les grands propriétaires terriens et du FMI. Cela suffit à établir que le Secrétariat unifié constitue aujourd'hui au Brésil, et pas seulement, un instrument majeur permettant à l'impérialisme de mener sa politique et de l'imposer aux masses opprimées et exploitées.

Au lendemain du conseil général, des militants de différentes sections de la IV^e Internationale ont lancé une *Lettre ouverte au Secrétariat unifié*, qui fait de cette question brésilienne un enjeu pour les travailleurs et les militants ouvriers du monde entier. Compte tenu de son importance, nous la reproduisons en conclusion de cette présentation.

Lettre ouverte au Secrétariat unifié et à ses militants

Camarades,

Il n'est pas dans nos habitudes de nous adresser à vous et à votre courant politique par voie de lettre ouverte.

Comme vous le savez, 53 millions de Brésiliens ont voté pour un gouvernement du Parti des travailleurs, qui se déclarait, dans son programme de fondation, pour *“la garantie de l'emploi ; un salaire minimum réel et unifié, qui réponde aux besoins élémentaires des travailleurs et de leurs familles ; l'échelle mobile des salaires (...) ; contre la privatisation de la médecine ; pour l'assistance médicale gratuite et efficace pour toute la population (...) ; une politique de l'habitat qui assure un logement digne à tous les travailleurs, sous contrôle des travailleurs ; la reconnaissance immédiate de la propriété sur les terrains occupés par les habitants des fave-*

las et la régularisation immédiate des lotissements clandestins (...) ; l'enseignement public et gratuit à tous les niveaux (...) ; les transports collectifs publics qui répondent aux besoins de la population (...) ; la réforme agraire ample et massive sous contrôle des travailleurs ; la lutte pour la terre à ceux qui la travaillent et qui en ont été expulsés (...) ; contre la domination impérialiste (...) ; pour le respect du droit à l'autodétermination des peuples et pour la solidarité des peuples opprimés” (plan d'action, conférence nationale du PT, 31 mai et 1^{er} juin 1980, Saõ Paulo).

C'est pour cette politique-là que 53 millions de travailleurs, de paysans sans terre ont voté en octobre 2002, remettant en question l'ancien état de choses.

Répétons-le, quelles que soient nos divergences, la mesure des faits que nous

consignons dans cette lettre ouverte s'imposera à toutes et à tous, nous en sommes certains.

Vous le savez comme nous, Miguel Rossetto, l'un des principaux dirigeants de votre courant au Brésil, Démocratie socialiste (l'un des courants du Parti des travailleurs), est depuis plus d'un an, dans le gouvernement Lula, ministre du Développement agraire, chargé de la réforme agraire.

Faut-il rappeler qu'au Brésil :

— 11 millions d'hectares appartiennent à 18 grands groupes industriels ;

— 5 millions d'hectares sont entre les mains des 15 plus grands groupes financiers, dont Bradesco, Itau, etc. ;

— 6 millions d'hectares appartiennent à 13 groupes d'agro-pisciculture...

Sur ces 22 millions d'hectares, propriété de 46 groupes, à peine 3,7 millions sont mis en valeur pour la production.

Faut-il rappeler que, dans le même temps :

— 4,5 millions de familles de travailleurs se voient refuser la moindre terre à cultiver, qui leur permettrait de vivre ;

— 200 000 familles campent dans des conditions épouvantables sur le bord des routes, dans l'attente anxieuse d'une terre.

Nous savons que cette tragique situation n'a pas commencé l'an dernier. Mais, c'est avec stupéfaction que nous voyons Miguel Rossetto, membre d'une organisation affiliée au SU, qui, formellement, se réclame de Trotsky, siéger aux côtés d'un propriétaire terrien, Rodrigues, représentant direct de l'oligarchie latifundiaire au Brésil, ennemi déclaré de la réforme agraire. Comme vous le savez, ces latifundiaires n'ont cessé, en toute circonstance, sous tous les gouvernements, de s'opposer à la réforme agraire par tous les moyens, y compris par la violence et les meurtres.

Ministre de la Réforme agraire, Rossetto met en œuvre depuis plus d'un an une politique dont le résultat est celui-ci : à peine 10 000 familles "sans terre" ont reçu cette année une terre pour vivre et faire vivre leurs enfants, alors que le gouvernement s'était engagé l'an dernier à en attribuer 60 000, soit déjà moitié moins que ce que demandait le Mouvement des travailleurs sans terre (MST), qui en réclamait 120 000 pour commencer. Moins de 10 % des installa-

tions immédiatement indispensables, quand le gouvernement consacrait, dans le même temps, 145 milliards de reais au paiement des intérêts de la dette.

10 000 installations, c'est moins que le gouvernement F.-H. Cardoso n'en a attribué en 2002. Cardoso qui se déclarait pourtant opposé à une "réforme agraire radicale" et qui a été chassé pour faire place au gouvernement Lula.

Vous le savez comme nous, la solution positive de la question agraire se résume en premier lieu, au Brésil, dans un mot d'ordre : "*La terre aux sans-terre.*"

Que le ministre propriétaire terrien Rodrigues se refuse à prendre des mesures contre les latifundiaires, c'est dans l'ordre des choses. Mais Rossetto, qui se réclame du trotskysme ?

Il y a plus.

Il y a quelques jours, le 29 janvier, quatre fonctionnaires du ministère du Travail (trois inspecteurs du travail et leur chauffeur) ont été sauvagement assassinés près de la ville de Unai (Minas Gerais). Ils effectuaient une tournée d'inspection dans les grands propriétés foncières de la région, sur les conditions de travail des cueilleurs de haricots. Le travail esclave est dénoncé depuis des années par toutes les organisations syndicales, le Parti des travailleurs, le MST et la Commission pastorale de la terre (CPT). Cela, vous le savez.

Selon les premières investigations de la police, "*l'hypothèse la plus probable*" est que ces crimes ont été commandités par de grands propriétaires terriens et leurs agents de recrutement.

La presse brésilienne rapporte que, faute de réforme agraire, faute de travail dans les villes, nombre des 2 300 travailleurs libérés de leur esclavage en 2002 (sur les centaines de milliers de travailleurs réduits à cette condition) sont retombés depuis dans les griffes de ces charognards que sont les grands propriétaires esclavagistes.

Le journal brésilien *Folha de São Paulo* relève qu'"*au moment de la cueillette des haricots, la population de la région rurale de Unai augmente de 150 %*". Pour la plupart, des travailleurs soumis à des conditions d'esclavage. Comment est-il possible qu'un ministre se déclarant trotskyste n'ait pas depuis longtemps fait

diligenter par les autorités compétentes une enquête pour extirper cette gangrène ?

La presse brésilienne rapporte encore que l'un des fonctionnaires assassinés faisait l'objet, depuis plusieurs mois, de menaces de mort directes, qu'il en avait informé ses supérieurs sans que cela ait eu pour résultat d'assurer sa sécurité, ni celle de ses camarades de travail.

Le syndicat des fonctionnaires fédéraux affilié à la CUT souligne le manque dramatique d'hommes et de moyens pour permettre d'établir partout le droit du travail.

Comment est-il possible qu'un ministre quel qu'il soit accepte non seulement de ne pas prendre, lui et son gouvernement, les mesures pour éradiquer le travail esclave à la campagne, mais encore que le gouvernement dont il est membre fasse tout, en accord avec le FMI, pour qu'aucun retard ne soit pris dans le paiement aux banquiers de New York au titre de la dette ? Comment est-il possible que le ministre Rossetto ne soit pas immédiatement venu annoncer publiquement l'expropriation des terres des grands propriétaires qui recourent au travail esclave, et leur attribution aux sans-terre ? Cela est impensable.

Ou alors, ne faudrait-il pas en conclure que les distinctions entre le ministre grand propriétaire foncier Rodrigues et le ministre Rossetto, membre de la Démocratie socialiste affiliée au SU, sont en train de s'évanouir ? Répétons-le, en dépit de nos divergences, nous ne comprenons pas le silence du Secrétariat unifié.

Les faits que nous venons d'énumérer sont incontestables, vous le savez. Faut-il en énumérer d'autres, dont nous on ne peut douter que, comme Secrétariat unifié, vous les connaissiez ?

Las d'attendre ne serait-ce que le début du commencement d'une réforme agraire qui ne vient toujours pas, plus d'un an après que Rossetto soit devenu ministre, des dizaines de milliers de sans-terre ont envahi et envahissent les grandes propriétés appartenant à des latifundiaires, aux banques, aux multinationales... 209 occupations de janvier à décembre 2003, contre 102 sous le précédent gouvernement.

Dans ce combat, les sans-terre ont, de tout temps, et continuent encore à payer un lourd tribut de militants assassinés par

des tueurs à la solde des grands propriétaires. N'est-il pas révoltant que l'année 2003, celle du ministre Rossetto, aura été celle où le nombre d'assassinats de travailleurs sans terre a augmenté : 60, selon les chiffres de la Commission pastorale de la terre, deux fois plus que l'année précédente sous Cardoso (30) ? Et l'année 2004 commence avec de nouveaux meurtres : à ceux des fonctionnaires du ministère du Travail viennent encore s'ajouter, ces derniers jours, celui de José Ribamar Pereira, 47 ans, dirigeant du syndicat des travailleurs ruraux de Rondon de Para.

Face à cela, que dit le ministre Rossetto ? *“Les 42 assassinats de l'an dernier (chiffres officiels sous-estimés par rapport à ceux rendus publics par la Commission pastorale de la terre), beaucoup ne résultent pas de conflits fonciers.”* Et Rossetto ose déclarer que ces chiffres *“sont perçus comme une augmentation des conflits qui n'est pas réelle”* (interview au journal financier brésilien *Valor*, 2 février 2004).

Très exactement le même discours que celui de tous les ministres des gouvernements de droite, jusqu'au dernier, le gouvernement Cardoso.

Faut-il rappeler qu'en 2003, sous le ministre Rossetto, c'est sur José Rainha, l'un des principaux dirigeants du MST, que la répression s'est abattue ? Sur sa femme Diolinda Alvez de Souza, mère de deux enfants de 10 et 2 ans, et sur plusieurs dizaines d'autres dirigeants du MST, qui ont été comme lui jetés en prison ?

Comment est-il possible que le ministre Rossetto, membre du SU, puisse déclarer face à une situation où les sans-terre tentent désespérément de se défendre contre les tueurs au service des latifundiaires : *“Nous ne tolérerons aucune manifestation violente d'où qu'elle vienne, des sans-terre ou des milices armées des grands propriétaires”* (*O Estado*, 4 juillet 2003).

Tous ces faits suffiraient à vérifier à nouveau ce que Trotsky et la IV^e Internationale ont toujours enseigné : dans toute alliance semblable, c'est la droite qui décide. L'alliance entre le ministre Rossetto (et, au-delà, de Démocratie socialiste) et le ministre grand propriétaire foncier Rodrigues conduit non seulement à renoncer à la lutte sur les revendications pour lesquelles 53 millions de Brésiliens,

dont les millions de sans-terre, ont porté au pouvoir l'actuel gouvernement, mais, plus encore, à accepter et légitimer la répression contre ceux qui luttent pour ces revendications.

La preuve : en mai dernier, le Tribunal suprême fédéral (STF) prenait la décision suivante : *“Par 8 voix contre 2, les juges du STF ont confirmé la nullité de l'expropriation de cinq fazendas dans la région de Sao Gabriel, dans l'Etat de Rio Grande do Sul. L'expropriation (...) était considérée comme la plus importante jamais opérée dans cet Etat. Elle portait sur une aire de 13 100 hectares”* (O Estado, 15 août). Le journal commentait ainsi la nouvelle : *“Le résultat du jugement du STF (...) a été reçu avec euphorie par les ruraux (grands propriétaires), et révolte par les sans-terre.”*

Qu'a répondu le ministre Rossetto, membre de votre courant ? *“Nous respectons la décision de justice.”* Ce qui lui a valu ce commentaire satisfait du journal de droite O Estado (16 août) : *“Rossetto a clairement exprimé que le gouvernement ne se battra pas pour le maintien de l'expropriation.”*

Un fait encore.

Le 15 octobre, un “plan national de réforme agraire”, élaboré par une commission du propre ministère du Développement agraire, a été remis au ministre Rossetto par Plinio de Arruda Sampaio, dirigeant de la commission agraire du PT. Ce plan proposait l'attribution de terres à un million de familles en quatre ans.

Qu'a fait, qu'a dit le ministre Rossetto ? Il a refusé ce plan. Il a fait élaborer et adopter par le gouvernement un contre-plan, proposant de réduire à un tiers seulement les attributions de terres prévues dans le plan antérieur (355 000 familles en quatre ans, au lieu d'un million). Et même après cela, il est venu déclarer qu'il n'aurait pas les crédits pour réaliser les premiers 115 000 en 2004 ! Et pour cause : son contre-plan comportait le “rachat” du tiers des terres qu'il prévoyait d'attribuer. Un cadeau incroyable fait aux grands propriétaires fonciers et aux banques, qui accaparent des centaines de milliers d'hectares de terres qu'ils gardent improductives.

Opposé à ce contre-plan, Plinio de Arruda Sampaio déclarait : *“La question*

décisive dans la décision du gouvernement a été la restriction absolue imposée par le FMI et la communauté financière internationale. Notre plan était pourtant prudent et raisonnable. Il n'avait rien de radical. Avoir la réforme agraire comme objectif suppose d'affirmer la souveraineté de la nation et d'affronter la question de l'excédent budgétaire avant paiement de la dette (superavit fiscal primario) imposé précisément pour assurer le paiement de la dette. Le plan du gouvernement ne répond pas à la gravité de la situation dans les campagnes brésiliennes. Nous estimions que le Brésil avait les moyens d'avancer. Le gouvernement, non !”

Disons-le tout net : les faits qui sont rapportés dans cette lettre ouverte sont incontestables. C'est pourquoi nous la portons à la connaissance des militants et des travailleurs, à qui nous proposons de la contresigner. Cela afin qu'il soit réaffirmé, quelles que soient les divergences politiques avec le Secrétariat unifié, qu'au Brésil comme partout dans le monde, sur tous les continents, l'amélioration des conditions de vie des masses laborieuses des villes et des campagnes n'est possible que sur la voie de la rupture politique avec les exploiters et les oppresseurs, qui, comme Rodrigues, siègent dans les gouvernements.

Premiers signataires :

Laercio Barbosa, militant du courant O Trabalho du PT, section de la IV^e Internationale, Brésil ; Eudes Baima, militant du courant O Trabalho du PT, section de la IV^e Internationale, Brésil ; Claude Ameganvi, militant de la section de la IV^e Internationale, Togo ; Tafazzul Hussain, militant de la section de la IV^e Internationale, Bangladesh ; Dominique Ferré, militant du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs (section de la IV^e Internationale), France ; Marc Lacaze, militant du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs (section de la IV^e Internationale), France ; Guy Pagès, militant du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs (section de la IV^e Internationale), France.

Le nouveau dépeçage de l'Afrique

Par Malcolm Bagayoko

Ce qui se passe au Zimbabwe est significatif à plus d'un titre des enjeux du sort auxquels sont voués les travailleurs et les peuples africains.

Voilà un pays où, pendant de longues années, des paysans pauvres se sont battus, les armes à la main, pour libérer leur pays d'une domination coloniale raciste, afin de récupérer notamment les terres dont ils ont été spoliés.

Plus de vingt ans après, n'ayant pas obtenu gain de cause du régime de Mugabe, qu'ils ont porté au pouvoir à l'indépendance, ces paysans pauvres se mobilisent et finissent par obtenir de ce régime la restitution de leurs terres.

Et la foudre des puissances impérialistes et des institutions à leur service : FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne, ONU, Commonwealth, etc., s'abat brutalement sur ce régime qui a osé céder à la pression des masses populaires, décrétant contre le Zimbabwe un embargo criminel aux conséquences catastrophiques. Comme l'indique une publication récente :

“L'inflation, actuellement autour de 600 %, devrait atteindre 700 % au premier trimestre 2004. Et le déficit budgétaire, qui devrait ne pas dépasser 7,5 %, caracole à

quelque 11 % (...), et le PIB (devrait perdre) au moins 8,5 % de sa valeur (...).

L'expulsion précipitée des fermiers blancs (...) a provoqué le gel de l'assistance financière extérieure. Le gouvernement ne peut plus compter que sur le soutien de l'Afrique du Sud et sur celui, toujours aléatoire, de la Libye (pétrole).

Avec un taux de chômage de 70 % et de maigres ressources en perspective, on voit mal comment il pourrait tenir jusqu'aux prochaines échéances électorales : législatives en 2005 et présidentielle en 2008” (Jeune Afrique l'Intelligent, n° 2238, 30 novembre au 6 décembre 2003).

Comment comprendre ?

Pour les puissances impérialistes et les institutions à leur service, s'il faut briser le régime de Mugabe, c'est parce que l'exemple qu'il donne menace leurs puissants intérêts, non seulement au Zimbabwe et en Afrique australe, mais dans toute l'Afrique et à l'échelle mondiale.

C'est pourquoi il faut tout faire pour éviter qu'il ne fasse école ailleurs.

En effet, la question de la terre est posée de façon explosive dans toute l'Afrique australe, où, au cours de l'année 2000, la situation était la suivante :

ZIMBABWE	AFRIQUE DU SUD	NAMIBIE
Population	Population	Population
Noirs : 99,4 %	Noirs : 75 %	Noirs : 94 %
Blancs : 0,6 %	Métis : 11 %	Blancs : 6 %
Terre	Terre	Terre
Possédée par les Blancs : 70 %	Possédée par les Blancs : 85 %	Blancs : 44 %
Possédée par les Noirs : 30 %	Possédée par les Noirs et les métis : 15 %	Possédée par les Noirs : 56 %

A propos de l’Afrique du Sud, on apprend que :

« Irrité par les craintes de la communauté blanche et des pays occidentaux de voir la crise zimbabwéenne s’étendre à son pays, Thabo Mbeki le rappelle souvent : la situation est “pire” en Afrique du Sud. Dans l’ex-Rhodésie (nom de l’actuel Zimbabwe sous la colonisation britannique – NDLR), 65 % des terres arables étaient encore aux mains de 4 500 fermiers blancs en 2000. En Afrique du Sud, 50 000 fermiers blancs se partageaient toujours 80 % des superficies. En neuf ans, à peine 2 % des surfaces en leur possession ont été cédées à des Noirs, soit en tout et pour tout 1,67 million d’hectares. Loin, très loin des objectifs gouvernementaux, qui voudraient voir 30 % des terres arables redistribuées aux communautés “historiquement désavantagées” d’ici à 2015 (...).

La confiscation des terres au Zimbabwe, applaudie par une partie de l’opinion noire, n’a fait que politiser une question devenue hypersensible (...) » (Jeune Afrique l’Intelligent, n° 2228, 21-27 septembre 2003).

On comprend alors pourquoi la question de la terre, telle qu’elle a été posée par le régime de Mugabe au Zimbabwe, met les rapports entre les paysans noirs et le régime de l’ANC au centre de toutes les contradictions, car elle en fait une question cruciale, qui s’inscrit au centre du combat du peuple noir pour la reconquête de ce dont il a été spolié.

Au-delà de l’Afrique du Sud, la question de la terre n’est-elle pas posée de façon explosive au Brésil, où les paysans sans terre sont confrontés au refus que leur soient redistribuées les terres conformément aux engagements pris par Lula et son ministre de la Réforme agraire, Rossetto, membre du courant Démocratie socialiste du Parti des travailleurs, section du SU pabliste au Brésil, qui, ensemble, défendent

les intérêts des grands propriétaires terriens, parmi lesquels les multinationales de l’agro-industrie ?

Ce rôle que joue Rossetto au Brésil ne rejoint-il pas les positions exprimées au sujet des développements au Zimbabwe par *Rouge*, l’organe de la LCR, section française du SU pabliste, qui les analyse ainsi :

« *Les violences au Zimbabwe à l’encontre des fermiers blancs témoignent d’une fuite en avant du régime corrompu de Mugabe. Elles accroissent les tensions déjà fortes dans cette région de l’Afrique.*

Le régime de Mugabe (...) organise des actions de bandes à son service, violentes et criminelles, présentées fausement comme “anciens combattants” de la lutte de libération, contre les fermiers blancs, boucs émissaires faciles d’un pays qui a tant souffert des divisions raciales » (www.lcrouge.org/archives/042700/semain6.html) (1).

La question de la terre n’est-elle pas posée aux Etats-Unis, présentement la première puissance mondiale, où, depuis leur affranchissement du joug de l’esclavage, les paysans noirs n’ont toujours pas droit à la terre, malgré le lourd tribut qu’ils ont notamment payé à la constitution de la nation américaine, tant dans les champs de coton qu’à travers la guerre d’indépendance, à la fin de laquelle avaient été promis à chaque combattant noir “40 acres (de terre) et une mule”, et qui attendent toujours ?

La question de la terre n’est-elle pas posée en Palestine, où, parqué et régulièrement massacré par l’armée israélienne dans

(1) A la lecture de ces lignes, n’est-on pas fondé à se demander comment ces “grands révolutionnaires” de la LCR peuvent-ils ignorer la première violence imposée au cours des siècles au Zimbabwe par les esclavagistes et colonialistes, qui ont dépossédé, à travers de gigantesques massacres, les Noirs de leurs terres, au point de ne voir que “les violences” d’aujourd’hui “à l’encontre des fermiers blancs” ?

ces bantoustans que sont les territoires occupés de Jénine, Gaza et Jéricho, le peuple palestinien se bat héroïquement pour reconquérir les terres dont il a été spolié depuis 1948 avec la complicité des grandes puissances et de l'ONU, en exigeant actuellement son droit au retour, base de la constitution d'un Etat laïque et démocratique dans sa double composante juive et arabe ?

La question de la terre n'est-elle pas posée en Asie, notamment en Inde, où la pérennisation des vieilles structures sociales féodales fondées sur le régime des castes permet aux firmes multinationales de l'agro-industrie d'exclure les secteurs les plus exploités, opprimés et méprisés de la population que sont les "intouchables" du droit à la terre ?

Voilà pourquoi les magnats qui contrôlent les médias internationaux au compte des grandes puissances et des institutions à leur service déchaînent autant de haine raciste contre ce qui se passe au Zimbabwe.

Mais, au-delà, ce qui se passe dans ce pays, où l'impérialisme a décidé de réduire la population à la misère, à la famine et à la ruine, est significatif de ce qui se passe dans toute l'Afrique, où une véritable politique d'extermination des travailleurs et des peuples est en marche. Elle se réalise à travers les guerres interethniques et religieuses, qui disloquent les Etats en territoires contrôlés par des chefs de guerre gouvernementaux ou "rebelle", les pandé-

mies comme celles du Sida et du paludisme, et les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale pour le remboursement de la dette extérieure. Cette politique d'extermination tend à s'accélérer sur le continent africain depuis le tournant mondial marqué par la guerre et l'occupation de l'Irak par la coalition dirigée par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Face à cette politique d'extermination, quelle voie pour l'Afrique ?

Personne ne peut nier la détermination dont font preuve les peuples africains à travers grèves, manifestations et multiples actions de résistance des travailleurs pour la démocratie, la défense de l'indépendance de leurs organisations, la préservation de leurs conquêtes, dont les Codes du travail, conventions collectives, normes et conventions de l'OIT.

Parce qu'elles participent de la marche à la révolution mondiale, ces luttes sont partie intégrante de celles que développent les travailleurs et les peuples aux Amériques, en Asie et en Europe.

Pour sa part, la IV^e Internationale a choisi d'aider ces processus de résistance à déboucher victorieusement, dans et par l'organisation indépendante des travailleurs, la construction et le renforcement de ses groupes et sections, dans un cadre d'ensemble qui s'insère dans le combat de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

I. Un nouveau dépeçage en marche dans l'Afrique d'aujourd'hui

On ne comprendrait rien à la situation actuelle de l'Afrique sans la rattacher à la crise de décomposition de l'économie mondiale, qui ne cesse de s'aggraver depuis les années 1970-1980 ; car c'est elle qui amène l'impérialisme américain, pour tenter de résorber sa propre crise, à disloquer l'ensemble du marché mondial pour imposer, partout, la prééminence de ses intérêts. Il est ainsi conduit à mettre en cause les règles du partage du monde entre puissances impérialistes telles qu'elles ont été définies à la fin de la Seconde Guerre mondiale, lors des accords de Yalta et de Potsdam.

De ce point de vue, identique est la méthode utilisée à travers l'offensive dont la guerre et l'occupation de l'Irak constituent actuellement une vivante illustration, car elles visent à organiser son dépeçage en vue de redessiner toute la carte du Moyen-Orient.

Ce processus, qui s'accélère, n'est pas nouveau dans l'histoire. En effet, c'est celui-là même que Lénine analysait déjà dans le chapitre qu'il consacre au "*partage du monde entre les grandes puissances*" dans son ouvrage *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Il y relevait déjà ce

“trait caractéristique” de “la fin du XIX^e siècle”, où, « pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu’à l’avenir il pourra uniquement être question de nouveaux partages, c’est-à-dire du passage d’un “possesseur” à un autre, et non de la “prise de possession” de territoires sans maître ».

Cependant, nous assistons à un basculement qualitatif, qui nous amène à être confrontés au déchaînement sans précédent d’une politique de dislocation par laquelle l’impérialisme américain, pour imposer son protectorat en Afrique, est amené à bouleverser les règles du partage du “gâteau africain”, dont il avait principalement concédé jusqu’alors la jouissance aux impérialismes européens.

En Afrique comme au Moyen-Orient, dans les Balkans et dans les pays de l’est de l’Europe aussi bien qu’en Asie, l’enjeu des guerres et des rivalités entre ces grandes puissances demeure l’intensification du pillage des ressources matérielles et humaines. C’est le lieu de rappeler que, parce qu’elle a été dotée par la nature de

fabuleuses richesses, l’Afrique a toujours été au centre de toutes les convoitises, qui n’ont cessé de se déchaîner depuis son partage à la conférence coloniale de Berlin, en 1885, partage à propos duquel les différends avaient notamment fini par conduire à la première guerre impérialiste mondiale.

Elle continue à détenir, au plan mondial, une part importante des gisements et de la production de certaines matières premières indispensables à l’économie mondiale (2).

Cherchant à s’assurer une mainmise complète sur l’Afrique, les gouvernements américains successifs, pour parvenir à leurs fins, utiliseront les mêmes manipulations pour exacerber les frustrations nées de la politique de division des peuples sur des bases ethniques, régionales ou religieuses que celles auxquelles les impérialismes européens (français, britannique, belge, portugais, espagnol) avaient auparavant eu recours dans les différents pays pour imposer et maintenir leur domination, selon la très vieille loi consistant à “diviser pour régner”.

II. La mainmise américaine sur l’Afrique et le bouleversement des rapports interimpérialistes

Le tournant de la politique américaine par rapport à l’Afrique trouve sa racine dans la décision de Nixon de désorganiser le marché mondial pour imposer la défense de ses intérêts exclusifs à travers la désindexation de l’or du dollar en 1971, politique qui a utilisé comme instrument, à partir des années 1980, le cycle infernal de l’injuste “dette extérieure”. Par la suite, celle-ci a permis d’imposer les plans d’ajustement structurel (PAS), avec leur cortège de mesures régressives, antiouvrières et antinationales de déréglementation, licenciements, privatisations, qui ont organisé la paupérisation extrême des populations.

Mais c’est entre 1992 et 1994 que la politique américaine imposa, en l’espace de trois ans seulement, un tournant majeur et brutal avec l’intervention massive et directe des troupes américaines à travers la première guerre “humanitaire” en Somalie, sous prétexte de l’opération “*Restore Hope*” (Rendre l’espoir).

Après avoir retiré ses troupes de Somalie suite aux humiliantes pertes en hommes qu’elles y ont subies, l’impérialisme américain impulsa une accélération du démantèlement de tous les Etats et institutions du continent en imposant concomitamment, en 1994, d’une part, la dévaluation du franc CFA et des monnaies de nombreux pays à travers le FMI et la Banque mondiale qu’il contrôle, et, d’autre part, le déchaînement des guerres génocidaires à partir du Rwanda, dans la région des Grands Lacs.

On sait en effet depuis, à ce propos, comment se trouve engagée la responsabi-

(2) Sur les gisements miniers recensés à l’échelle mondiale, l’Afrique détient les réserves suivantes : 80 % de coltan ; 80 % d’uranium ; 66 % de diamant ; 57,5 % d’or ; 45 % de cobalt ; 23 % d’antimoine et de phosphates ; 17,5 % de cuivre et de manganèse ; 15 % de bauxite et de zinc ; 10 % de chrome et de pétrole. Quant à la production agricole mondiale, le continent africain assure notamment : 66 % du cacao ; 40 % de l’huile de palme ; 28 % des arachides.

lité tant de l'impérialisme américain que de l'ONU, dont Kofi Annan, l'actuel secrétaire général, était alors le représentant sur place.

Comme le confirment les informations suivantes :

« En 1994, les responsables américains n'ignoraient rien de la préparation, ou plutôt de la planification, du génocide rwandais. Mais ils ont délibérément décidé de ne rien faire. Pis encore, ils ont fait pression sur le Conseil de sécurité pour qu'il accélère le retrait de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar). Votée le 21 avril, la résolution onusienne laissa ainsi des milliers de Rwandais à la merci des machettes de leurs bourreaux. C'est ce que révèle la lecture de seize documents — notes, mémorandums et comptes rendus de réunions en provenance du département d'Etat, du Pentagone, du Conseil national de sécurité, etc. —, jusque-là classés "confidentiel", qu'une organisation non gouvernementale américaine, The National Security Archive (les Archives de la sécurité nationale), a publiés sur son site Internet (<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/>), le 20 août » (Jeune Afrique l'Intelligent, 28 novembre 2002).

Et le même journal de préciser :

« De fait, la publication de ces documents ne devrait pas contribuer à renforcer ladite crédibilité, même si c'est aussi, pour les Etats-Unis, une manière de faire amende honorable. On se souvient que le président Clinton avait déjà présenté ses excuses aux Rwandais, en mars 1998, lors d'une escale à Kigali. »

C'est sur tous les plans que l'impérialisme américain a choisi de ne laisser aucune marge à ses rivaux européens dans la compétition dans laquelle il est engagé pour les supplanter sur le continent, où il leur oppose un dispositif concurrent sur chaque terrain : militaire, économique, politique et diplomatique. C'est pourquoi, de Reagan à Carter, de Bush père à Bush fils en passant par Clinton, tous les chefs de l'exécutif américain ont entrepris des tournées en Afrique pour y marquer leur présence.

• Au plan militaire

Force est de constater que, pour mettre en place son protectorat sur le continent africain, l'impérialisme américain tend à y installer un dispositif militaire qui lui est

propre, en mettant tout en œuvre pour évincer celui mis en place par l'impérialisme français depuis les indépendances à travers les accords de coopération militaire qui lui ont permis d'installer bases et conseillers militaires dans ses anciennes colonies.

Présentant le dispositif français, Etienne Copel, général à la retraite de l'armée française, chroniqueur militaire de *La Revue de l'Intelligent*, écrivait dans son n° 3 (janvier-février 2004) :

« Il s'agit tout d'abord des accords de défense : ces accords créent, entre les Etats contractants, des engagements forts, souvent couverts par le secret. Ils ont essentiellement pour but d'affirmer la volonté des parties contractantes de se porter mutuellement secours si l'une d'elles est victime d'une agression. Ces accords comprennent généralement des clauses préférentielles, comme des marchés d'armement, par exemple, ou l'exploitation en commun de richesses minières sensibles. Six pays sont liés à la France par de tels accords : le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, la Centrafrique, le Gabon, les Comores et le Togo. »

Il s'agit là d'un saisissant éclairage des enjeux de ce qui se passe en Afrique, car c'est entre autres pour y faire sauter cette présence militaire, qui permet à l'impérialisme français d'accaparer les mêmes richesses qu'il convoite, que l'impérialisme américain impulse la dislocation du continent à travers les guerres interethniques.

C'est dans ce cadre que nous voyons s'opérer un tournant depuis l'année 2003 avec les dispositions que prend l'impérialisme américain pour déployer progressivement ses troupes en Afrique, afin d'y protéger ses intérêts pétroliers, dont il considère le développement sur le continent comme "stratégique".

C'est ce que révèle notamment l'hebdomadaire *Jeune Afrique l'Intelligent* dans son n° 2215 (22 au 28 juin 2003), en indiquant que, pour se protéger des vols de pétrole brut sur les installations de la Royal Dutch-Shell,

« les Etats-Unis, qui importent du Nigeria 560 000 barils par jour, envisagent de mobiliser cinq à six mille soldats, prélevés sur leurs effectifs postés en Allemagne, pour constituer une force de surveillance dans les zones pétrolières nigérianes, onshore et offshore. Leur base pourrait être installée au Sénégal, au Ghana ou au Mali. »

Dans le même cadre,

“les compétences du commandement américain en Europe s’étendent à l’Afrique, où, là aussi, des bouleversements sont en cours. Depuis plusieurs mois, 1 800 soldats américains sont stationnés dans une ancienne base militaire française à Djibouti, où ils assurent la responsabilité de la lutte antiterroriste dans la Corne. Le Pentagone est à la recherche d’un arrangement du même ordre en Afrique de l’Ouest, Dakar et Accra sont les possibilités les plus fréquemment évoquées” (Jeune Afrique l’Intelligent, n° 2237, 23 au 29 novembre 2003).

Significatives sont, à cet égard, les manœuvres militaires navales qui ont associé par deux fois les forces de l’OTAN sous commandement américain avec la marine algérienne, du 5 au 8 octobre 2003, à Alger, faisant suite à la première, qui a eu lieu au mois de septembre 2003 en Croatie, au large de Split, avec la participation de la même marine algérienne. Il en est de même de la demande adressée aux autorités algériennes par Collin Powell, lors de l’un de ses récents voyages dans leur pays, de faire intervenir l’armée algérienne en Afghanistan et en Iran aux côtés des troupes américaines.

Et il n’y a quasiment plus un seul conflit sur le continent dans lequel l’impérialisme américain ne soit impliqué, soit directement, soit indirectement à travers les armées de certains pays d’Afrique, comme le Nigeria pour l’Afrique de l’Ouest, qu’il transforme en forces militaires supplétives chargées de la défense de ses intérêts, généralisant ainsi une mercenarisation des armées gouvernementales du continent.

• Au plan économique

Si l’adoption et la promulgation aux Etats-Unis d’Amérique, au cours de l’année 2000, de l’African Growth and Opportunity Act (AGOA), loi sur l’opportunité et la croissance en Afrique, marque incontestablement un tournant dans la politique américaine en Afrique, c’est surtout le Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD), ce plan dicté aux gouvernements africains par le FMI et la Banque mondiale, que l’impérialisme américain a décidé d’utiliser comme instrument de concrétisation de cette loi et fer de lance de son offensive économique sur le continent.

C’est à travers le Corporate Council on Africa, qui rassemble les entreprises américaines intervenant le plus activement en Afrique et qui organise tous les deux ans le “US-Africa Summit”, dont la quatrième édition s’est tenue du 24 au 27 juin à Washington, peu avant la tournée africaine de Bush, que les multinationales américaines entendent faire main basse sur les entreprises publiques bradées à travers les opérations de privatisations.

L’hebdomadaire *Jeune Afrique l’Intelligent* (n° 2215, 22 au 28 juin 2003) présentait ainsi cette quatrième édition :

“Les conférences et la soixantaine d’ateliers prévus évoqueront quasiment tous les secteurs d’investissement (...), ainsi que les grands cadres économiques, comme le Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD) ou la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA).”

Mais, parce qu’il a été élevé au rang d’une ressource stratégique, le contrôle des gisements pétroliers du continent africain occupe, comme ceux des autres continents, une place centrale dans la réorganisation des rapports interimpérialistes à l’échelle mondiale.

Comme l’indique en effet le journal français *Les Echos* (24 novembre 2003) à propos de l’oléoduc actuellement en construction, qui devrait bientôt acheminer le pétrole de la mer Caspienne vers les consommateurs occidentaux :

“Les Etats-Unis, déjà très présents en Géorgie, dont ils entraînent l’armée, soutiennent fortement le BTC (oléoduc transportant le pétrole de la mer Caspienne — NDLR), car ils considèrent que l’oléoduc leur permettra de diversifier leur approvisionnement en pétrole et de diminuer leur dépendance par rapport aux pays arabes.”

C’est dans le même cadre que les autorités américaines n’ont cessé d’annoncer qu’elles entendaient faire de l’exploitation pétrolière en Afrique une des sources principales de leurs approvisionnements en pétrole à l’avenir (3).

(3) Pour l’exercice 2002-2003, l’Afrique assurait 7 874 000 barils par jour de production moyenne de pétrole, qui se répartissent comme suit : Nigeria : 2 170 000 ; Libye : 1 425 000 ; Algérie : 1 158 000 ; Angola : 905 000 ; Egypte : 751 000 ; Gabon : 295 000 ; Congo-Brazzaville : 258 000 ; Guinée équatoriale : 237 000 ; Soudan : 233 000 ; Tchad : 225 000 ;

A la veille de la tournée de Bush en Afrique, le *New York Times* (6 juillet 2003) indiquait à ce sujet qu'il

"considère l'Afrique comme le marché le plus inexploité du monde. Il garde l'espoir que, de façon substantielle, les réserves pétrolières d'Afrique jouent un rôle plus important dans la fourniture de l'économie américaine et lui servent, peut-être, de contrepoids à l'influence de l'OPEP".

Quant au journal espagnol *El País*, il précisait à ce propos, dans son édition du 12 juillet 2003 :

"Actuellement, les Etats-Unis importent 15 % de leur pétrole d'Afrique subsaharienne, quantité comparable à celle qu'elle achète d'Arabie Saoudite. Et selon le Conseil national de sécurité nationale, cette proportion dépassera les 25 % à l'horizon 2015, plus que celle de tout le golfe Persique."

Par ailleurs, on sait que de considérables gisements, surtout offshore, non encore évalués pour l'essentiel, existent, dont l'exploitation est promise à un florissant avenir.

C'est un fait, que tout le monde peut constater, que la carte des coups d'Etat et des guerres qui ont secoué ou disloqué nombre de pays d'Afrique ces dernières années recoupe celle des pays où l'impérialisme américain a cherché ou s'est assuré le contrôle de la prospection et de l'exploitation des gisements, généralement pétroliers, au détriment de ses rivaux européens.

Mais c'est la mise sous tutelle des nouvelles concessions pétrolières par le FMI et la Banque mondiale au profit des multinationales américaines, au mépris de toute souveraineté nationale, qui éclaire les véritables enjeux des processus en cours.

C'est ainsi qu'au Tchad, pour la première fois, c'est sous le contrôle direct de la Banque mondiale qu'est organisée l'exploitation pétrolière de la région de Doba, comme nous l'apprend la revue *Ecofinance* (n° 37, novembre 2003), qui indique que :

"La Banque mondiale, via la Société financière internationale, participe à hauteur de 140 millions de dollars au projet (...).

Le Parlement tchadien s'est vu dans l'obligation de promulguer une loi sur la gestion des revenus pétroliers (...), le tout sous le contrôle d'un collège de surveillance. Ces mécanismes marquent un tournant dans la politique de la Banque mon-

diale. Une première dans l'histoire du pétrole africain, car jamais une institution ne s'était impliquée autant dans ce secteur sur le continent (...). Certains observateurs voient dans cette affaire une mise sous tutelle du gouvernement de N'Djaména (...)."

Au total, il n'est pas sans signification de constater que, d'ores et déjà, l'impérialisme américain a réussi à prendre le contrôle de l'essentiel des marchés pétroliers en Afrique, ce qui est loin d'être un fait marginal.

A cela, il faut ajouter que l'offensive américaine cherche à généraliser sur le continent les accords de "libre commerce" sur le modèle de l'ALCA qu'il impose aux Amériques, au moment même où celui-ci dresse de plus en plus fortement contre lui les peuples et les organisations indépendantes d'Amérique latine et des Etats-Unis. C'est ce qu'il en est du "plan Eizenstat", du nom du secrétaire d'Etat adjoint au Trésor qui a lancé, fin 2000, ce plan, dont l'objectif est d'œuvrer, par différents moyens, à la création, avec les Etats-Unis d'Amérique, d'un "marché commun" maghrébin de 70 millions de personnes. Comme nous l'apprend *Jeune Afrique l'Intelligent* (n° 2221, 3 au 9 août 2003), la mise en application de ce plan est très avancée au

"(...) Maroc, (qui) serait le premier pays africain à conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis (...). A Paris, bien sûr, on grince des dents : la France est le premier partenaire commercial du Maroc. Et l'on s'efforce d'allumer des contre-feux."

Il faut à ce point relever les pratiques commerciales que l'impérialisme américain impose au sein de l'OMC aux pays africains pour leur maintien sous sa coupe, à l'instar ce qu'on a vu à l'occasion du sommet de cette organisation qui s'est tenu à Cancun, dans ce qu'on a appelé la "guerre du coton", où il a torpillé les négociations permettant de préserver au minimum les intérêts des producteurs africains.

De même, dans le domaine de l'agriculture, les multinationales américaines sont à l'offensive pour imposer la vente de leur

Tunisie : 76 000 ; Cameroun : 72 000 ; Afrique du Sud : 26 000 ; RD Congo : 24 000 ; Côte-d'Ivoire : 11 000 ; Ghana : 7 000 ; Bénin : 1 000. (Source : OPEP, EIA [Etats-Unis], CRS, in *Jeune Afrique l'Intelligent*, n° 2236, 16 au 22 novembre 2003.)

production en Afrique. C'est ainsi que, malgré le tollé qu'elle a suscité, la firme Monsanto, spécialisée dans la fabrication des semences et le développement des cultures génétiquement modifiées, a réussi à imposer l'écoulement de ses produits (maïs et coton transgéniques) dans certains pays d'Afrique, dont l'Afrique du Sud et le Burkina Faso.

Dans le domaine de l'informatique, nous voyons la même offensive américaine à l'œuvre :

“Présent depuis 1992 en Afrique du Sud, et depuis environ sept ans en Afrique de l'Ouest et centrale, Microsoft a réalisé, à l'occasion d'une réunion, les 22 et 23 septembre, une nouvelle percée, qui pourrait lui assurer une couverture totale du marché subsaharien” (Jeune Afrique l'Intelligent, n° 2230, 5 au 11 octobre 2003).

Et il convient de préciser que, relayant sa politique militaire, l'impérialisme américain n'hésite pas à utiliser l'arme de l'embargo pour mettre à genoux un pays afin de le piller, comme on l'a vu avec la Sierra Leone, mais surtout la manière dont il a utilisé l'attentat de Lockerbie, dans le cas de la Libye, pour imposer un plan général de privatisations, dont il faut constater qu'il s'est fait, pour l'essentiel, à son profit, comme l'indique cette dépêche de l'AFP du 15 juin 2003 :

“Mouammar Kadhafi a formé samedi un nouveau gouvernement au lendemain d'un discours annonçant la fin du secteur étatique libyen (...).

Ces réformes devraient aider l'industrie pétrolière américaine à obtenir du Congrès un amendement aux lois Helms-Burton et d'Amato, interdisant aux compagnies américaines de travailler en Libye (...).

Tout indique en effet que Kadhafi cherche aujourd'hui à se comporter comme le meilleur ami potentiel des Etats-Unis, et que ces derniers n'y sont pas insensibles.”

• Au plan politique et diplomatique

C'est, de plus en plus, l'ingérence directe et la mise des régimes africains sous la tutelle de l'impérialisme américain qui tendent à être la règle. C'est ce qu'on a vu lorsque, à l'occasion de sa tournée en Afrique, en juillet 2003, comme il l'avait fait à propos de Saddam Hussein pour

l'Irak, George Bush, en violation de la souveraineté de ces pays, avait appelé Charles Taylor, alors président du Liberia, et Robert Mugabe, président du Zimbabwe, à quitter le pouvoir. Jusqu'alors bien vu à Washington tant qu'il a mis en œuvre les plans d'ajustement structurel comme tant d'autres chefs d'Etat, ce dernier est devenu un ennemi de l'impérialisme américain le jour où, cédant aux pressions des paysans noirs zimbabwéens, il leur a redistribué les terres dont ils avaient été dépossédés par des colons blancs.

Mais c'est l'imposition, aux gouvernements africains, de la signature d'un accord avec le gouvernement des Etats-Unis en soutien à sa position de refus que les soldats américains soient traduits devant la Cour pénale internationale qui concrétise au plan institutionnel les diktats américains, ceux qui s'y sont refusé se voyant classer dans une liste d'Etats parias.

Par ailleurs, on voit de plus en plus systématiquement les autorités américaines adresser des injonctions aux protagonistes des différents conflits pour les obliger à signer les “accords de paix” qu'elles dictent, sous la menace d'une intervention de leurs troupes. C'est le cas des interminables tractations dont les autorités américaines ont pris le contrôle entre le régime de Khartoum et la “rébellion” du sud-Soudan, un pays dont Washington convoite l'exploitation pétrolière, hors de son contrôle depuis le début de son exportation en 1999.

Enfin, il faut mentionner que nombre de responsables politiques, tant au pouvoir que se réclamant des “oppositions”, se constituent ouvertement en relais de la politique américaine sur le continent, comme Abdoulaye Wade, actuel président du Sénégal, qui n'hésita pas à déclarer, dans une interview à *Jeune Afrique l'Intelligent* (n° 2225, 31 août au 6 septembre 2003) :

“(...) Je suis un admirateur des Etats-Unis depuis toujours, depuis mes années d'étudiant en économie. C'est pour moi un modèle de développement, je ne l'ai jamais caché. J'ai par ailleurs le rare privilège d'entretenir avec George Bush des relations de qualité (...).”

Mais il convient de préciser que, même si l'impérialisme américain est en rivalité avec ses concurrents européens et japonais, c'est en se situant sur le terrain de la même politique de dislocation que ces derniers

cherchent à défendre leurs “chasses gardées”, “prés carrés” et intérêts sur le continent africain. En effet, tous s'accordent avec lui pour mettre en œuvre cette politique de dislocation des Etats, qui leur permet d'accentuer le pillage de l'Afrique sur la base de l'extermination de ses populations, comme nous le voyons à travers le rôle que jouent les forces militaires d'occupation de l'impérialisme français en Côte-d'Ivoire et la Force d'intervention rapide (FOR) constituée par l'ensemble des pays membres de l'Union européenne au Congo démocratique.

DES CONSÉQUENCES MEURTRIÈRES ET CATASTROPHIQUES

Particulièrement catastrophiques sont les conséquences de la réorganisation des rapports interimpérialistes que nous venons de voir pour le pillage de ces richesses, qui transforme progressivement le continent africain en véritable “friche humaine”.

C'est ainsi que les guerres ont occasionné :

- au Congo démocratique : entre 3,3 millions et 4,1 millions de morts en cinq ans, parmi lesquels nombre de victimes de faim et de maladie ;

- au Rwanda : un million de morts lors du génocide de 1994 ;

- au Burundi : plus de 300 000 morts en dix ans de guerre ;

- au Liberia : plus de 350 000 morts dans la guerre qui a commencé dans ce pays depuis 1989 ;

- en Sierra Leone : entre 100 000 et 200 000 morts depuis la guerre qui s'est étendue à ce pays depuis le Liberia à partir de 1991 ;

- en Côte-d'Ivoire : plus de 200 000 morts dans la guerre qui a commencé le 19 septembre 2002 ;

- au Mozambique : un million de jeunes soldats tués.

Comme le montrent ces exemples, qu'on peut encore multiplier, c'est en meurtrières tragédies guerrières que se décline l'évolution de l'ensemble du continent africain.

C'est ainsi que, sur les 75 guerres qui déchirent actuellement le monde, la majorité surviennent en Afrique, où elles constituent de meurtrières abcès de fixation dans

chaque région, comme le révélait une étude de l'ONU qui indiquait qu'au cours des dernières décennies, 28 conflits ont été déclenchés en Afrique, touchant 474 millions d'Africains ou 61 % des populations. La même étude indiquait que l'Afrique de l'Est a le plus haut pourcentage de populations touchées : 79 %, soit 189 millions, suivie par l'Afrique centrale : 73 %, soit 21 millions ; l'Afrique de l'Ouest : 64 %, soit 144 millions ; l'Afrique du Nord : 51 %, soit 87 millions, et l'Afrique australe : 29 %, soit 33 millions.

Et, presque partout, c'est avec la complicité des troupes de l'ONU (Minuar au Rwanda, Monuc au Congo, Minurso au Sahara occidental) ou mandatées par les grandes puissances et-ou les regroupements sous-régionaux d'Etats (ECOMOG) que s'organisent les massacres.

Tous ces développements montrent que nous sommes au cœur de l'alternative que formule le programme de fondation de la IV^e Internationale : socialisme ou barbarie.

En liquidant et en détruisant les services publics essentiels (hôpitaux, école, Sécurité sociale, Code du travail, etc.), et en généralisant le chômage, la misère et la famine, les plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale ont brisé la préservation des liens positifs des populations avec le cadre même des Etats. Sur le terreau fertile de la décomposition créé par cet extrême appauvrissement, les populations ont été poussées à rechercher les moyens de leur survie dans le repli sur les structures organisant la solidarité au sein des communautés ethniques ou religieuses, offrant ainsi un terrain favorable à toutes sortes de manipulations.

Les pandémies, qui prospèrent à l'ombre des guerres et des conflits, qui favorisent leur fulgurante propagation, contribuent, comme eux, à une extermination massive des populations.

Au premier rang, se trouve celle du Sida, à propos duquel le dernier rapport de l'ONUSIDA, intitulé “*Le point sur l'épidémie de Sida 2003*”, publié le 25 novembre 2003 par le Programme commun des Nations unies sur le VIH-Sida (ONUSIDA) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), indique :

“On estime que 26,6 (25 – 28,2) millions de personnes vivent avec le VIH en 2003 en Afrique subsaharienne et que 3,2

(3 — 3,4) millions de personnes dans la région ont contracté l'infection au cours de l'année écoulée. Environ 30 % des personnes vivant avec le VIH-Sida dans le monde se trouvent en Afrique australe, une région qui abrite à peine 2 % de la population du globe. A elle seule, l'Afrique du Sud comptait quelque 5,3 millions de personnes vivant avec le VIH à fin 2002 — plus que n'importe quel autre pays du monde.

Un adulte sur cinq en Afrique australe vit aujourd'hui avec le VIH-Sida, ce qui représente le taux le plus élevé depuis le début de l'épidémie.

Dans certains pays, particulièrement inquiétantes sont les menaces d'extermination pour toute la population. C'est le cas en Afrique du Sud, où, dans les dix ans à venir, plus de 10 millions de personnes mourront des suites de cette maladie, pour laquelle ce pays détiendra le triste record de plus de 50 % des causes de décès dans toute l'Afrique subsaharienne.

Quant à la pandémie du paludisme, elle continue à tuer plus d'un million de personnes par an dans le monde, dont 90 % en Afrique.

Nouvelle pandémie à faire de fulgurants ravages, celle de l'ébola, dont le virus, hautement contagieux, se propage par la manipulation du corps d'un malade ou par le contact avec ses sécrétions, et pour lequel, comme pour l'épidémie de Sida, aucun remède n'existe actuellement.

Face aux fléaux que constituent ces pandémies, les constats sont particulièrement révoltants :

“Les ressources consacrées à la prévention restent rares, notamment en Afrique subsaharienne (...).

Dans un grand nombre des pays les plus durement touchés, il n'existe aucun programme national sur les orphelins, la couverture des services de conseil et de test volontaires est mince et la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant est pratiquement inexistante”,

proclame le dernier rapport de l'ONUSIDA sus-cité.

Un autre rapport publié par la même institution près d'un mois auparavant, le 22 septembre 2003, donnait les chiffres suivants à propos de l'Afrique :

“Alors que 10 milliards de dollars annuels sont nécessaires à la lutte contre la maladie dans les pays en développe-

ment, seuls 4,7 milliards ont été effectivement mobilisés en un an (...).”

Cela, alors que des sommes astronomiques sont gaspillées dans des dépenses d'armements, dans un continent où ils circulent à profusion au moment même où les populations manquent de nourriture et de médicaments. C'est ainsi, notamment, que, rien que pour la Côte-d'Ivoire, ce *“nouvel eldorado des marchands d'armes”*, l'Etat *“s'est lancé dans un réarmement aussi massif qu'accélééré, et surtout coûteux”*, pour lequel, outre un premier contrat de *“6 580 000 dollars”*, il est question d'un

“second protocole, (qui) porte, lui, sur l'achat de véhicules, d'armements et de munitions pour près de 2 milliards de francs CFA (3,5 millions de dollars)” (Jeune Afrique l'Intelligent, *“Afrique de l'Ouest”*, 10 juin 2003).

Mais, en réalité, à considérer les faibles moyens dégagés par les Etats et les institutions internationales pour juguler toutes ces pandémies, une simple conclusion s'impose : c'est délibérément qu'on laisse leurs ravages se développer pour exterminer les populations.

Conséquence des guerres, des pandémies et des plans d'ajustement structurel, la misère et la famine se généralisent, avec de terribles effets sur l'espérance de vie, qui, ces douze dernières années, a chuté de 20 ans dans la plupart des pays d'Afrique, où elle est généralement inférieure à 50 ans et à 40 ans dans certains pays ravagés par le Sida, alors qu'elle est de 77 ans aux Etats-Unis, comme l'indique *Jeune Afrique l'Intelligent* (n° 2226, 7 au 13 novembre 2003).

Particulièrement accablant à cet égard est le bilan dressé par le PNUD à travers les informations données par le *Rapport mondial sur le développement humain* de l'année 2003, lorsqu'il indique que si la tendance actuelle se poursuit, l'Afrique subsaharienne n'atteindra qu'en l'an 2165 l'objectif de baisse de deux tiers du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, soit avec cent cinquante ans de retard par rapport à l'objectif initialement fixé par le sommet du Millénaire, qui se proposait de l'atteindre dès 2015. Il est à rappeler que ce dernier, qui avait rassemblé, en septembre 2000 à New York, 189 pays sous les auspices de l'ONU, s'était fixé une série

d'objectifs ambitieux, assortis d'objectifs chiffrés, dont on constate qu'ils ne seront jamais atteints.

Quant à la dette extérieure, avec les 350 milliards de dollars qui équivalent à trois années consécutives d'exportation, elle continue à hypothéquer tout développement et tout avenir pour l'Afrique comme pour tous les pays qui acceptent la mise en application des plans d'ajustement structurel au nom de son remboursement.

C'est ainsi que le *Rapport économique sur l'Afrique 2003* de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) indique que, pour l'essentiel, la dette n'a servi qu'à organiser "apparemment" (sic !) une "fuite des capitaux équivalente au PIB de l'Afrique subsaharienne" (!).

Le même rapport précise plus loin :

"D'après les données récentes pour 30 pays, la fuite des capitaux au cours des 27 dernières années a été d'environ 187 milliards de dollars E.U. La fuite cumulée des capitaux, y compris les intérêts imputés, représentait à la fin de 1996 près de 274 milliards de dollars.

D'après les données disponibles, pour chaque dollar E.U. emprunté par l'Afrique, près de 80 cents rejoignent la même année les capitaux en fuite, ce qui donne à penser que la dette alimente la fuite des capitaux. De plus, cette fuite augmente chaque année d'environ trois cents pour chaque dollar, qui vient s'ajouter au montant de la dette extérieure" (Rapport économique sur l'Afrique 2003 de la Commission économique pour l'Afrique [CEA]).

Face à cette situation, les mécanismes mis en place ces dernières années, comme celui dit des "pays pauvres très endettés" (PPTE), pour prétendument corriger les effets néfastes des plans d'ajustement structurel, font à leur tour la preuve de leur retentissant échec, comme le constate le même rapport, qui indique :

"L'Ouganda, premier pays à avoir terminé le programme de l'initiative PPTE renforcée en 2000, est dans une situation difficile. En effet, les indicateurs de la dette et du service de la dette en valeur nette actualisée montrent que la viabilité de la dette ne s'est pas améliorée depuis que le pays a bénéficié d'un allègement de son endettement. Le ratio valeur actualisée nette de la dette/exportations est passé de 170 % en 2001 à 200 % en 2002 et devrait, selon les projections du FMI,

atteindre 208 % en 2003, soit bien plus que le seuil de 150 % fixé dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée. De même, le ratio valeur actualisée nette de la dette/PIB devrait passer de 20 % en 2001 à 22 % en 2003" (Rapport économique sur l'Afrique 2003 de la Commission économique pour l'Afrique [CEA]).

La preuve n'est-elle pas ainsi faite que les mesures annoncées en ce qui concerne l'allègement de la dette extérieure ne font que l'aggraver, et qu'il ne peut donc y avoir d'autre solution qu'en décrétant sa pure et simple annulation ?

A propos du NEPAD, les informations publiées sur ce plan, qui reprend tous les plans liquidateurs concoctés par l'ensemble des institutions internationales et des grandes puissances, avec comme axe principal l'accélération des privatisations et des plans d'ajustement structurel, permettent de comprendre que se met en place une nouvelle phase de leur aggravation.

C'est ainsi que le bilan fait par le *Rapport économique sur l'Afrique 2003* de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est d'une grande clarté à propos des politiques de privatisations imposées à tous les pays d'Afrique lorsqu'il établit que :

"Sur les 2 300 privatisations enregistrées en Afrique subsaharienne entre 1991 et 2000, seules 66 ont été réellement rentables et ont porté sur des entreprises représentant un intérêt économique. Dans la plupart des cas, il s'agissait de liquidations d'entreprises en difficulté ou trop petites. Jusqu'à présent, les privatisations n'ont pas dopé l'investissement en Afrique."

Soixante-six entreprises publiques maintenues à travers les privatisations sur 2 300, soit un total de 2 234 entreprises publiques liquidées : n'est-ce pas d'une liquidation complète de l'appareil de production des pays du continent dont il s'agit, pour que les firmes multinationales et les puissances étrangères puissent avoir le plein contrôle sur leurs économies, en bafouant ainsi leur souveraineté ?

Avec l'intensification du pillage des ressources matérielles et humaines du continent, nous avons une illustration concrète de l'objectif visé à travers les guerres qui décomposent le continent.

C'est ainsi notamment que,
“au cours des dix prochaines années, la production pétrolière de l'Afrique subsaharienne devrait doubler, passant de 5 millions à 10 millions de barils par jour (500 millions de tonnes par an), ce qui représente entre 12 % et 13 % de la production mondiale” (Jeune Afrique l'Intelligent, n° 2236, 16 au 22 novembre 2003).

Par ailleurs, les informations publiées au sujet de la situation économique de la Côte-d'Ivoire sont édifiantes à plus d'un titre, lorsqu'elles établissent que :

« Malgré la guerre civile larvée et la partition du pays, la Côte-d'Ivoire est sans doute parvenue à éviter une descente aux enfers. Les experts n'en reviennent pas, mais c'est ainsi : l'économie ivoirienne continue de fonctionner. Beaucoup mieux, en tout cas, qu'on pouvait le craindre après la tentative de putsch du 19 septembre 2002 (...).

Il faut savoir que, jusque-là, le programme conclu avec le FMI était impeccablement respecté. A la fin du mois d'août 2002, la Côte-d'Ivoire faisait face aux échéances de remboursement de sa dette, affichait un budget légèrement excédentaire et des avoirs nets en progression de 110 % par rapport à l'année précédente (...).

Mais les statistiques sont formelles : (...) la production pétrolière a crû de 161 % et celle du gaz de 38 %, au moment précis où les cours du baril s'envolaient. L'huile de palme (+ 19 %), le caoutchouc (+ 7,5 %), mais aussi les cultures vivrières (+ 3,1 %) ont réalisé des prouesses. Mais le véritable sauveur de l'économie ivoirienne a été le cacao. D'abord, parce que la récolte a été bonne. Ensuite, parce que les cours ont augmenté de 65,6 %, en moyenne. Enfin, parce que des “couloirs sécurisés” ont pu être mis en place, en dépit des barrages “patriotiques” entre les régions de production et les ports de San Pedro et d'Abidjan. Tout se passe comme si la guerre n'avait pas lieu (...) » (Jeune Afrique, n° 2231, 12 au 18 octobre 2003).

D'où ces légitimes questions soulevées dans l'appel à une conférence pour la paix en Côte-d'Ivoire initié en novembre 2003 par des responsables syndicaux d'Afrique de l'Ouest (4) :

“Alors que la misère des populations est de plus en plus grande dans le pays, n'est-il pas légitime de demander où va donc tout cet argent et à qui profitent toutes ces richesses qui s'accumulent, sinon aux multinationales, institutions et grandes puis-

sances qui contrôlent l'économie de la Côte-d'Ivoire ?

Qui profite du respect scrupuleux des plans d'ajustement structurel, avec leur cortège de mesures régressives : braderie et liquidation des services publics à travers les privatisations, liquidation des conquêtes des travailleurs, ruine des paysans à travers la liquidation de la Caisse de stabilisation (CAISTAB), etc., sinon le FMI et la Banque mondiale, qui détournent à leur profit les richesses nationales au nom du paiement d'une dette extérieure injuste ?

Ne devons-nous pas constater, dans ces conditions, que ceux qui sont responsables de cette guerre, ce sont ces grandes puissances, multinationales et institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale, ainsi que tous ces marchands d'armes qu'elle contribue à enrichir de façon scandaleuse sur le dos des peuples ivoirien et des pays de la sous-région, dont les souffrances montrent qu'ils n'y ont aucun intérêt ?”

Or l'intensification du pillage des ressources a une conséquence, dont on voit d'ores et déjà les effets : leur épuisement.

C'est le cas au Gabon, où l'exploitation pétrolière, commencée dès 1957, arrive aujourd'hui à l'épuisement des gisements, poussant ce pays auquel le pétrole assurait plus de 80 % des ressources budgétaires à commencer à envisager “l'après-pétrole”, c'est-à-dire de massives coupes claires dans tous les budgets de l'Etat, particulièrement les budgets sociaux.

Outre le pétrole, c'est le pillage du bois dont la réalité est particulièrement inquiétante lorsqu'on apprend que :

“Le rythme de la déforestation, en revanche, est particulièrement élevé en Afrique et en Amérique du Sud, régions qui détiennent les deux plus importants massifs au monde, le bassin du Congo pour la première, l'Amazonie pour la seconde. Pour

(4) Premiers signataires de cet appel : François Yao, secrétaire général du Syndicat national du secteur de l'électricité et du gaz (SYNASEG) de Côte-d'Ivoire ; Gaston Azoua, secrétaire général de la Confédération syndicale des travailleurs du Bénin (CSTB) ; Tolé Sagnon, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs du Burkina (CGT-B) (Burkina Faso) ; Cheik Diop, secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal-Force du changement (CNTS-FC) (Sénégal) ; Norbert Tétévi Gbikpi-Bénissan, secrétaire général de l'Union nationale des syndicats indépendants du Togo (UNSI) (Togo) ; Akwei Adote Ghandi, secrétaire général de l'International Transport Workers' Federation-Afrique (ITF-Afrique).

l'ensemble de l'Afrique, depuis le début des années 1990, cinq millions d'hectares de forêts auraient disparu chaque année. Il ne resterait que 12 % du couvert d'origine en Afrique de l'Ouest.

Le Soudan vient en tête de liste, avec 9,6 millions d'hectares détruits en dix ans, suivi par la Zambie (8,5 millions d'ha), la République démocratique du Congo (5,3 millions d'ha).

Toujours d'après la FAO, au cours de la dernière décennie, les pays africains qui ont le plus perdu en pourcentage de leur superficie totale sont le Rwanda et le Burundi, qui ont vu disparaître presque 40 % de leur couvert forestier, ainsi que la Côte-d'Ivoire, la Sierra Leone et le Niger, qui en ont perdu un tiers" (Jeune Afrique l'Intelligent, n° 2225, 31 août au 6 septembre 2003).

Ce pillage intensif des forêts n'a-t-il pas pour évidente conséquence une déforestation effrénée, conduisant à une fulgurante progression de la désertification comme au Niger, où

"le désert avance de 100 000 ha par an, selon le ministère de l'Environnement" (Jeune Afrique l'Intelligent, n° 2245, 18 au 24 janvier 2004) ?

Dans le domaine de la pêche, le pillage des ressources halieutiques de l'Afrique est bien connu, comme l'établit une publication récente, qui indique :

"Au large de l'Afrique, la surexploitation des bateaux-usines fait des ravages (...).

Une étude publiée par la revue Nature vient de conclure à la disparition de 80 % des stocks de gros poissons sur l'ensemble des océans, en quinze ans. Les 40 000 kilomètres de côtes africaines sont concernés (...).

Les experts estiment que les stocks marins ont diminué de 75 % en quinze ans au Sénégal ! (...) » (Ecofinance, n° 37, novembre 2003).

Imagine-t-on les conséquences de l'intensification actuelle de ce pillage du continent le jour où les peuples africains, une fois leur souveraineté reconquise, voudront s'atteler à son développement pour le sortir de la misère et de la ruine dans lesquelles il se trouve actuellement, en y édifiant les infrastructures dont ils auront alors besoin ?

Où trouveront-ils alors les ressources nécessaires pour cela ?

La déréglementation se généralise, avec les plans d'ajustement structurel et les priva-

tisations, qui organisent les licenciements massifs, surtout dans le secteur public, et la liquidation de tous les droits, conquêtes et garanties arrachés par les peuples au cours de dizaines d'années de lutte.

C'est ainsi que, sur le terrain de l'éducation, la tendance générale à la privatisation de l'enseignement dans tous les degrés, de la maternelle à l'Université, a pour conséquence non seulement de pousser nombre d'enfants et de jeunes à abandonner l'école, faute pour leurs parents d'en avoir les moyens, mais aussi à aggraver la précarisation de la situation des enseignants.

Enseignants volontaires, communautaires, etc. : sous la différence des termes qui se multiplient, nous avons la même réalité, celle d'enseignants dont on demande aux parents, privés de leurs salaires pendant des mois, voire des années, d'assurer le paiement des salaires. Dans ces conditions, n'est-ce pas une liquidation pure et simple de l'enseignement qui est programmée, hypothéquant ainsi tout avenir pour la jeune génération ?

Dans le domaine des droits ouvriers, la déréglementation se généralise avec la violation systématique de la législation du travail (Codes du travail, conventions, statuts), alors que, comme l'imposent le FMI, la Banque mondiale et l'OMC dans le monde entier, des offensives en règle sont engagées pour la liquidation de tous les régimes de protection sociale (retraite, Sécurité sociale, etc.).

Avec la remise en cause des conventions de l'OIT, notamment celles relatives au droit de négociation (conventions 87 et 98), nous assistons de plus en plus systématiquement à la généralisation d'une offensive répressive contre le mouvement ouvrier, avec la multiplication d'arrestations et d'emprisonnements arbitraires de militants syndicaux.

Dans son rapport annuel pour l'année 2003, la CISL n'a pas manqué de dénoncer cette situation lorsqu'elle établit :

"Le déficit d'appareil étatique et de démocratie s'est encore aggravé sur le continent africain, sapant davantage encore les droits fondamentaux des Africains. Sur les 37 pays répertoriés, le rapport dénombre près de 200 syndicalistes victimes de violences physiques en 2002, dont 3 au prix de leur vie (...)."

A propos de la mise sous tutelle des Etats, institutions et ressources, nous

avons vu comment le contrôle de l'exploitation pétrolière au Tchad par la Banque mondiale, au compte de l'impérialisme américain, inaugure une nouvelle phase, où s'organise la mise sous tutelle des ressources des pays africains.

A l'analyse, il s'agit, en fait, de l'ultime phase d'un processus général de mise sous tutelle même des Etats et de leurs institutions avec la multiplication des "accords de paix", tous sponsorisés soit directement par l'impérialisme américain, soit indirectement à travers l'ONU.

Pas une seule région d'Afrique n'est aujourd'hui épargnée par de tels processus, où, à l'occasion de négociations de ces "accords de paix", la dislocation de toutes les sous-régions est planifiée.

Que ce soient les "accords d'Arusha" pour la région des Grands Lacs et l'Afrique australe, de "Machakos" pour l'Afrique de l'Est, du "plan Baker" au sujet du Sahara occidental pour le Maghreb, des "accords de Linas-Marcoussis" pour la Côte-d'Ivoire en Afrique de l'Ouest, il s'agit des mêmes processus, qui organisent et entretiennent les guerres de dislocation des Etats et des sous-régions.

Cynique et criminel est le rôle que les puissances impérialistes, les institutions internationales et sous-régionales à leur service : ONU, FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne, Union africaine, etc., jouent dans ce cadre. De façon consciente, leur politique n'a pour autre objectif que

d'organiser la mise des Etats et de leurs ressources sous la tutelle des puissances étrangères.

EN GUISE DE PREMIÈRE CONCLUSION

Comme nous l'avons déjà évoqué, malgré cette situation des plus difficiles qui leur est faite, les travailleurs et les peuples cherchent malgré tout les voies de la résistance à la politique de dislocation de l'impérialisme.

Comment s'organise cette résistance et quelles sont ses perspectives ?

C'est ce que nous aborderons dans un prochain numéro de *La Vérité*, en éclairant sur :

- la politique des appareils stalinien, social-démocrate, nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, et le rôle joué par le centrisme réactionnaire incarné par le SU pabliste, qui cimente de plus en plus leur politique ;

- la résistance que les travailleurs et les peuples opposent aux plans de l'impérialisme sur tout le continent africain ;

- les tâches et les responsabilités qui sont celles de la IV^e Internationale.

**Malcolm Bagayoko,
6 février 2004**

“Révolution politique et révolution sociale dans l’ex-Union soviétique” : la discussion a commencé dans l’Internationale

Dans le précédent numéro de *La Vérité*, nos lecteurs ont pu prendre connaissance des notes soumises à la discussion sous le titre “*Révolution politique et révolution sociale dans l’ex-Union soviétique*”. La rédaction de *La Vérité* a pris les dispositions pour que ces notes soient immédiatement traduites en russe et en allemand. Elles ont ainsi pu être discutées par des militants lors de la conférence pour la défense et la reconquête des conquêtes d’octobre 1917 (20-21 décembre 2003, Kiev, Ukraine), et lors d’une réunion des camarades de la section allemande à la fin décembre 2003.

Afin de poursuivre la discussion sur cette question fondamentale, nous livrons aux lecteurs de notre revue les matériaux bruts issus de ces discussions.

Premier entretien avec un militant ukrainien

• Le fait que la bureaucratie s’est mafiosisée n’est qu’un aspect de la vérité. Elle a mis les relations du pouvoir et du capital à l’envers. Dans les trois dernières années, il s’est formé une “corporation d’Etat”, qui a mobilisé les ressources de façon puissante et a développé des capacités d’expansion. La Russie de Poutine essaye d’imiter les Etats-Unis, en ce que les Etats-Unis disent :

quiconque nous menace est lui-même menacé de notre bombe atomique. Les rapports bureaucratie du Kremlin-capital rappellent les rapports entre Staline et Hitler.

Le texte dit “*des gangsters*” : c’est beaucoup plus dangereux que cela. Un autre aspect est que cet état de choses s’étend à toutes les Républiques de l’ex-URSS. Ce système de “corporation d’Etat”

saura détruire mieux et plus facilement les conquêtes que ne pourraient le faire les capitalistes, qui ont, eux, à affronter un mouvement ouvrier qui peut résister. Le danger, à nouveau, vient plutôt de l'est. Le terme "stalinisme" est faible par rapport à ce qu'est la bureaucratie aujourd'hui. Pour l'instant, c'est la situation telle que nous la comprenons. Il s'agit d'élaborer une stratégie et une tactique. Voilà mes premières impressions sur les notes.

- Ce que je comprends dans ce que tu dis, c'est que tu utilises l'expression "corporation d'Etat" dans le sens où des secteurs issus des sommets de l'appareil bureaucratique constituent à partir des sommets de l'Etat une "corporation", dans le sens de "syndicat du crime" plus que dans le sens classique de "corporation" ?

- Pas tout à fait. Les "oligarques" (qui ont construit des fortunes énormes sur la base du pillage de l'économie), tels que Goussinski, puis Berezovski, se sont enfuis de Russie, Khodorkovski a été jeté en prison... Il y a dix ans, quand l'URSS s'est effondrée, les premiers "businessmen" qui brandissaient des slogans tels que "démocratie", "capitalisme", etc., étaient issus de l'appareil des Komsomol. Puis, ce fut le tour des dirigeants de "l'appareil économique" (la bureaucratie des usines). Mais la partie la plus unie de la bureaucratie, héritière de l'appareil fondé par Dzerjinski, elle, ne participe pas à cette redistribution financière. A Moscou, la désorganisation est totale, mais à Saint-Petersbourg, il se produit une union de la vieille bureaucratie, qui essaye de rétablir son influence sur l'ex-URSS. Prenons le "phénomène Poutine". C'est un modeste officier du KGB, un bureaucrate moyen... A cette époque, le KGB promet son soutien aux nouveaux capitalistes, mais demande à ceux-ci d'introduire ses hommes dans les sphères financières, selon le système de "krycha" ("toit", c'est-à-dire de "protection"). La propriété, qui était entre les mains du peuple, comment s'est-elle retrouvée entre les mains de ces capitalistes ? Il leur a fallu des hommes qui étaient physiquement capables de le faire. La deuxième vague, c'étaient des gens armés, des criminels. Ceux qui protégeaient les firmes, c'étaient vraiment des gangsters. Mais à la troisième étape, c'est la police qui a couvert. Le président du Kazakhstan, Nazarbaïev, a écrit

que, de 1994 à 1997, il y a eu fusion du pouvoir et du monde criminel... alors que lui-même était et est en exercice. Fin 1997, certains "oligarques" apparaissent. Mais ce "groupe de Saint-Petersbourg", c'est la police qui devient la force principale.

Poutine installe ses hommes à la mairie, puis au Kremlin. La nomenklatura récupère son pouvoir. Les gens riches pensent encore que les "structures de force" (KGB, etc.) les protègent... En réalité, c'est le contraire, car chacun d'eux peut être accusé. C'est à cette époque que sont liquidés les Berezovski, etc. La bureaucratie, définie par Trotsky, reprend son pouvoir. Et elle n'a plus à compter avec les intérêts de la classe ouvrière. Elle a des possibilités sur le plan financier, économique, politique... C'est ce que j'entends par "corporation d'Etat". Il n'y a pas en Russie de capitaliste qui puisse affronter l'Etat.

Lors du récent conflit entre la Russie et l'Ukraine sur Touzla, on a tout de suite trouvé en Russie 100 millions de dollars sur le budget pour construire une digue.

C'est aussi la première fois, depuis la chute de l'URSS, que la Russie ouvre des bases militaires hors de son territoire, dans les républiques de l'ex-URSS. Elle essaye d'imiter les Etats-Unis à son niveau.

Parler de défendre les intérêts de la classe ouvrière... quand même Khodorkovski n'a pas son mot à dire. Il ne s'agit pas seulement de provocation, mais de liquidation physique de quiconque a un autre avis et ne soutient pas cette "corporation d'Etat" dirigée par la bureaucratie du KGB.

- Très intéressant, cela porte un éclairage concret sur les relations entre pouvoir d'Etat et capitalistes particuliers. Le fait que les choses se passent comme ça n'est-il pas une vérification de ce qu'explique Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* : le marché mondial est constitué et saturé ? Donc, il n'y a pas de place pour l'essor d'un capitalisme "classique". La couche sociale que tu décris a un caractère mafieux, mais aussi comprador. Il faut préciser : il y a un aspect absent dans ce que tu dis : quel rapport entre cela et l'impérialisme américain ? Que, sur le marché mondial, Poutine et son appareil tentent de préserver des positions propres et jouent sur les contradictions, c'est une chose. Mais si je regarde ce qui s'est passé en Géorgie, la

mise est ramassée par l'impérialisme américain...

- Bush et Poutine sont très proches l'un de l'autre. Dans les compagnies pétrolières, il y a une répartition des sphères d'influence entre l'impérialisme américain et la "corporation d'Etat" dirigée par Poutine. La Géorgie est dans une situation paradoxale. Chevardnadze pensait que, compte tenu de ce qu'il avait fait pour les Américains, ceux-ci lui devaient une reconnaissance éternelle. Mais il apparaît clairement que les Etats-Unis n'en ont jamais assez et qu'il ne faut pas compter sur les services passés. La fraction la plus agressive de l'impérialisme américain est en mesure de répartir avec la bureaucratie les zones d'influence, comme Hitler et Staline avec la Pologne. Ce n'est plus une question d'idéologie.

Pour ce qui concerne le danger tel que je le vois : c'est une nouvelle guerre mondiale, comme aboutissement de la dégénérescence de la bureaucratie. De ce qui restait des noyaux d'organisations ouvrières qui ont survécu depuis dix ans, si l'on prend l'exemple du bloc "Rodina" (La Patrie) lors des dernières élections en Russie, on voit comment la bureaucratie réussit à les tromper pour servir sa propre cause. Cela conduit à une nouvelle forme de national-socialisme. Cela a introduit une scission dans le Parti communiste, qui, même dégénéré, intégrait encore une dimension de défense de la Russie. Dans la nouvelle gauche, en Russie, la notion d'internationalisme n'existe pas. Ils reçoivent leur petit bénéfice dû à leur soutien à la "corporation d'Etat". Avec un abandon total des positions de Lénine, de Trotsky, et de Marx et Engels. Cette année, un scénario de ce type va se jouer en Ukraine, au Kazakhstan... Déjà, la dégénérescence du PC de Moldavie... Quand on parle aujourd'hui de "défense des droits ouvriers", on nous répond : « *Dire cela, ce n'est pas seulement être "romantique", c'est avoir une position de kamikaze politique.* » La IV^e Internationale est une petite organisation. L'article, comment le traduire dans des mots d'ordre ?

- C'est une discussion qui s'ouvre. Le but est évidemment de la conclure par une orientation politique, des mots d'ordre. Mais il faut d'abord prendre le temps de discuter, de tirer un bilan. Quelques

remarques sur ce que tu as dit : « *partage des tâches entre impérialisme américain et "corporation d'Etat"* » (ta comparaison Hitler-Staline sur la Pologne) et « *une nouvelle forme de national-socialisme* » : cela ne me paraît pas exact (je ne parle pas sur le plan de la cruauté et de la barbarie que cela génère, mais sur un plan scientifique). Quand le pacte Hitler-Staline est signé en 1939, Trotsky écrit que les deux régimes sont des "étoiles jumelles", mais avec une différence de fond. Etoiles jumelles ne veut pas dire identiques. Staline et Hitler n'avaient pas la même base sociale. La bureaucratie stalinienne n'existe que comme corps parasite des bases sociales issues d'octobre 1917. Au contraire, le régime nazi représente l'impérialisme allemand. Même quand ils signent leur pacte, il y a une contradiction entre les bases sociales des deux régimes. Et Trotsky déclare : le pacte éclatera, l'URSS entrera dans la guerre.

Aujourd'hui, Bush représente l'impérialisme américain, la bourgeoisie américaine. Que représente Poutine ? Les intérêts de cette couche que tu as décrite. Mais cette couche n'est pas comparable à la bourgeoisie américaine. Il est important de comprendre cela pour une raison. Je ne dis pas que le danger d'une guerre n'existe pas, mais il est important de comprendre la différence. Elle signifie que ce qui se passe aujourd'hui en Russie, c'est ce qui s'est passé, sous une autre forme, en Irak. Saddam Hussein était un agent américain. Mais les conditions de sa soumission étaient jugées insuffisantes par l'impérialisme américain à un moment déterminé. Donc, il fallait aller plus loin, par la guerre contre l'Irak, pour détruire la nation irakienne.

Chevardnadze, c'est vrai, n'est pas allé assez loin au compte des Américains. Il voulait garder des miettes de prérogatives et de prébendes. C'est vrai aussi en Russie. Même en Russie, c'est l'impérialisme américain qui domine, en même temps que cette mafia d'Etat à ses propres intérêts, ce qui réunit toutes les conditions d'un conflit de type "géorgien".

Quand tu dis que l'on explique que défendre l'indépendance du mouvement ouvrier, c'est non seulement "romantique", mais promis à l'échec, ce n'est pas seulement en Russie ou en Ukraine que le problème est posé au mouvement ouvrier.

C'est vrai en France et dans le monde entier : on dit "*les syndicats sont dépassés*", il faut construire la "*société civile*". Cette offensive, peut être plus accentuée ici ou là, a un caractère universel. Dans le monde entier est contesté le droit des ouvriers à défendre leurs intérêts de classe, à défendre et construire leurs propres organisations de classe. Et cette question ne peut être réglée comme une question nationale.

- Pourquoi la Russie n'est-elle pas la Géorgie, ni l'Irak ? La bureaucratie soviétique dégénérée ne permettra pas au capital d'intervenir s'il ne fait pas un certain nombre de concessions. La "corporation d'Etat" contrôle un sixième du globe. Khodorkovski, l'oligarque patron de IouKos, pensait être au-dessus de cette bureaucratie et être en mesure de traiter directement avec le capital. Il est en prison et Washington n'a pas bougé. Même chose avec Berezovski, Goussinski... Le capital occidental, américain, israélien, s'il veut travailler en Russie, doit d'abord passer un accord avec le Kremlin. Le capital américain n'a pas suffisamment de ressources, comme il l'a montré en Afghanistan, en Irak... La crise de l'impérialisme américain permet à des carnassiers plus féroces comme Poutine d'occuper leur place, comme Trotsky les décrivait en 1938.

Je pense que la seule issue, c'est le lien avec le mouvement ouvrier international. Cela devient de plus en plus difficile, au Kazakhstan, ailleurs, etc. On a affaire avec des phénomènes qui peuvent amener à des événements incontrôlés, du type Orwell, 1984. Mais il y a encore de l'optimisme. En essayant d'avalier plus qu'il ne le peut, l'impérialisme peut s'effondrer. Le pronostic de Trotsky sur le fait que la classe ouvrière pouvait triompher après la Seconde Guerre mondiale, et que la bureaucratie pouvait être renversée, cette perspective peut être encore d'actualité.

- Cette discussion doit se poursuivre. Dans une discussion, on a toujours tendance à systématiser. Il faut reconsidérer les choses. Je reprends le raisonnement. La Russie n'est pas la Géorgie, ni l'Irak. D'accord. La bureaucratie ne laissera pas le capital reprendre les choses en main. Certes. "*Tout capital qui veut travailler en*

Russie doit d'abord faire allégeance au Kremlin." D'accord. Mais ne faut-il pas ajouter que tout cela est vrai aussi longtemps que l'impérialisme américain estimera que c'est compatible avec ses intérêts ? Le jour où il estimera que c'est en contradiction, il cherchera à remettre en cause cette combinaison. Regardons ce qui vient de se passer en Europe. L'Union européenne a été mise en place dès le départ par l'impérialisme américain. Mais, arrivé à un certain stade, l'impérialisme américain a considéré que la combinaison de "Constitution" européenne laissait encore trop d'espace aux bourgeoisies française et allemande. Et ils n'ont pas hésité, via l'Espagne et la Pologne, à faire sauter toute la combinaison. Cela ne veut pas dire, bien au contraire, que la pression ne va pas être plus grande sur les nations et les classes ouvrières. L'importance de cette précision réside dans le fait qu'il n'y a pas et il n'y aura pas de stabilisation en Russie sous la férule de cette bureaucratie, il s'agit seulement d'un stade extrêmement transitoire, et que, quand l'impérialisme décidera d'aller jusqu'au bout, il ira jusqu'au bout de la dislocation, du démantèlement et des guerres généralisées. C'est ça ou la révolution prolétarienne internationale.

- Aujourd'hui, ce que tu dis est possible en Europe, mais pas en Russie. Comment opérer les coups d'Etat en Géorgie, en Yougoslavie, en Amérique latine ? Avec les fondations de type Soros, etc., le contrôle des médias, etc. ? Le candidat à l'élection présidentielle en Géorgie, Saakachvili, est déjà venu rendre visite en Ukraine. Un schéma géorgien se prépare en Ukraine. Mais en Russie, la bureaucratie de Poutine cherche par tous les moyens possibles à empêcher cela. Le régime met en place des formes de contrôle de la société de type stalinien. Les organisations sociales sont contrôlées par les services spéciaux, la censure est rétablie. Ce régime qui se renforce en Russie, et qui est chaque jour plus puissant, l'impérialisme n'en viendra à bout que par une invasion militaire. J'en suis arrivé à cette conclusion après le 7 décembre (élections législatives en Russie). Nous avons affaire à une nouvelle disposition des forces, où les conquêtes des travailleurs ne subsistent que dans les pays de la "Vieille Europe". En Pologne, où a été constitué le

syndicat Solidarnosc, le syndicat disparaît de jour en jour. En Russie, les organisations qui défendent formellement les intérêts des travailleurs peuvent disparaître à tout moment. Cette nouvelle forme d'autoritarisme, les Américains la comprennent, mais pour l'instant, ça leur convient. Quand cela cessera de leur convenir, ils ne pourront rien faire, sauf une invasion militaire, mais ils ne le peuvent pas.

- Alors, que faire ?

- Faire de la propagande. L'enthousiasme né pendant la perestroïka pour le "marché libre" s'inscrit maintenant dans la politique de Poutine. Quand vous avez expliqué dans les réunions la politique de l'Union européenne, beaucoup de gens qui étaient dans les réunions, par exemple des syndicalistes enseignants, tombaient des nues en apprenant ce qui se passait en Europe, et que des gens pensaient cela en Europe. La première étape, c'est montrer clairement ce qui se passe, quel est le prix à payer.

Je vais relire Lénine et des classiques du marxisme que je n'ai pas relus depuis longtemps, et je vais écrire. La bureaucratie décrite par Trotsky en 1930-1940 a changé, elle a muté en une nouvelle forme cynique, qui a des buts globaux.

- Mais cela ne dit pas en quoi ce n'est pas une excroissance de l'impérialisme dégénéré. Soit c'est cela, soit c'est une nouvelle forme, un nouveau système d'accumulation, capable de développer les forces productives...

- Le mot impérialisme vient du mot "empire". L'objectif de Bush est de transformer le monde en une "corporation mondiale", où l'ouvrier n'aura plus aucun droit. Ou tu te soumetts, ou tu péris. Poutine constitue le même système en Russie. L'impérialisme russe ressemble à l'impérialisme américain. La bureaucratie devient la base de l'impérialisme. C'est cela, les "étoiles jumelles".

- Je ne suis pas d'accord. Lénine a polémique pour défendre sa conception de

"l'impérialisme" contre la définition qu'en donnaient Rosa Luxemburg et d'autres. Lénine dit que c'est le "*stade suprême du capitalisme*" au-delà duquel il ne peut plus développer les forces productives. Donc, "*l'ère des guerres et des révolutions*".

S'il y avait un impérialisme russe, au sens de Lénine, cela voudrait dire qu'une bourgeoisie impérialiste russe se serait constituée. Sur la base de quel développement des forces productives ? Au contraire, nous avons sous les yeux une formation qui a une forme transitoire, qui se comporte comme une courroie de transmission de l'impérialisme en Russie même (il est important de le préciser : je ne sous-estime pas la puissance que peut concentrer cette formation, mettant à profit la crise de l'impérialisme)... mais il n'y a pas de bourgeoisie russe qui cherche à conquérir des marchés.

Tu as dit quelque chose de juste : quand Khodorkovski a cherché à passer un accord direct avec l'impérialisme, Poutine lui a coupé la tête... Il n'empêche que les "nouveaux capitalistes" cherchent à passer des accords avec l'impérialisme américain. C'est une situation transitoire.

Quel est le but de ce texte ? La révolution d'Octobre est le plus grand événement du XX^e siècle. Il est clair que l'effondrement de l'URSS pose des problèmes d'une grande complexité. Si on ne mène pas complètement cette discussion, on n'aidera pas les travailleurs à s'organiser. Par exemple, si on ne définit pas clairement la nature du régime de Poutine, on ne pourra pas formuler des mots d'ordre d'une politique qui aide les masses.

- Nos camarades sont demandeurs de comprendre ce qui se passe en Chine, où des capitalistes ont le droit d'être au comité central d'un parti qui affirme encore officiellement défendre les intérêts des travailleurs. Est-ce qu'il ne s'agit pas d'une "voie chinoise" vers l'impérialisme ?

Il y a beaucoup de choses que nous ne comprenons pas. Nous avons été coupés du mouvement ouvrier international pendant trop longtemps. Il est important que nous écrivions pour dégager une compréhension commune.

Cette discussion s'est poursuivie avec six jeunes militants ukrainiens

• J'ai déjà dit que ma position était différente. J'ai lu l'article et j'ai essayé de l'analyser. La question que je me pose, c'est que je trouve qu'il y a une tendance à décrire la bourgeoisie uniquement comme une bande de gangsters. Quand on se réfère dans les notes au livre de Paul Klebnikov sur Berezovski : c'est vrai qu'au début des années 1990, c'était un vrai pillage, tout ce qu'il y avait à prendre en Union soviétique a été pris. Et ceux qui ont volé le plus, ils ont essayé de devenir une bourgeoisie et d'imiter la bourgeoisie. Mais l'époque de Berezovski, l'époque des gangsters est dépassé. Maintenant, la classe capitaliste se structure et des parcelles de cette classe interviennent comme une bourgeoisie nationale. Ils sont intéressés à produire, à développer les forces productives, ils ont un intérêt à s'opposer à l'impérialisme américain. Il y a toute une série d'entreprises, de groupes, qui produisent et qui veulent défendre leur marché national, qui sont pour le protectionnisme. Ce n'est pas qu'ils sont meilleurs : un bourgeois reste un bourgeois. Mais, à un moment donné, ne dire que : ce sont des gangsters et des compradors, ne correspond pas à la réalité.

Bien sûr, cela pose le problème de leur avenir, leur survie est en question, comme l'ont montré les événements en Géorgie, les Américains ont les moyens de les soumettre et de faire des coups d'Etat. De là à dire que toute la bourgeoisie est complice et que tous les capitalistes sont des gangsters, je pense que ce n'est pas vrai.

Nous sommes tout à fait d'accord avec le fait que la défense des conquêtes et la lutte de classe en ex-URSS ne sont pas seulement le problème des travailleurs en ex-URSS, mais de toute la classe ouvrière. Cette analyse-là, on la partage complètement. Moi, ce que je ne partage pas, c'est l'analyse des capitalistes comme n'étant que des gangsters. Il y a encore des gangsters, il y a des Khodorkovski, une bourgeoisie complice, mais il y a aussi une bourgeoisie nationale.

Tout à fait d'accord avec le fait qu'aujourd'hui les Etats de l'ancienne URSS ne peuvent pas atteindre le niveau de

développement des anciennes métropoles, c'est un fait que la bourgeoisie de ces pays est dans une impasse et que "*les civilisateurs coupent le chemin de la civilisation*". D'accord avec cette thèse. Mais on ne peut pas dire qu'il n'y a aucun foyer de résistance à ce processus, de tentative de consolider une bourgeoisie nationale et de s'opposer au capital américain : cela existe aussi. Cette résistance se trouvera confrontée à des difficultés.

• Je pense que le camarade ouvre une discussion très importante. Bien évidemment, comme dans tout processus historique, il y a des tendances contradictoires. De ce point de vue, il est évident qu'il y a certainement en Ukraine, en Russie, des secteurs qui essaient de se constituer comme une bourgeoisie nationale. Mais ce dont il s'agit dans ce texte, c'est d'essayer d'analyser ce processus dans toute sa tendance historique. Je vais expliquer pourquoi, à mon avis, si l'on analyse la tendance historique qui se développe, elle ne va pas vers la constitution d'une bourgeoisie nationale ukrainienne capable de défendre jusqu'au bout ses intérêts. Et c'est important de le préciser entre nous.

Si l'on reprend l'analyse de Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, que nous dit-il ? Il dit : les bourgeoisies nationales se sont constituées à l'époque du développement du capitalisme : XVI^e, XVII^e, XVIII^e et, pour les plus tardives, XIX^e siècle. Quand il écrit *L'Impérialisme, stade suprême...*, il indique que cette phase du capitalisme est arrivée à son degré le plus élevé. Il veut dire par là que les rapports de production capitalistes se sont étendus à toutes les sphères du globe, et à toutes les sphères de la vie sociale. A partir de là, dit Lénine, il n'y a plus d'espace pour de nouvelles bourgeoisies. Il dit, en revanche, qu'il va y avoir une lutte à mort entre les bourgeoisies. Et un impérialisme ne pourra progresser qu'à la condition de détruire les autres. Dans cette phase que Lénine appelle l'impérialisme, il dit que la survie du capitalisme ne sera possible qu'au prix d'une destruction grandissante des

forces productives. C'est pourquoi il dit : *"C'est l'ère des guerres et des révolutions."* Si vous regardez tant la Première que la Seconde Guerre mondiale, c'est la vérification de cela. Ce sont des guerres interimpérialistes. Pour ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie allemande ne pouvait plus défendre ses intérêts sans partir à la conquête du monde. Cela a pris la forme du nazisme, mais le contenu, c'était une tentative de survivre de la part de l'impérialisme allemand.

Si vous regardez ce qui s'est passé depuis, cette tendance s'est accentuée. Regardez ce qui se passe aujourd'hui dans les rapports Europe-Amérique. Pendant très longtemps, les impérialismes français et anglais étaient des impérialismes de premier rang. Ils étaient en lutte contre l'impérialisme américain pour se préserver des parts de marchés. Il y avait des bourgeoisies nationales française, anglaise, allemande... Aujourd'hui, ces bourgeoisies sont de plus en plus sous le rouleau compresseur de l'impérialisme américain. Cela ne veut pas dire qu'elles ne cherchent pas à défendre leurs intérêts. Mais elles les défendent par des moyens qui se concluent généralement par des capitulations. Systématiquement, ils abandonnent à l'impérialisme américain des parts de marché. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie, aujourd'hui, en France et dans d'autres pays, n'a plus rien à voir avec la bourgeoisie révolutionnaire du XVIII^e siècle. La bourgeoisie du XVIII^e siècle était capable de provoquer la révolution pour faire prévaloir ses intérêts de classe sociale. Une véritable révolution, aujourd'hui, en France, sera à même de restaurer la souveraineté de la nation, mais elle aura un caractère prolétarien. La bourgeoisie française ne peut pas courir le risque de susciter une révolution prolétarienne. Donc, contre le prolétariat et à l'encontre de ses propres intérêts, elle est amenée à céder de plus en plus devant l'impérialisme américain. Dans ce contexte d'ensemble, où l'impérialisme américain remet en cause l'existence des nations à l'échelle mondiale, que peut-il se passer dans un pays comme l'Ukraine ou la Russie ?

D'abord, j'ai dit dans le texte que le capitalisme se développe sous une forme marquée par les phénomènes de mafias, de gangsters, etc. Mais quand j'écris ça, j'écris aussi que c'est une caractéristique grandis-

sante de l'ensemble du système capitaliste. Je n'ai pas en vue seulement le nomenklaturiste qui devient homme d'affaires, c'est un phénomène général. Par exemple, vous avez aujourd'hui, en France, une série de scandales financiers qui ont pour conséquences de liquider des industries entières (...). C'est un phénomène général. Le capitalisme, aujourd'hui, est confronté à une contradiction terrible. C'est que le marché mondial n'est pas capable d'absorber les marchandises qu'il produit. Donc, il est obligé de détruire encore plus les forces productives, des capitaux gigantesques vont s'engloutir dans la spéculation et, pour pouvoir dégager des profits en rapport avec ces investissements, il faut encore plus détruire la force de travail, faire baisser le "coût du travail", d'où la réforme du Code du travail en Ukraine, les privatisations, etc.

C'est donc une période de putréfaction du capitalisme. Le caractère parasitaire, spéculatif, mafieux..., est une caractéristique d'ensemble du système capitaliste en ce début de XXI^e siècle. Et cette caractéristique d'ensemble, elle trouve bien sûr encore plus à se nourrir dans les pays de l'ex-URSS, parce que là, il y a une couche sociale toute prête, qui a parasité les rapports sociaux issus d'Octobre et qui ne demande qu'à occuper un tel rôle. Est-ce que cela veut dire qu'il ne va pas y avoir, dans tel ou tel secteur de la société, des gens qui vont essayer d'être des capitalistes au sens classique ? Bien sûr qu'il va y en avoir. Mais le système capitaliste est fondé sur la plus-value. Et cette plus-value ne peut apparaître que dans la production de marchandises. Évidemment que, dans une certaine limite, il va y avoir aussi production de marchandises et nécessairement une couche sociale qui va organiser cette production. Mais cela ne suffit pas pour constituer une bourgeoisie nationale : cela fait des éléments d'une bourgeoisie ukrainienne embryonnaire, mais à qui l'impérialisme dominant ne laissera aucune possibilité de se développer autrement que dans un rapport comprador. Encore une fois, je parle d'une tendance générale ; il y aura des exceptions, il y a des exceptions en France aussi, mais c'est une tendance générale, et cela a des conséquences : c'est que, si l'on se place du point de vue de la question nationale et démocratique, plus encore aujourd'hui qu'à l'époque où Trotsky écrit

son texte sur l'indépendance de l'Ukraine, l'indépendance de l'Ukraine ne peut être assurée que par le prolétariat. Il y a trois siècles, peut-être dans des conditions historiques différentes, une bourgeoisie nationale ukrainienne aurait peut-être été à même d'assumer l'indépendance. Aujourd'hui, c'est seulement le prolétariat.

- Ça, on comprend, mais dans ce texte, il faut dire qu'il peut y avoir des exceptions ; les nuances que tu as apportées, il faut les introduire.

- L'objectif, justement, de ce texte, c'est de préciser les choses.

- Il est écrit dans le texte que l'éclatement de l'Union soviétique s'est fait par les sommets de la bureaucratie. J'ai une question par rapport à ça : est-ce qu'il y a chez Trotsky quelque chose sur : comment on peut se battre contre cette bureaucratie ? Il y a beaucoup de choses qui sont écrites sur la définition de ce qu'est la bureaucratie, mais est-ce qu'il a dit quelque chose sur comment on devait la combattre ?

- Actuellement, il y a une situation bizarre en Chine. Il y a le Parti communiste chinois, une législation du travail, et il y a des zones franches où sévit la pire exploitation. On ne sait pas très bien ce qui se passe, quelles contradictions entre la législation du travail et la situation réelle, quel rôle joue la bureaucratie du parti. On sait qu'il y a eu des arrestations de militants ouvriers chinois. Mais ce fameux "miracle chinois", au compte de quoi se produit-il, comment cela s'inscrit-il dans la situation post-soviétique ?

- D'abord sur la question de la camarade. Trotsky, dans *La Révolution trahie*, propose un programme politique pour la révolution politique ; en particulier, il appelle les ouvriers de l'URSS à opérer la régénérescence de l'URSS en expulsant la bureaucratie, en rétablissant l'éligibilité et la révocation des responsables, l'abolition des privilèges, tout un programme de régénérescence du pouvoir des soviets, qui avaient été confisqués par la bureaucratie. Si on réfléchit à ce qui s'est passé depuis, on s'aperçoit que cela ne s'est pas passé comme ça. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a

pas eu des éléments qui sont allés dans ce sens. Il y a eu à différents moments, à Berlin en 1953, en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie, en Pologne..., des choses qui sont allées dans ce sens. Si l'on réfléchit, par exemple, à la révolution des conseils en Hongrie, en 1956, il y avait des éléments de révolution politique contre la bureaucratie. Mais le fait est que l'isolement de la classe ouvrière de l'URSS par rapport à la classe ouvrière du monde entier, le poids du stalinisme ont fait que la bureaucratie s'est décomposée par le sommet, confirmant d'ailleurs qu'elle n'avait aucun rôle historique à réaliser et que, sous cette forme, le programme de la révolution politique ne s'est pas réalisé. Sous quelle forme, cependant, reste-t-il encore aujourd'hui à l'ordre du jour ? En Ukraine, en Russie, très concrètement, la conférence que vous venez de tenir : défense et reconquête du Code du travail soviétique, parce que dans ce Code du travail sont cristallisées un certain nombre de conquêtes qui sont incompatibles avec le système de la propriété privée des moyens de production. Sous cette forme, la défense des conquêtes et la reconquête de celles qui ont été détruites, se matérialise aujourd'hui le combat pour la révolution politique.

Sur la question de la Chine : il est évident que la situation de la Chine est grosse d'une explosion aux conséquences incalculables. D'une certaine manière, l'impérialisme, vis-à-vis de la Chine, a essayé de tirer les leçons de ce qui s'est passé en ex-URSS. Sauf que cela crée une situation qui est aberrante et qui arrive à son terme. On parle du "miracle chinois", une croissance de 6, 7 %... Quelle est la réalité ? La mise en valeur du capital dans les zones économiques spéciales se réalise dans des conditions inespérées. Des zones dans lesquelles des dizaines de milliers d'ouvriers sont concentrés dans des usines... Dans chaque usine, il y a des dizaines de milliers d'ouvriers, généralement des jeunes filles qui ont été déplacées de leurs campagnes, qui travaillent 10 à 14 heures par jour, avec généralement le dortoir qui se trouve à l'étage au-dessus des machines, avec aucun droit, aucun syndicat, où règne la dictature de fer du Parti communiste : ce sont des conditions rêvées pour le capital.

Le problème, c'est que ça ne peut pas durer. Ces industries, ce n'est pas une bour-

geoisie nationale chinoise. Il y a des gros bourgeois chinois, il y a des milliardaires chinois, mais ils dirigent des entreprises dont les capitaux sont japonais, américains, etc. Quel est le problème ? Si l'on veut étendre ces rapports de propriété à l'ensemble de la Chine, il va falloir remettre en cause un certain nombre de choses : par exemple, il faut remettre en cause le monopole du commerce extérieur, la non-convertibilité du yuan, il faut remettre en cause la propriété d'Etat : la logique naturelle, c'est cela. Mais plus vous allez dans ce sens, plus vous remettez en cause le monopole politique du Parti communiste chinois. Or ce monopole politique, c'est la condition miraculeuse qui permet ce développement capitaliste, c'est lui qui permet pour l'instant de contenir l'explosion sociale qui gronde. Il y a, à l'heure actuelle, 200 millions de paysans chinois qui ont quitté leurs campagnes, qui se massent à l'entrée des villes, et notamment de ces zones franches. Tout le monde comprend que cette explosion approche. Tout le monde essaye de la différer : l'impérialisme américain, les différentes fractions de la bureaucratie. Le problème qui est posé, c'est que si ce processus éclate, ses conséquences seront mille fois pires qu'en URSS. La Chine est un pays d'un milliard trois cents millions d'habitants. Déjà, dans chaque district, notamment dans la zone côtière, chaque chef local du PC passe des accords séparés avec les entrepreneurs coréens, américains, etc. Dans les régions les plus reculées, des dirigeants du Parti communiste se comportent déjà comme des seigneurs de la guerre, et en fait, l'éclatement du PC, ce sera l'éclatement de la nation chinoise : il y aura 6, 10, 18, 25 Chineses... Et imaginez les conséquences pour l'ensemble de l'Asie et du monde (...).

- Dans le texte, on cite Trotsky, qui disait qu'est possible un retour au capitalisme en ex-URSS. Comment aujourd'hui construire notre lutte, comment ne pas seulement réagir aux attaques, mais anticiper ces attaques ? Ça serait plus efficace de les anticiper, plutôt que d'attendre que les coups tombent.

- D'abord, je dirai que la question de défendre n'est pas secondaire. Trotsky, en

1939, dans une *“Lettre aux travailleurs de l'URSS”*, dit que *“celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles”* ; cela est plus vrai que jamais. En France et dans les autres pays, il y a des gens, les pablistes (ceux que, dans l'ex-URSS, vous appelez les “mandélistes”), les stalinien, qui disent : ce n'est plus possible de défendre les vieux systèmes de protection sociale, les vieux systèmes de droits ouvriers, il vaudrait mieux revendiquer de “nouveaux droits”, etc. C'est comme ce qu'a expliqué un camarade dans votre conférence : lors de la “réforme” du Code du travail soviétique en Russie, des gens, comme le député à la Douma Oleg Schein, ont dit : il faut un “projet alternatif” de réforme du Code du travail. Cela a été une aide à détruire le vieux Code du travail. Donc, défendre les vieilles conquêtes, au moment où celles-ci sont attaquées, c'est la plus révolutionnaire des politiques. Après, comment anticiper ? La meilleure manière d'anticiper, c'est de s'appropriier en permanence une compréhension internationale des événements, parce que c'est en regardant ce qui se passe en Chine, aux Etats-Unis, au Brésil, qu'on comprend ce qui va se passer chez nous, et réciproquement. Et c'est évident, par exemple, quand j'écoutais ce que vous expliquiez sur le Code du travail, ou par exemple quand j'ai écouté ce que tu expliquais sur la privatisation des services postaux, on reconnaissait les directives postales de l'Union européenne ; donc, la meilleure anticipation, c'est celle qui passe par l'éducation des militants et des cadres sur la lutte de classe internationale, qui permet de comprendre les mécanismes internationaux, qui, ensuite, s'appliquent dans chaque pays.

- A mon avis, cela a un sens de faire l'inventaire des conquêtes d'Octobre qui subsistent. De faire une liste. Cela ne concerne pas seulement l'Ukraine et la Russie (...). Elles disparaissent peu à peu dans l'océan capitaliste. Mais qu'est-ce qui reste, et qu'est-ce qu'il faut défendre et reconquérir ? De la même façon, il faut qu'on ait une idée des conquêtes qui subsistent à l'Ouest.

Suite à cette discussion, une camarade de la section ukrainienne, militante syndicaliste, qui n'avait pu participer à cet échange, a fait parvenir à l'Internationale sa propre contribution.

Camarades, j'ai pris connaissance des *Notes...* et voudrais vous faire part de mes réflexions *personnelles*.

Prémisse n° 1. La situation objective qui s'est créée après l'éclatement de l'URSS dans les ex-républiques soviétiques témoigne que, dans cet espace, les passions anciennes s'étaient éteintes. Considérer les États qui se sont constitués sur ces ruines comme la source ou le début d'un puissant mouvement ouvrier dans l'avenir n'apparaît pas très constructif. On peut s'attendre à ce qu'un puissant mouvement ouvrier organisé apparaisse dans les pays qui sont sur la voie du développement industriel, comme la Chine ou l'Inde.

Prémisse n° 2. Qui a fait, qui a réalisé la révolution en URSS ? Les ouvriers : ce sont eux qui ont été la force dirigeante des masses révolutionnaires. Mais il n'ont pu diriger la machine de l'Etat, la production. Après la révolution d'Octobre, dans chaque usine a été nommé un directeur rouge issu des ouvriers révolutionnaires, et il est resté un directeur technique ou un ingénieur en chef des "ex"-dirigeants professionnels. Je le sais non par les livres, mais par ma propre vie. Le grand-père de mon mari, Anton Vassiliev, né dans le gouvernement de Pskov, a fait la révolution, participé à la prise de l'usine Poutilov, à Petrograd. Il a travaillé avec Lénine dans le gouvernement de la Russie soviétique. Il a été nommé directeur rouge de l'usine. Mais comme il n'avait pas d'instruction, les ingénieurs qui avaient travaillé dans l'usine à l'époque tsariste dirigeaient cette énorme usine sur le plan technique. Après que, dans le pays, a été plus ou moins établi l'ordre de la dictature du prolétariat, Anton Vassiliev a été envoyé travailler au comité central : il enseignait aux jeunes, était instructeur du parti. Après sa mort, on lui a érigé une statue au cimetière rouge de Saint-Petersbourg, en tant que premier directeur ouvrier.

Ainsi, l'expérience historique le prouve, l'idée de construire un Etat qui prenne la forme de la dictature du prolétariat est irréaliste, perdue d'avance. Oui, la prise du pouvoir est possible, les ouvriers peuvent la

réaliser. Mais la construction ultérieure d'une société industrielle développée, le développement d'un Etat moderne, *uniquement par des ouvriers et non des professionnels*, et en premier lieu les représentants de l'intelligentsia scientifique et technique, a déjà fait fiasco. Nous en avons fait l'expérience en URSS comme en France.

Prémisse n° 3. En Ukraine, comme en Russie, après la liquidation de l'URSS s'opère non une industrialisation, mais une *désindustrialisation*. Au début, nous avons pensé qu'en Ukraine, comme en Russie, aurait lieu le stade primitif du capitalisme (ressemblant au capitalisme de l'époque de Karl Marx). Je rappelle que le stade primitif du capitalisme signifie le développement de la production et l'orientation des bénéfices vers la reproduction du capital. Ainsi, les capitalistes investissaient ce qu'ils avaient gagné dans leur propre production. *Mais, dans les pays post-soviétiques, il y a désindustrialisation, le capital pour l'essentiel part à l'étranger, est placé en offshore, utilisé pour l'enrichissement personnel des oligarques et non pour le développement de la production nationale.*

Prémisse n° 4. En Ukraine, il y a *désertification et la privatisation de l'ancienne propriété d'Etat se poursuit*. De plus, les clans, nouveaux Russes ou nouveaux Ukrainiens, qui mettent la main dessus, n'ont aucun souci des intérêts du pays. Ces gens "nouveaux" ont la vision du monde du petit-bourgeois, avide de s'enrichir au plus vite, de se faire un capital, d'acheter une villa sur les îles du Pacifique, voire ces îles elles-mêmes. En Ukraine, ils font main basse sur l'immobilier (terre, usines, maisons), envoient leur famille à l'étranger, vivent eux-mêmes également loin de leur pays, leurs enfants font leurs études à l'étranger. Et c'est un manager salarié qui gère leur capital, leurs entreprises. En conséquence, rien ne les lie aux pays, aux travailleurs. Chez nous, on appelle cette catégorie de gens *la mafia nationale* : elle tient tout dans ses filets, du pouvoir suprême jusqu'au dernier maillon.

Je voudrais aussi faire une remarque. Si, en Ukraine, l'idée nationale ne s'était pas

encore réalisée, en Russie, Etat le plus puissant de l'espace post-soviétique, une renaissance d'un nouveau centre mondial, d'un nouveau pôle de force est possible.

Prémisse n° 5. *Situation de la classe ouvrière. Aujourd'hui, en Russie comme en Ukraine, elle connaît une phase de régression, la couche sociale des travailleurs régresse. Les ouvriers qualifiés quittent la classe ouvrière parce que les grandes entreprises sont remplacées par des petites. Par sa nature et son caractère, la classe ouvrière de la première décennie du XXI^e siècle diffère fondamentalement de la classe ouvrière des pays capitalistes développés.*

La classe ouvrière voit affluer des travailleurs venus de la campagne, sans aucune éducation. Ils ont l'idéologie du petit propriétaire et du petit-bourgeois. *Ils ne s'intéressent pas aux questions de la défense du droit au travail, mais veulent seulement jouir au plus vite de tous les biens des grandes villes. C'est-à-dire un appartement, l'enregistrement (qui donne le droit de vivre dans une grande ville), une voiture, un bon salaire. Compte tenu de leur pensée étriquée, de leur absence de conscience de classe, ce ne sont pas des ouvriers conscients, ils ne sont pas capables de résister aux dirigeants, qui les plument et les trompent. Ils ne veulent pas lutter contre la direction. Ils n'ont pas besoin de syndicats, parce qu'ils ont quelques actions de leur entreprise et touchent des dividendes. C'est ainsi que les patrons achètent ce genre de travailleurs. Et quand je leur demande pourquoi ils n'organisent pas leur vrai syndicat, ils me répondent que toutes les questions syndicales sont traitées à la réunion des actionnaires. Ils ne s'imaginent même pas ce qu'est un syndicat et comment il peut lutter pour les droits de la classe ouvrière, pour les droits des travailleurs.*

Une situation de ce type a existé en Russie et en Ukraine au stade primitif du développement du capitalisme, quand les paysans à qui on avait pris leur terre (les paysans sans terre) affluaient vers les villes, les usines et les fabriques. Il a fallu un certain nombre d'années pour former, unifier, développer la conscience de leur force prolétarienne et le désir de lutter pour leur droits contre les exploiters de cette masse de travailleurs encore inconscients.

L'idée essentielle n'est pas de diriger le pays par la dictature du prolétariat, mais, à

travers les travailleurs, fonder une société développée d'hommes conscients et éduqués.

Prémisse n° 6. Parmi les erreurs des hommes politiques du passé, on peut énumérer :

1) *Le nivellement des salaires* : l'ouvrier non qualifié était payé comme l'ouvrier qualifié, la cuisinière ignorante dirigeait l'entreprise, le paysan inculte dirigeait l'administration. Le rôle de l'enseignement était réduit à rien. Cette faute a eu des conséquences destructrices : le niveau de qualification a brutalement chuté, le niveau de l'enseignement a baissé.

2) *Se fixer des buts irréalistes* : la marche accélérée vers le communisme à l'époque de la mise en œuvre des pseudo-réformes de Nikita Khrouchtchev a conduit au discrédit des idées communistes. Rappelons que Khrouchtchev avait promis au peuple, aux travailleurs, de construire le communisme dans le pays en vingt ans (de 1961 à 1980). Au XXI^e Congrès du PCUS a été adopté le programme de construction du communisme. Nikita Khrouchtchev venait d'un village de la région du Donetsk (il n'a pu probablement vaincre en lui le petit-bourgeois, l'instinct de propriété). A l'époque de Khrouchtchev, les salaires ont été nivelés : les cadres qualifiés ont commencé à gagner moins que les non-qualifiés. L'essence de la classe ouvrière a été diluée.

3) *La compréhension orthodoxe du rôle et des tâches du PCUS* avait un peu vieilli dans les années 1950. L'URSS ne pouvait tenir bon que si le parti des communistes se régénérait. Il aurait fallu se réorganiser pour faire face aux réalités nouvelles, alors que le parti s'est transformé en une nouvelle bourgeoisie, est devenu un frein au développement. On n'acceptait pas dans le parti des communistes les représentants de l'intelligentsia, les étudiants des familles d'enseignants, de médecins, de chercheurs. Le parti est devenu une création étroitement de classe. Les carriéristes y sont entrés parce que, sans la carte du parti, on ne pouvait avoir un bon travail. Je le sais par expérience. Quand mon premier livre sur l'histoire de l'Ukraine devait paraître, il fallait la signature "bon à tirer" du directeur de notre institut. Il n'a pas donné cette autorisation, bien que tout fût prêt. Il m'a demandé : "*Tu es membre du PCUS ?*" J'ai dit que non.

J'étais alors stagiaire. Quand il a su que je n'avais pas encore ma carte, il a refusé de signer. Le livre a attendu deux ans, jusqu'à ce que l'Ukraine devienne indépendante.

C'était monnaie courante. De nombreux députés et dirigeants de notre Etat ont fait carrière grâce à leur situation dans le parti et leurs liens, grâce à l'argent du parti qu'ils se sont mis dans la poche au moment de l'éclatement de l'URSS. Les simples travailleurs, qui n'étaient pas assis dans les fauteuils du comité central, voyaient cette nomenklatura du parti dégénérée, voyaient leurs voitures, leurs appartements, leurs magasins réservés, leurs sanatoriums, maisons de vacances réservées où le simple communiste n'avait pas accès. Cette situation a fait grandir la méfiance envers les communistes, les déformations et la perte des prémisses pour un développement.

Sur les tâches de la IV^e Internationale dans l'avenir.

— Dans les Etats de l'ex-URSS, il est indispensable de lutter pour les droits sociaux des travailleurs, pour maintenir le niveau indispensable de protection sociale.

Et c'est important pas seulement pour la Russie et l'Ukraine, mais pour tous les pays du monde. Parce que s'il n'y avait pas eu l'exemple de l'URSS, le niveau des garanties et des avantages sociaux dans l'ex-Union soviétique, il est tout à fait possible qu'il n'y aurait pas eu une lutte aussi puissante pour la révolution sociale dans les autres pays.

Il n'y aurait pas eu d'aussi importantes conquêtes sociales en divers points du globe (par exemple, le socialisme suédois), le niveau de lutte pour les droits des travailleurs en France même n'aurait pas été aussi élevé.

— Dans les pays de l'ex-Union soviétique, en Ukraine et en Russie, il est indispensable de mettre un coup d'arrêt à la désindustrialisation. Il faut faire renaître une classe ouvrière avec des traditions et l'expérience de la lutte. Pour l'instant, cette classe n'a pas encore mûri chez nous : il lui faut encore faire un assez difficile chemin de tentatives et d'erreurs.

— Il est indispensable de développer l'enseignement professionnel, de faire renaître de véritables établissements d'enseignement professionnel et technique.

— Il est indispensable de réaliser le passage à la propriété du peuple tout entier. La première étape, me semble-t-il, est la nécessité impérieuse de laisser aux mains de l'Etat les secteurs stratégiques de l'économie : industrie lourde, transport, aviation et fusée, industrie militaire. Malheureusement, en Ukraine, ces secteurs stratégiques sont eux aussi privatisés et le profit qui en est tiré, comme je l'ai dit plus haut, part dans les offshores. La propriété privée a fait son temps et mène peu à peu à la catastrophe. Tant que la propriété privée subsiste, l'Etat ne peut se réaliser, ne peut résoudre le problème de l'affrontement entre riches et pauvres.

— En liaison avec ce qui précède, il y a une tâche très complexe : modifier la conscience des travailleurs pour qu'ils renoncent à la propriété. A cette étape, c'est assez difficile, parce que ces travailleurs viennent de la province, de la campagne, où les fondements de la propriété sont très forts.

— Malgré la lutte des travailleurs contre l'Union européenne, la réalité objective est qu'elle s'est réalisée. L'Union européenne existe et, à ce jour, partage l'Europe entre "les siens" et les "étrangers", entre l'espace européen et l'espace eurasien. *L'Union européenne nous divise nous aussi, les travailleurs.*

Le résultat est que l'Ukraine — Etat européen — est restée hors de l'Europe unie. Dans les conditions d'une globalisation totale, l'Ukraine ne peut survivre seule. Pour résister, l'Ukraine, comme Etat, et ses travailleurs ont besoin du soutien des travailleurs des autres pays. Pourquoi les camarades français sont-ils contre l'entrée de l'Ukraine et des travailleurs ukrainiens dans un tout européen uni ? *Ne sera-t-il pas plus facile de défendre ensemble nos droits sociaux, de lutter pour les conquêtes d'Octobre ? Les travailleurs ukrainiens, comme le montrent les enquêtes sociologiques, aspirent à intégrer le mouvement ouvrier uni de toute l'Europe. Ensemble, nous sommes forts, ensemble nous saurons vaincre.*

Aussi, il est possible qu'il faille reconsidérer les rapports avec la classe ouvrière ukrainienne, la considérer non comme un concurrent, mais comme un partenaire, un camarade de lutte.

Il est possible qu'il faille que la IV^e Internationale examine la possibilité d'actions

communes pour engager les travailleurs d'Ukraine et de Russie dans un processus d'efforts communs. L'Ukraine, avec sa puissante classe ouvrière, connaît les conquêtes sociales d'Octobre, ses travailleurs apporteront dans l'ensemble européen la force vive de la compréhension qu'il est indispensable de lutter pour ses droits. Ils s'intégreront au mouvement

ouvrier, aideront à faire revivre les traditions d'Octobre.

Si nous affirmons que nous sommes internationalistes, alors, nous devons être ensemble. Il est inadmissible de rejeter l'Ukraine — 49 millions de personnes — hors d'Europe, des valeurs européennes de la lutte de classe.

Au même moment, à quelques centaines de kilomètres de là, se réunissaient des camarades de la section allemande de la IV^e Internationale. Les Notes, traduites en allemand, avaient été distribuées et lues par les camarades. La discussion s'inscrivait donc d'emblée dans le débat ouvert dans toute l'Internationale.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EST-ELLE, AUJOURD'HUI, À L'ORDRE DU JOUR ?

• Pour répondre à cette question, je voudrais revenir en arrière. Je crois qu'il y a eu un temps où nous avons subi la pression des illusions. Nous avons traité l'unification comme quelque chose qui relevait d'un plan. Comme si, à partir du moment où la bourgeoisie a su qu'elle ne pouvait plus bloquer les choses, elle avait "planifié" quelque chose visant à une "stabilisation", même momentanée.

Mais c'est l'inverse qui a eu lieu : la privatisation, la spoliation ont provoqué un chaos, une catastrophe sans précédent, dont tous les traits surgissent en pleine lumière maintenant. Prenons 1945 : le pays était dévasté, l'Etat nazi — c'est-à-dire l'Etat bourgeois — était quasiment volatilisé, le patronat l'était également. C'est dans ces conditions que les ouvriers allemands ont décidé de retourner dans les usines et les entreprises pour les remettre en marche. N'est-ce pas la preuve que la classe ouvrière allemande (et pas seulement elle) était capable de prendre les rênes de l'économie, donc du pays ?

Mais Staline, les appareils stalinien et social-démocrate s'y sont farouchement opposés. En 1945, dans ces conditions, les entreprises publiques où la classe était organisée ont été plus particulièrement au cœur

du processus de reconstruction de l'économie.

Il y a une discussion qui affleure aujourd'hui dans la classe ouvrière : "*Ne faut-il pas refaire comme en 1945... reconstruire à partir du secteur public ?*"

Des éléments ont été fournis sur la politique des centristes réactionnaires. Les pablistes, ici, sont confondus avec les staliens. Leur axe : la destruction de toutes les formes organisées de la classe, particulièrement les syndicats.

Leur politique : promouvoir les "tables rondes", qu'ils opposent à la formulation traditionnelle des revendications par le syndicat, et tout particulièrement ici, à Berlin, où le Sénat SPD-PDS se livre à un démantèlement et aux privatisations des services publics sans précédent.

Dans ce cadre, Bsirske, président de Ver.di (Vert), repasse à l'attaque avec le soutien de ces gens-là pour proposer une discussion sur les nouvelles conventions collectives (un nouveau statut) ; en réalité, c'est l'éclatement de la convention collective (BAT) pour les employés des services publics. Ce sont eux qui le proposent. A la réunion des entreprises publiques de Berlin qui va se tenir, il est indispensable de mener une offensive pour le retour à la convention collective, pour son maintien intégral.

Il est indiscutable qu'une nouvelle situation sur le plan de la lutte de classes est en train de se former.

La révolution prolétarienne est-elle à l'ordre du jour ? Cela fait longtemps qu'elle

l'est... Peut-être sous une autre forme est-elle à l'ordre du jour.

QUESTION DE MÉTHODE...

• Il s'agit de la question centrale, non seulement pour l'Allemagne, mais pour tous les pays, sur tous les continents. Ce que tu dis est très intéressant, mais il y a un problème de méthode. Tu dis : *“Cela fait longtemps que la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour.”* D'accord, mais **aujourd'hui**, l'est-elle ou pas ? C'est là que réside la question. Car si cette question n'est pas réglée, si tu ne réponds pas, alors, l'histoire que tu racontes n'est pas correcte. Par exemple, tu parles de 1945, mais il faut aller jusqu'au bout. Oui ou non, les drapeaux rouges ont-ils surgi en 1945 ? Oui ou non, l'ampleur de ce mouvement a-t-elle été systématiquement occultée ? La révolution était à l'ordre du jour en 1945. Quand Staline a vu les ouvriers accueillir l'Armée rouge, il a décrété Berlin ville ouverte au pillage, aux viols...

Tu parles de “reconstruction” en 1945, mais, je le répète, il faut être précis. Qui a remis l'économie en marche dans la situation tragique que connaissait l'Allemagne ? Les ouvriers par eux-mêmes, **spontanément**..., la classe ouvrière allemande était là, avec son histoire tragique et ses traditions les plus fortes. Tout ce que tu dis vérifie cela, mais si tu ne réponds pas à la question : *“Est-elle à l'ordre du jour aujourd'hui ?”*, les faits que tu donnes sont coupés de la perspective sans laquelle ils perdent leur sens. C'est très important.

Allons plus loin : Trotsky avait-il raison ou tort de nous appeler à défendre les conquêtes d'Octobre, même trahies, mutilées par Staline ? La révolution politique n'a pas eu lieu. L'histoire en a disposé autrement : l'une des hypothèses formulées par Trotsky dans *La Révolution trahie* a été réalisée et *“le recul vers le capitalisme (...) parfaitement possible”* a eu lieu, et dans les conditions que nous analysons dans le texte soumis à la discussion du conseil général.

Mais pourquoi la révolution politique a-t-elle été battue ? Souvenez-vous de la discussion qui a eu lieu entre Yakovlev et Honecker à propos de la Tchécoslovaquie : *“Si nous ne faisons pas ce que nous fai-*

sons (l'intervention militaire), ce serait pire qu'en 1917...”

Mais juste avant, il y a eu 1953 en Allemagne ; j'ai vu la carte du véritable soulèvement dans toute la RDA, qui est sur le mur de votre local... Les stalinien, l'impérialisme ont parfaitement compris quand ils ont vu surgir les premiers comités, leurs revendications axées sur la préservation de la propriété sociale. Et puis, il y a eu 1989 et l'énorme frustration que vous décrivez... La révolution est-elle à l'ordre du jour ? Ce que vous dites de la situation me le confirme. Et ma conviction se fonde à partir d'une appréciation de la crise de tout le système mondial fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce qui s'exprime partout, c'est la faillite de ce système, qui entraîne le monde dans la barbarie et qui, tant en ex-URSS que dans les pays de l'Est, se montre dans l'incapacité de reconstruire une quelconque économie sur la base de la propriété privée. En ex-URSS comme dans les pays de l'Est, la nomenklatura comprador de l'impérialisme entraîne à une faillite totale dans tous les domaines. Oui, la révolution se fraie son chemin dans les conditions les plus difficiles autour de la défense des conquêtes et des droits de la classe ouvrière, dont les segments de propriété sociale subsistant sont un élément central. Il y a un prolétariat. Il y a des masses exploitées. La construction des sections de la IV^e Internationale sur la ligne de l'Entente est seule capable d'aider pratiquement la classe et les masses exploitées.

A partir de là, on peut intégrer tout ce que vous dites et on peut élaborer ce qu'on va faire, et comment on va le faire.

Bien évidemment, la marche à la révolution est marquée par les conditions de décomposition du système que nous connaissons. Elle est marquée par la destruction massive des forces productives, et avant tout par le processus de destruction de la classe ouvrière. Les deux éléments contradictoires “cohabitent”, ou plutôt s'affrontent.

Comment comprendre ce qui se passe en Irak, la résistance de la nation qui s'y exprime, si on ne l'intègre pas dans cette appréciation d'ensemble ?

Comment comprendre ce qui s'est passé à la conférence intergouvernementale du 13 décembre avec l'échec dans la mise en

place de la "Constitution" européenne ? Impossible, si l'on ne comprend pas les raisons profondes qui amènent, en toutes circonstances, et aujourd'hui plus encore qu'hier, les gouvernements européens à s'aligner sur les exigences du gouvernement des Etats-Unis. Ils reconnaissent au gouvernement américain le pouvoir qu'il a de disposer de la seule armée du monde capable de prétendre garantir la défense du système de la propriété privée des moyens de production sur les cinq continents. Car enfin, le seul "acquis" de la conférence intergouvernementale, c'est la mise en place d'un système de défense européenne commun sous l'autorité de l'OTAN, qui n'est rien d'autre qu'une force d'intervention contre les masses, contre la résistance des nations.

Vous avez parlé de la politique des pablistes. Souvenez-vous qu'en 1917, la bourgeoisie n'a sauvé sa peau qu'en faisant donner la social-démocratie ; et ensuite, il y a eu le stalinisme. Et en 1933, il a fallu la combinaison des deux pour vaincre la révolution. Et aujourd'hui, ce sont les pablistes, Rossetto et Krivine qui viennent en renfort et jouent un rôle majeur, en raison précisément de cette situation où la révolution est à l'ordre du jour.

UNE PROPOSITION

• Je reviens au point de départ. D'accord, la révolution est à l'ordre du jour, mais **aujourd'hui**, ou pas ? Est-ce, oui ou non, notre point de départ comme parti, comme IV^e Internationale ? A partir de là, c'est la même question qui est posée partout devant le déferlement qui s'abat sur la classe ouvrière : "*Comment cela est-il possible ?*" Il faut comprendre, les travailleurs sont saisis, je ne vois pas comment ils pourraient ne pas l'être. C'est de là qu'il nous faut partir pour agir, même si ce n'est pas encore suffisant. Ne pas oublier : "*Un pas en avant des masses*", un pas...

La lutte des classes jaillira en relation avec la recherche par les masses de la compréhension de la situation, intégrant la compréhension qu'elles auront des obstacles politiques qui se dressent sur leur route.

Je voudrais faire une proposition. Le conseil général a lieu dans trois semaines.

Pourquoi, ne rédigeriez-vous pas des éléments d'un "programme d'action" partant de la défense des restes de la propriété sociale à l'est comme levier pour aborder la défense de toutes les conquêtes de la classe ouvrière de toute l'Allemagne ?

Si nous sommes d'accord, si la révolution est à l'ordre du jour, s'il reste des éléments de propriété sociale à l'est, et donc s'il nous revient de formuler l'exigence de leur défense, car il s'agit de la défense de l'existence de la classe ouvrière, alors, c'est le seul moyen de formuler une politique totalement indépendante de celle de l'appareil social-démocrate et de celle des dirigeants syndicaux, et cela sous des formes adaptées à la vie du mouvement ouvrier allemand.

C'est le point de départ de la lutte contre la politique des appareils. Car enfin, c'est la destruction des bases industrielles de l'est, avec la collaboration totale des directions, qui a réalisé les conditions permettant à Schröder d'attaquer les fondements de toutes les conquêtes sociales arrachées à l'ouest.

• D'abord, il faut répondre à la question sur la propriété sociale. Tu as fait état, dans ton intervention, des 20 % de propriété sociale qui restaient encore à l'est de l'Allemagne. Ici, à l'est, toute l'industrie, toute la terre ont été privatisées. Pour l'industrie, la privatisation a d'abord été un démantèlement, une destruction, jetant des centaines de milliers d'ouvriers au chômage ou les contraignant au déplacement vers l'ouest tout en les projetant dans la précarité, gonflant le nombre des travailleurs précaires à l'ouest dans le but avoué par les patrons de faire sauter les conventions collectives. Ils sont 2,25 millions à avoir quitté l'est depuis 1991.

A l'est, il ne reste plus que des boîtes d'intérim à 5-7 euros l'heure.

Ce qui reste de la propriété sociale à l'est, ce sont les services municipaux, les crèches, les dispensaires, le logement, les transports de proximité, le traitement des déchets... Dans une ville comme Halle, on est passé de 300 000 habitants à 60 000. L'industrie chimique privatisée y a été pour l'essentiel détruite (scandale Elf, etc.). Dans cette ville-là, comme dans les autres, on approche les 40 % de chômeurs (à Berlin, on est entre 30 et 40 %). Il ne reste donc plus que cela. Il ne reste plus que ces seg-

ments de propriété sociale “municipalisés”. Si on les privatise, si on les ferme, il n’y aura plus qu’à partir. Ce sera un désert. Mais les personnes âgées seront purement et simplement abandonnées...

Il existe encore une mémoire très vive de 1989. On se souvient de la force inouïe des manifestations hebdomadaires de plus en plus puissantes jusqu’à la chute du Mur. On l’entend dans les discussions.

Absolument d’accord pour mettre au centre de cette sorte de “manifeste” la ques-

tion de la propriété sociale, qui se concentre dans la propriété communale et qui se relie à la défense des institutions communales à l’ouest au moment où elles font l’objet d’une offensive de privatisation (y compris les banques municipales) de la part de l’Union européenne, en vertu de l’application des critères de Maastricht.

On a le fil, qui, partant de la défense de la propriété sociale, relie à toute la situation de toute la classe ouvrière allemande.

La discussion s’est ouverte dans l’Internationale... Cette discussion internationale doit se poursuivre dans toutes les sections. Nous y reviendrons.

Adresse
de la première rencontre pour la défense et la reconquête
des conquêtes d’Octobre
“Comment défendre le KZoT (1) ouvrier ?”
(20-21 décembre 2003, Kiev, Ukraine)

Aux militants ouvriers et syndicalistes !

Le 14 décembre, le Parlement de l’Ukraine a adopté en première lecture le projet gouvernemental de Code du travail. De ce fait, un coup important a été porté aux conquêtes issues de la révolution d’octobre 1917. Dans le KZoT étaient encore contenus des “îlots” des conquêtes d’Octobre, mais le pouvoir bourgeois, sous l’égide de l’Union européenne, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, a engagé une offensive de grande ampleur contre les droits des travailleurs.

Le projet gouvernemental de Code du travail propose de restreindre les catégories de travailleurs ayant le droit de recourir à la grève. Le gouvernement ukrainien, au service de l’Union européenne et des institutions financières internationales, veut empêcher le développement de toute action de protestation sociale collective. Avant tout, les syndicats perdent leurs prérogatives essentielles. Ainsi, dans le projet de nouveau Code du travail, ont disparu les dispositions sur la responsabilité du syndicat quant au respect de la législation du travail, de même que l’accord obligatoire du comité syndical préalable à tout licenciement.

En échange, on nous impose :

- le droit du patron à établir pour les ouvriers des exigences supplémentaires non prévues par la législation ;
- l’interdiction pour le salarié d’occuper un deuxième emploi dans une entreprise concurrente ;
- l’augmentation de la “période d’essai” ;
- la possibilité de faire signer des contrats de travail esclavagistes dans des conditions particulières, et notamment dans les petites entreprises ;
- la restriction du droit du salarié à la rupture de contrat de sa propre initiative ;
- l’élargissement des possibilités de licenciement des femmes enceintes, des mères d’enfants de moins de trois ans et d’enfants handicapés ;
- la mise en place de la semaine de 40 heures avec un seul jour de congé.

Voilà ce que signifie le nouveau KZoT.

Dans l’ex-URSS, l’Ukraine est le seul pays où le KZoT soviétique était encore en application, comme conquête issue de la révolution d’octobre 1917. Dans le KZoT soviétique subsistaient des éléments garantissant des droits aux travailleurs : droit au travail, droit au repos, accords collectifs, droits des syndicats, etc. Aujourd’hui, le gouvernement veut nous priver de ces droits.

La défense des “îlots” et la reconquête de toutes les conquêtes d’Octobre, ce n’est pas seulement la tâche de la classe ouvrière ukrainienne. C’est l’affaire de tout le mouvement ouvrier mondial.

Le nouveau Code du travail n’est pas encore passé en force. Nous avons encore la possibilité de conserver nos conquêtes. C’est pourquoi, nous, participants à la conférence “*Comment défendre le KZoT ouvrier ?*”, appelons les forces politiques, toutes les organisations ouvrières d’Ukraine à s’unir pour la défense et la reconquête des conquêtes d’Octobre. Nous appelons à la constitution d’un front unique ouvrier pour la défense de nos droits !

Nous devons non seulement défendre, mais reconquérir les conquêtes d’Octobre !

Nous devons dire non à la réforme du KZoT !

Non au diktat de l’Union européenne, de la Banque mondiale et du FMI !

Oui à un front unique ouvrier pour la défense du KZoT soviétique !

(1) KZoT : Code du travail, adopté en 1971.

Caraïbe : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et indépendance nationale

Par Robert Stéphan

Le 7 décembre 2003, le gouvernement français a organisé en Guadeloupe et en Martinique une consultation populaire sur "l'avenir institutionnel" de ces pays.

Certains ont appelé à voter oui ; selon eux, il s'agissait d'accorder plus de responsabilités à nos peuples, de faire un pas vers la souveraineté nationale... D'autres, profitant de l'inquiétude des travailleurs et du désarroi de la jeunesse, ont appelé à voter non.

Mais tous, partisans du oui comme ceux du non, s'inscrivent dans le cadre de la politique de la régionalisation dictée par les institutions du capital, Fonds monétaire international, Banque mondiale. Tous s'inscrivent dans cette démarche prônée par l'Union européenne, qui considère les dernières colonies françaises de la Caraïbe comme "l'Europe tropicale", et exécutée par le gouvernement français et les tenants du consensus.

Des organisations se situant sur le terrain de l'indépendance de classe, des syndicats des travailleurs, du combat pour une véritable autodétermination de nos peuples dans le cadre de la lutte pour l'indépendance nationale et sociale, se sont prononcées.

UGTG : "NON, UN POUVOIR COLONIAL NE S'HUMANISE PAS"

"Le développement économique de la Guadeloupe comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes est un leurre si elle ne relève pas d'une stratégie politique révolutionnaire tendant à transformer les rapports sociaux, à rompre avec les liens

coloniaux qui nous enchaînent à la France et à combattre les rapports de domination capitaliste.

Refusons le cirque électoral du 7 décembre 2003."

Pointe-à-Pitre, le 14 novembre 2003
Le conseil syndical de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe

NONM (1) : ÉCRIT DANS L'ÉDITORIAL DE PAWOLA NONM (DÉCEMBRE 2003)

"Quel sera l'avenir de notre peuple ? Telle est la question qui interpelle tous les Guadeloupéens. Le 7 décembre est un hold-up politique orchestré par le pouvoir français, avec la complicité de tous ceux qui croient nous éclairer en nous disant : c'est oui ou non ! Le peuple se doit de refuser de participer à un faux choix sur son avenir !"

TRAVAYE É PÉYIZAN (MPTPG) (2) :
"NOUS REFUSONS DE PARTICIPER À CETTE MASCARADE"

« Ceux qui sollicitent les suffrages des travailleurs et du peuple guadeloupéens vont-ils leur expliquer avant le vote ce que c'est que

(1) Mouvement créé dans la mouvance de l'UGTG lors du combat pour le "27 mai" avec Michel Madassamy, en 2001.

(2) MPTPG : Mouvement pour un parti des travailleurs et des paysans de Guadeloupe, constitué en 1998, adhérent à l'Entente internationale. Il regroupe des militants de diverses tendances sur une charte en quatre points (en particulier, le combat pour l'indépendance nationale), dont les militants de la IV^e Internationale.

rendre les “entreprises guadeloupéennes compétitives” dans le cadre de la “coopération régionale” ? Les pays de la Caraïbe (Haïti, République dominicaine, Dominique...) sont souvent cités comme références négatives pour amener les travailleurs et le peuple guadeloupéens à accepter la “baisse du coût du travail”, les sacrifices en tous genres, le dialogue social contre l’indépendance des syndicats... C’est aussi pour faire accepter aux travailleurs de ces pays la situation qui leur est imposée : bas salaires, limitation du droit syndical, tourisme sexuel...

C’est pour combattre cette situation que le DTU et le NWU de la Dominique, l’AOP de Martinique et le MPTPG de Guadeloupe (avec le soutien de l’UGTG) ont organisé la Conférence Caraïbe, les 12 et 13 décembre 2002, *“pour le droit des peuples de la Caraïbe à disposer d’eux-mêmes, contre la déréglementation, pour la défense et la reconquête des droits ouvriers, pour l’indépendance des syndicats, contre l’ALCA et les accords de libre-échange”*. »

EN 1971, 15 ORGANISATIONS DE GUADELOUPE, DE MARTINIQUE, DE LA RÉUNION ET DE GUYANE ADOPTAIENT LA “CONVENTION DE MORNE-ROUGE”, QUI DISAIT :

« Nul ne peut disposer d’eux, par aucun artifice juridique ; ce sont les peuples eux-mêmes, qui, démocratiquement, en toute souveraineté, détermineront leur destin... Les institutions à venir de ces peuples ne sauraient être déterminées que par ces peuples eux-mêmes et par ces peuples seuls, selon le processus démocratique qui sera exposé ci-après.

Le pouvoir colonial responsable de cette faillite annonce sa décision d’élaborer lui-

même un projet aménageant le statut et de consulter les conseils généraux sur ce point.

Les partis et les organisations de la convention de Morne-Rouge considèrent que le droit de leur peuple à l’autodétermination ne peut s’exercer actuellement que par le moyen libre et démocratique, au suffrage universel, d’une Assemblée ayant pour but l’élaboration du nouveau statut du pays. »

**DÉCLARATION DU MPTPG
APRÈS LE 7 DÉCEMBRE 2003**

« Les travailleurs, la jeunesse, le peuple de Guadeloupe, par l’abstention et le vote non massif, ont infligé un camouflet aux élus politiques de tous bords, gauches, droites, nationalistes, ex-indépendantistes, et ont lancé un sérieux avertissement au gouvernement colonialiste français (...).

Nous, militants du MPTPG, qui avons appelé à *“ne pas participer à cette mascarade”*, affirmons :

- que le peuple guadeloupéen, par son attitude lors de cette consultation, a refusé de s’associer à la destruction des droits sociaux des travailleurs et à ce déni de démocratie ;

- que c’est un cinglant désaveu de la classe politique en place ;

- que l’avenir du peuple guadeloupéen ne sera décidé ni en France par le gouvernement colonial, ni à Bruxelles par l’Union européenne, ni à Washington par l’impérialisme américain, qui, tous, sont à la solde du grand capital.

Nous, militants du MPTPG, affirmons notre attachement au droit de notre peuple à l’autodétermination. Ce qui ne peut être obtenu que :

- par l’élection d’une Assemblée nationale souveraine responsable devant notre

Quelques repères

La Guadeloupe comme la Martinique sont un archipel et une île de la Caraïbe, de 1 800 km² et de 1 100 km², comptant ensemble environ un million d’habitants et situés à plus de 7 000 km de la France.

À l’origine, peuplées d’Amérindiens (Caraïbes et Arawaks, ceux-ci furent massacrés par les colonisateurs venus d’Europe).

Ensuite, vint l’esclavage, avec le marché triangulaire de nos ancêtres arrachés d’Afrique, qui a contribué à l’enrichissement des barbares d’Europe, et notamment de France.

Nos pays sont peuplés à plus de 90 % de Noirs et d’habitants d’origine indienne (les Indiens sont arrivés après l’abolition définitive de l’esclavage pour remplacer les anciens esclaves sur les plantations qui parlent la langue créole).

Le gouvernement français, par une loi d’assimilation, a décidé depuis 1946 que nos pays étaient départements français.

Aujourd’hui, nous sommes Européens et, de surcroît, appartenons à l’Europe tropicale.

peuple et notre peuple seul, et dans le cadre du combat pour l'unité des peuples de la Caraïbe ;
— par la lutte acharnée pour la défense de l'indépendance syndicale.

Nous, militants du MPTPG, appelons les travailleurs et le peuple guadeloupéens à poursuivre leur mobilisation pour combattre les attaques contenues dans la régionalisation-décentralisation prônée par les adeptes du oui et du non. »

LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

La situation politique et sociale au plan international connaît de nouveaux développements, qui risquent d'avoir des conséquences importantes dans notre région, que l'impérialisme américain considère comme son jardin, dans les mois, voire les semaines à venir.

Dans une situation où il ne reste plus que trois pays gros fournisseurs d'hydrocarbures échappant encore à la mainmise de l'impérialisme américain, nous comprenons l'intervention de ce dernier pour disloquer la nation algérienne, la nation mexicaine, la nation vénézuélienne, avec, pour cette dernière, l'imminence d'un coup d'Etat.

C'est dans ce contexte qu'il faut relier :

- la situation dans les dernières colonies françaises des Amériques ;
- la situation de bouleversements qui se développe en Haïti ;
- les événements en cours à la République dominicaine.

(Nous reviendrons dans un prochain article sur la situation en Haïti et en République dominicaine.)

POUR LA FÉDÉRATION DES RÉPUBLIQUES LIBRES DE LA CARAÏBE

L'ALCA est l'élargissement de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA) à tout le continent et à la Caraïbe, avec toutes les conséquences de privatisation, de déréglementation, de régression sociale, etc.

C'est une menace terrible contre l'unité et la souveraineté de toutes les nations de la Caraïbe et du continent américain.

Nous voyons avec horreur le génocide contre le peuple irakien sous les bombes, les missiles et les chars anglo-américains.

Les conséquences de cette guerre s'expriment de façon immédiate et terrible dans

notre région : le gouvernement des Etats-Unis exige d'accélérer la mise en place de la zone de libre-échange des Amériques (FTAA-ALCA).

L'ALCA est un plan de guerre contre la souveraineté des peuples.

En conséquence, les travailleurs, les organisations ouvrières et les peuples de la Caraïbe, de l'Amérique latine et de l'Amérique du Nord ont engagé le combat contre l'ALCA.

CONFÉRENCE CONTRE L'ALCA TENUE À LA DOMINIQUE (OCTOBRE 2003)

Les syndicats DTU, NWU, WAWU, de la Dominique, ont organisé une conférence régionale contre l'ALCA. Les organisations ont adopté une résolution, qui dit pour l'essentiel :

“Les délégués des syndicats et les représentants d'organisations de travailleurs de Guadeloupe et de Martinique, des 6 pays anglophones et francophones, réunis à la Dominique (...), décident de dire un non catégorique au traité américain de libre-échange.

Le FTAA rendra les riches plus riches et accroîtra la pauvreté dans tout l'hémisphère.

En outre, nous décidons d'informer ainsi nos gouvernements de la position de nos organisations ouvrières en ce qui concerne le FTAA.”

EXTRAITS DE L'INTERVENTION DES DÉLÉGUÉS CARIBÉENS À LA CONFÉRENCE CONTINENTALE, LES 12 ET 13 DÉCEMBRE 2003, À SAO PAULO

« Nous sommes menacés par l'ALCA, c'est sûr ; mais comme nous sommes “Européens”, eh bien, l'Union européenne engendre les mêmes méfaits que l'ALCA. Les gouvernements européens sont à la solde du grand capital et appliquent les directives de Maastricht-Amsterdam (...).

En Europe, le FMI utilise les mêmes moyens à travers la régionalisation. En ce sens, le gouvernement français a organisé, le 7 décembre dernier, une consultation électorale en Guadeloupe, où la grande majorité des élus locaux et politiciens à la disposition de l'Etat colonial français avait oublié ses querelles pour appeler à voter oui. Oui à la régionalisation européenne détruisant les nations. **Mais le peuple a montré clairement son rejet. Pour notre part, nous considérons que, sans l'unité économique de nos peuples dans la région, nous ne pourrions pas com-**

battre efficacement contre l'appétit des multinationales. Le capitalisme ne s'humanise pas ! Il se combat. »

**À PROPOS DU FORUM SOCIAL CARIBÉEN
PRÉVU EN MARTINIQUE EN MAI 2005**

Une entreprise de promotion de l'Union européenne dans la région caraïbe et de désintégration de l'indépendance syndicale.

Du 23 au 27 mai 2005, aura lieu en Martinique un forum social caribéen ayant l'ambition d'accueillir 50 000 participants venus de la Caraïbe et du monde entier. Un comité d'initiative martiniquais s'est constitué, piloté par l'association ATTAC, avec la participation active du groupe Révolution socialiste, membre d'une organisation internationale se réclamant du trotskysme. L'homologue brésilien du GRS est l'organisation Démocratie socialiste, qui intervient à l'intérieur du Parti des travailleurs et a été à l'instigation de la "démocratie participative" mise en œuvre à Porto Alegre, et dont un dirigeant, Rossetto, est actuellement ministre de l'Agriculture du gouvernement Lula.

**EXTRAITS DE L'ÉDITORIAL
DE PAWOL À NONM (DÉCEMBRE 2003)**

"Nous sommes Caribéens !!!!!!!!!!"

"Nous tous, Caribéens, nous devons reprendre le flambeau déposé il y a un demi-siècle par nos aînés (ex. Rémy Nainsouta).

Nous devons repartir à la construction d'une Caraïbe régénérée, revivifiée, rajeunie tout bonnement.

Lorsqu'en effet, l'Union européenne se construit en jetant par-dessus bord les anciens accords de Lomé, qui accordaient une certaine préférence aux produits ACP (Afrique-Caraïbe-Pacifique), comment ne pas s'interroger sur le sens réel à donner au développement économique de la Caraïbe ?

Il s'agit donc de fonder un nouvel ensemble économique, qui s'appuie sur les atouts et les handicaps d'un vaste regroupement des Bahamas à Trinidad. Les questions des particularismes liés au système propre à chaque île et archipel peuvent être surmontées dès lors que la spécificité insulaire ainsi que l'identité historique et culturelle seront considérées comme les pivots de la construction commune.

Politiquement, notre avenir repose sur une fédération ou une union des Etats de la Ca-

raïbe. C'est seulement cette initiative qui fonde toute perspective de rapprochement avec tout autre grand ensemble (ou sous-ensemble) à l'échelle de la planète. Pour la réaliser, il nous faut maintenant un grand bond en avant !

Notre tâche immédiate, à nous Guadeloupéens, vis-à-vis de l'histoire de la Caraïbe, c'est de construire le pouvoir politique indépendant, qui échappe chez nous, mais aussi chez les autres Antillais de Guyane et de la Martinique, à la grande famille caribéenne.

Pour une Caraïbe indépendante et libre !!!!!!!!!!"

Fò Gwadeloup endependan è lib !!!!!!!!!!"

TRIBUNE LIBRE DES CARAÏBES : L'ATPC

« L'ATPC a été créée le 13 décembre 2002, suite à une conférence qui s'est tenue en Guadeloupe les 12 et 13 décembre 2002, à laquelle ont participé des délégués de neuf organisations syndicales, politiques et du monde associatif de cinq pays de la Caraïbe, de même que des délégations du Mexique et des Etats-Unis.

Autour des grands thèmes :

— la lutte contre l'impérialisme et la mondialisation ;

— le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

— l'indépendance syndicale ;

— la lutte contre la répression syndicale ;

— la continuité de la lutte pour la souveraineté nationale et l'indépendance des peuples.

L'analyse de tous ces points dégage la nécessité de mettre en place une organisation qui soit un lieu de concertation, d'échanges et d'actions concrètes pour les militants et les organisations des pays de la Caraïbe.

Tribune libre des Caraïbes tâchera d'être le support écrit de ce lieu d'échanges.

Nous pensons qu'avec les nouveaux développements de la situation dans la région, l'Union ou la Fédération des républiques libres de la Caraïbe s'avère une nécessité immédiate.

Ainsi, la deuxième Conférence Caraïbe, prévue pour décembre 2004, "pour le droit à l'autodétermination de nos peuples, pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, contre l'ALCA et l'Union européenne, contre la guerre, contre toute intervention militaire au Venezuela, en Haïti, à Cuba, etc.", prend tout son sens. »

Robert Stéphan

Portugal : trente ans après la révolution

Par Andreu Camps

Le 25 avril 1974, la révolution éclatait au Portugal. Il y a trente ans, une dictature vieille de 50 ans tombait. A cette époque, la chute de ce régime déclenchait une révolution d'une ampleur internationale, notamment en Europe.

Cette révolution a été une révolution prolétarienne. Les masses ont démantelé la dictature salazariste, ont entrepris un mouvement qu'elles ont caractérisé d'assainissement et ont imposé toute une série de conquêtes, même si la classe ouvrière n'a pas réussi à mener jusqu'au bout le processus révolutionnaire et à instaurer un gouvernement ouvrier et paysan du fait de la politique suivie par la direction du principal parti, le PCP. Nous y reviendrons. Mais les masses, les travailleurs et les paysans ont imposé entre autres la nationalisation de 75 % de l'économie, la réforme agraire, l'instauration dans les usines et les établissements publics de commissions de travailleurs, la mise en place d'un enseignement et d'une santé publics, gratuits et obligatoires, et toute une série de conquêtes, qui, même si c'est de manière limitée, ont été inscrites dans la Constitution.

Le caractère prolétarien de cette révolution a été dès le début caractérisé comme tel par l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Nous reviendrons également sur ce point.

Trente ans après, les effets de cette révolution restent encore inscrits dans la conscience des masses, dans le rapport entre les classes sociales et même dans la Constitution issue de cette révolution.

En effet, en 1976, l'Assemblée constituante élue a adopté une Constitution, qui, même de manière limitée, inscrivait dans ses articles des aspirations et exigences majeures de la classe ouvrière et de la paysannerie, notamment la réforme agraire, l'enseignement public, laïque, obligatoire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les droits démocratiques et d'organisation, donc la liberté des partis et des syndicats. Elle instaurait aussi l'existence légale de commissions de travailleurs dans les usines et bien d'autres mesures ouvrières et démocratiques.

La révolution d'avril 1974 a démantelé l'Etat dictatorial et instauré un régime parlementaire, où le pouvoir était concentré dans l'Assemblée de la République. La révolution d'avril a permis aussi l'accès à l'indépendance des colonies (l'Angola, le Mozambique, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Timor...). Cette révolution, qui a eu

comme principal effet, du point de vue économique, la nationalisation de 75 % des entreprises du pays, a ouvert une nouvelle période de l'existence du Portugal comme nation.

Le Portugal, une des plus vieilles nations d'Europe, était au bord de l'effondrement, après cinquante ans de dictature. La longue guerre coloniale, notamment en Angola, au Mozambique et au Cap-Vert, avait épuisé les ressources de l'Etat portugais et, notamment, aurait condamné la jeunesse à des souffrances sans limites. Pour fuir la guerre, des centaines de milliers de jeunes Portugais ont pris le chemin de l'émigration, vidant la nation de ses forces vives.

La révolution de 1974 a signifié un sursaut, un bouleversement total. Malgré le caractère nettement prolétarien de la révolution, elle n'a pas réussi à instaurer un gouvernement ouvrier et paysan. Les conséquences de cette révolution ont été suffisantes pour modifier le cours de l'histoire de la nation portugaise.

Mais la révolution au Portugal a ouvert la voie à la révolution prolétarienne en Europe, et tout d'abord en Espagne. En effet, l'Espagne vivait depuis la guerre civile de 1936-1939 sous le joug d'une dictature féroce, alliée de la dictature portugaise. Mais le régime franquiste vivait ses derniers moments.

Depuis 1970, année qui a connu le premier mouvement politique généralisé en Espagne contre les procès des militants de l'ETA (procès de Burgos), qui a imposé un recul au régime franquiste, le mouvement ouvrier, le mouvement d'émancipation du peuple, malgré l'illégalité et la clandestinité, a mis en échec systématiquement la dictature et ses activités.

La révolution au Portugal a donc été vécue comme la première étape d'une révolution qui devait en connaître une autre, avec la chute de Franco.

Les perspectives de la révolution portugaise étaient en ce sens liées à l'éclatement de la révolution en Espagne. Cette révolution a commencé à bouleverser l'équilibre mondial de la contre-révolution. C'est pour cela que l'impérialisme américain, en accord avec la bureaucratie du Kremlin et toutes les forces de la réaction, a mis en place un dispositif pour, d'un côté, essayer de canaliser et de détourner la profonde révolution qui a secoué le Portugal, et, de l'autre, tenter d'empêcher que la mort annoncée de Franco puisse être le déclencheur d'une explosion révolutionnaire en Espagne.

L'instrument majeur pour détourner la révolution portugaise a été l'appareil du Parti communiste portugais, même si la profondeur de la révolution a surpris les hauts sommets de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie du Kremlin.

L'hebdomadaire français *Le Point* disait notamment : *“La révolution portugaise, a pu écrire un journaliste, est un accident qui n'était pas inclus dans les prévisions des spécialistes soviétiques (...). Il n'empêche qu'elle doit désormais s'écouler dans les règles d'or non écrites, qui déterminent probablement la nouvelle stratégie des PC en Europe (...). L'impératif : ne rien faire qui puisse compromettre la détente. L'Europe occidentale doit rester dans la mouvance atlantique. Il ne faut pas que la moindre fausse manœuvre, la moindre tension réveille les Etats-Unis.”*

La bureaucratie du Kremlin imposait ainsi aux dirigeants du PCP l'unité avec les forces politiques qui, à partir de l'armée portugaise, essayaient d'écraser la révolution, notamment avec le général Spínola, qui s'est mis à la tête d'un gouvernement provisoire pour tenter d'enrayer le mouvement des masses déjà déclenché.

Trente ans après, bien que la Constitution portugaise ait subi sept réformes successives, elle reste contradictoire avec les desseins de l'impérialisme, ses exigences, et notamment les institutions et les directives de l'Union européenne.

C'est pour cela que, ces derniers mois, au moment où le projet de Constitution de Giscard est en discussion même si pour l'instant elle est au point mort, au Portugal, il a été à juste titre considéré que l'actuelle Constitution portugaise devait subir une profonde modification, qui impliquerait un changement de régime, pour l'adapter à la Constitution européenne.

En 1974, la IV^e Internationale est intervenue dans le processus de la révolution sur la voie du combat pour la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, et pour la rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Nous publions dans ce premier dossier la résolution adoptée le 6 mai 1974 par le Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais (pour la reconstruction de la IV^e Internationale).

Dans le processus révolutionnaire, la jonction a été faite entre ces militants trotskystes et un secteur de militants du Parti socialiste qui n'ont pas accepté la voie de la capitulation imposée par Mario Soares, à l'époque secrétaire du Parti socialiste, capitulation face aux exigences du FMI et de l'ordre bourgeois, qui ont imposé l'adoption d'un plan d'austérité.

Cette jonction a donné lieu à la constitution du Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS), section de la IV^e Internationale. Ce parti, produit du processus révolutionnaire et de l'action de la IV^e Internationale, a combattu pendant ces trente ans en prenant comme référence la défense des conquêtes de la révolution d'avril 1974.

Aujourd'hui, cette défense se combine avec le combat pour la reconquête des acquis d'avril qui ont été perdus (réforme agraire, nationalisation des grandes entreprises, etc.).

Le dossier que nous présentons dans ce numéro de *La Vérité* se concentre sur la réponse aux questions centrales qui étaient posées au début de la révolution : quel est le caractère de la révolution ? Qu'était le MFA et quelle était sa politique ? Quelle était la voie pour le gouvernement ouvrier et paysan ? Quelle était la politique de la principale force organisée dans le mouvement ouvrier, le Parti communiste portugais ? Quels débats cela a-t-il soulevé parmi les organisations qui se réclamaient à l'époque de la IV^e Internationale ?

Nous aurons l'occasion, dans les prochains numéros de *La Vérité*, de développer d'autres questions essentielles dans le processus révolutionnaire, et notamment de revenir sur l'actualité de la révolution d'avril et le combat pour la défense des conquêtes et pour la reconquête des acquis d'avril.

SUR LE CARACTÈRE DE LA RÉVOLUTION D'AVRIL

Depuis le 25 avril 1974, les représentants de la bourgeoisie, mais aussi les dirigeants stalinien et sociaux-démocrates, relayés à l'époque par les responsables du Secrétariat unifié, notamment Ernest Mandel, ont refusé de reconnaître le caractère prolétarien de la révolution. Ainsi, Mandel disait :

“La crise au sein de la bourgeoisie, avec le développement du capital financier favorable à une modernisation des structures économiques et sociales, secteurs représentés, par exemple, par le trust CUF et le banquier Antonio Champalimaud, a provoqué le coup d'Etat” (résolution adoptée par le Secrétariat unifié en juin 1974).

L'objectif évident de caractériser cette révolution comme non prolétarienne permettait de justifier la politique de détournement de la révolution que l'appareil du Kremlin imposait au PCP.

Dans une brochure éditée par l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et titrée *25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne : problèmes de la révolu-*

tion portugaise (novembre 1974), le caractère de la révolution en cours était analysé ainsi :

« “En bas”, les masses populaires des villes et des campagnes ont détruit les structures corporatistes de l'Etat salazariste. Les masses laborieuses des villes et des campagnes, à partir du 25 avril, ont ainsi amorcé le démantèlement de l'Etat bourgeois, qui s'est confondu durant un demi-siècle avec la dictature fasciste.

Nous avons vu comment, dès le 25 avril, les masses ont procédé à la destruction de la PIDE.

Signalons que le correspondant de l'AFP, visitant les locaux de la PIDE après le 25 avril, notait dans une dépêche les relations suivies et “intimes” de la police secrète de Salazar avec les polices de tous les pays et, en particulier, avec le ministère de l'Intérieur du gouvernement français et avec le FBI, qui, complaisamment, fournirent tous les renseignements demandés aux tortionnaires. Nous avons déjà vu comment les masses ont liquidé la censure. Dans ce travail méticuleux de démantèlement du corporatisme, elles sont aidées par les soldats : “Je suis passé devant le ministère des Corporations, qui faisait office de ministère du Travail sous Salazar-Caetano. Des soldats armés de fusils stationnaient devant l'immeuble. Je me suis dirigé vers l'un d'eux et lui ai demandé : “Que font les soldats dans le ministère ?” Réponse : “Nous

avons occupé l'immeuble." J'ai ajouté : "Est-ce la junte qui a donné l'ordre d'occuper ?" Dans un premier temps, le soldat n'a pas compris : "Qu'est-ce que vous dites ? — Avez-vous reçu des ordres supérieurs pour occuper le ministère ? — Non, c'est moi et les copains qui sommes entrés, et maintenant, c'est à nous, c'est au peuple."

Dans les casernes, les meetings se succèdent. Le drapeau rouge flotte sur les bâtiments. Un seul cri : en finir avec la guerre, retour au foyer ! Une partie du contingent, appuyée par les familles, refuse de s'embarquer pour les colonies. Une commission élue par les déserteurs négocie avec les représentants de la junte.

Dans les journaux, des lettres de soldats et d'officiers du contingent sont publiées : "Nous ne voulons plus de la guerre !" Au Mozambique, un matin, lors de la "parade" (salut aux couleurs), les soldats arrivent avec leurs valises, exigent d'être rapatriés immédiatement au Portugal. Un document circule dans les unités au Mozambique : arrêt de la guerre. Fraternisation avec les guérilleros.

Des soldats de l'armée coloniale écrivent au Portugal : "Envoyez-nous des tracts pour prendre contact avec le FRELIMO, nous en avons besoin pour fraterniser." Au Mozambique, à l'appel, un soldat prend la parole : "On nous dit que nous sommes le peuple en armes. Alors, puisque nous sommes le peuple en armes, c'est à nous de décider : voulons-nous rester ou partir ?" En réponse, un seul cri : "Partir !"

Dans tout le pays, les sièges des corporations fascistes sont occupés. Les manifestants proclament les syndicats libres. Dans les campagnes, les paysans pauvres et les ouvriers agricoles chassent les dirigeants corporatistes des casas do povo (maisons du peuple), institutions corporatistes. Les masses et les emprisonnés politiques contraignent à la libération de tous les prisonniers politiques, après que Spinola eut tenté d'opérer une discrimination. Les préfectures et les mairies sont "assainies". Les travailleurs procèdent à l'"assainissement", ceux de la fonction publique chassent les hauts fonctionnaires compromis avec le régime Salazar-Caetano. Dans tous les ministères, les fonction-

Quelques repères historiques

Le Portugal et l'Espagne font partie de la péninsule Ibérique, la partie la plus au sud de l'Europe. Le Portugal occupe la partie ouest de la péninsule. En 1974, le Portugal comptait 9 millions d'habitants.

— Le 28 mai 1926, un coup d'Etat militaire a imposé une dictature analogue au fascisme italien.

— En 1933, a été promulguée une Constitution corporatiste et un statut du travail fasciste.

— Le 18 mars 1939, Salazar, le dictateur portugais, signe un traité d'amitié avec Franco, qui venait de remporter la guerre civile en Espagne, appelé Pacte ibérique. Le régime de Salazar a aidé le soulèvement de Franco en Espagne contre la République. Et le général Spinola, alors jeune officier, a participé à la guerre d'Espagne du côté de Franco.

— Pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement portugais a soutenu Hitler par l'envoi d'un corps expéditionnaire, notamment en URSS, auquel participa Spinola. Après la Seconde Guerre mondiale et les accords de Yalta et de Potsdam, les impérialismes et la bureaucratie du Kremlin décidèrent de préserver les régimes de Salazar et de Franco.

— Le 4 avril 1949, le Portugal de Salazar entre dans l'OTAN.

— Le 15 décembre 1955, le Portugal de Salazar est admis à l'ONU.

— En février 1961, la guérilla commence en Angola. Quelques mois après, au Mozambique (1). C'est le début d'une longue guerre anticoloniale, qui a abouti après la révolution d'avril.

— 1968 : Marcelo Caetano devient Premier ministre en remplacement de Salazar, devenu "incapable" du fait de sa maladie.

— 22 mai 1970 : Caetano et Franco signent à Madrid un protocole additionnel au Pacte ibérique pour renforcer la collaboration de leur régime.

— Novembre 1973 : les grèves commencent dans les chantiers navals de Lisnave, qui comptent 8 500 ouvriers, plus 13 000 dans les emplois induits. C'est la plus grande concentration ouvrière du pays.

— Mars 1974 : plus de 40 entreprises sont en grève au Portugal, notamment dans le textile et dans les verreries.

— Avril 1974 : une fraction de l'armée tente un coup d'Etat qui triomphe, qui se transforme dans les heures qui suivent en révolution du fait de l'irruption des masses.

(1) En Angola, s'était constitué au début des années 1960 le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), qui a mené la lutte armée contre la métropole. Au Mozambique, s'était constitué le Front de libération du Mozambique (FRELIMO).

naires forment des commissions de délégués élus des travailleurs, qui contrôlent le fonctionnement des services. Tous les instruments représentatifs du régime sont l'un après l'autre attaqués.

«Un gendarme assiste à l'un des meetings des forces armées dans la banlieue de Lisbonne. Un travailleur, après l'avoir observé un moment, l'apostrophe : "C'est toi qui es venu m'arrêter !" Et il commence à l'injurier. Le gendarme s'enfuit.»

Les gendarmes en uniforme s'efforceront, pendant un temps, de ne pas paraître en public. L'état-major de la police rédige même des communiqués qui seront publiés dans les journaux : "La police ne s'occupera plus de réprimer. Les policiers aideront les vieillards, les enfants et les handicapés physiques à traverser les rues" ! »



« L'enjeu immédiat de toute révolution se situe au niveau de la solution que chacune des classes — exploités et exploités — apporte au problème de l'Etat. En quels termes ce problème est-il posé aujourd'hui au Portugal ?

Pour répondre à cette question, il nous faut revenir à Salazar, qui a édifié un Etat corporatiste en déclarant formellement s'inspirer de l'encyclique *Rerum Novarum*, élaborée sous le pape Léon XIII en 1891, et de *Quadragesimo Anno* (1931), sous le règne de Pie XI.

Dans la Constitution corporatiste, la grève est déclarée illégale. Les ouvriers qui se mettent en grève sont passibles d'une peine d'emprisonnement de deux à huit ans. Les syndicats "verticaux" morcellent et atomisent les ouvriers par branches d'industrie. La syndicalisation est obligatoire. La cotisation est prélevée d'office dans chaque branche. Les dirigeants et permanents des syndicats corporatistes sont désignés par les autorités salazaristes. Des groupements spéciaux organisent les "producteurs", nouvelle appellation édictée par Salazar pour remplacer le terme "patron". Les syndicats "ouvriers" salazaristes et les groupements patronaux, dénommés *gremios*, sont réunis dans les corporations, qui établissent les contrats collectifs du travail pour les soumettre à l'approbation du gouvernement. La structure corporatiste est étendue à la campagne, avec les *casas do povo* (maisons du peuple).

L'Etat salazariste est chapeauté, d'une part, par une Assemblée nationale sans pouvoir : l'article 97 de la Constitution prévoit que les membres de l'Assemblée ne peuvent prendre d'initiative législative en ce qui concerne les revenus et les dépenses de l'Etat ; et, d'autre part, par une Chambre corporatiste comprenant les représentants des autorités locales et des corporations industrielles, commerciales et religieuses, sans pouvoir législatif.

L'encadrement politique est assuré par le parti unique, la Légion portugaise et une organisation fasciste de la jeunesse salazariste. Comment Salazar a-t-il sélectionné son appareil d'Etat ? Par une loi du 21 mai 1935, il est stipulé que "personne ne pourra être nommé à un poste public civil ou militaire dans l'Etat, les organisations ou corporations, s'il ne présente pas un document certifié par son supérieur hiérarchique".

Nous savons que la PIDE représentait en dernière instance l'organisme de l'Etat procédant à toutes les nominations. Par décret-loi du 13 mai 1935, "sont suspendus, mis à retraite d'office ou révoqués ceux qui manifestent ou ont manifesté un esprit d'opposition aux principes fondamentaux de la Constitution politique ou qui ne coopèrent pas à la réalisation des plus hauts objectifs de l'Etat".

C'est ainsi que Salazar a littéralement investi de haut en bas l'Etat bourgeois. Toutes les structures, de bas en haut, de l'Etat salazariste étaient celles de l'Etat bourgeois, dominé par la PIDE, devenue une force démesurément importante d'officiers et d'informateurs.

La PIDE contrôlait, gérait tous les organes de l'appareil d'Etat. C'est ainsi que le coup d'Etat décidé pour prévenir les conséquences révolutionnaires de la crise de l'Etat salazariste, dont on a vu que Caetano "maintenait", selon ses propres paroles "la structure politique", a ouvert une situation révolutionnaire où, sur la base des contradictions multiples, sociales, politiques, intellectuelles, économiques, morales, qui ont mûri dans toutes les classes de la société au cours de la période antérieure, les masses laborieuses, concentrant leur haine contre les institutions corporatistes, ont démantelé l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. L'Etat bourgeois, que Salazar a investi durant un demi-siècle, s'identifiant à l'Etat salazariste, la destruction des structures corporatistes par l'activité des masses laborieuses fraternisant avec les soldats a entraîné un démantèlement de tous les organes de l'Etat bourgeois portugais. Toute l'histoire des révolutions est là pour l'attester : toute véritable révolution commence toujours ainsi. »

LE COMBAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Dès le début de la révolution, les militants trotskystes portugais se sont regroupés dans un Comité de liaison pour organiser leur intervention dans la révolution en cours. Le 6 mai 1974, ils adoptent une résolution, qui caractérise la révolution en cours et dessine les tâches et l'orientation du

combat pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Dans cette résolution, il est dit notamment :

« Après un demi-siècle de dictature bourgeoise salazariste ayant à peu près complètement liquidé les organisations ouvrières et démocratiques, les masses laborieuses vont tout naturellement vers les partis et organisations qu'elles considèrent comme leurs représentants devant assurer la défense de leurs intérêts.

Le Parti communiste portugais, principal parti ouvrier, s'efforce de canaliser le mouvement révolutionnaire des masses laborieuses portugaises. Les dirigeants du PCP n'ouvrent comme perspective aux masses que la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, coalition des partis ouvriers avec les partis bourgeois et les dirigeants militaires. A. Cunhal, secrétaire du PCP, vient de déclarer que "la meilleure garantie pour consolider les acquis du mouvement militaire du 25 avril et de la lutte des masses populaires est la constitution rapide d'un gouvernement provisoire. Ce gouvernement provisoire devrait être le reflet de toutes les tendances démocratiques et libérales. Non seulement notre parti est disposé à y participer, mais nous considérons que sa présence constituerait un facteur extrêmement favorable pour le renforcement et le succès définitif du mouvement démocratique."

Cunhal insiste avec force sur "l'alliance capitale, décisive, des masses populaires et du mouvement des militaires. Nous affirmons que c'est la condition fondamentale de la victoire, la seule façon de s'opposer avec succès aux tentatives contre-révolutionnaires en chaîne auxquelles il faut s'attendre."

Il faut être clair. D'où peuvent venir les tentatives contre-révolutionnaires ? Les tentatives contre-révolutionnaires ne peuvent être suscitées que dans le camp de la bourgeoisie et des gros latifundiaires, qui, durant un demi-siècle, ont soutenu la dictature corporatiste de Salazar et Caetano, défenseurs de leurs intérêts. D'où peuvent venir les tentatives contre-révolutionnaires ? De l'initiative des masses exigeant l'épuration totale, s'engageant dans la voie de la dissolution des polices ? Ou bien de ces mêmes polices qui ont torturé et assassiné des milliers d'ouvriers, de paysans et de militants, des juges qui les ont envoyés en prison et au bagne ?

Des soldats et des cadres subalternes, qui ont été expédiés par centaines de milliers dans une guerre qui n'était pas celle du peuple portugais ? Ou bien de la caste des généraux et des officiers supérieurs, qui ont conduit cette guerre coloniale ?

Il faut être clair et dire nettement quelles doivent être les forces sociales et politiques qui seraient représentées dans ce gouvernement. La

bourgeoisie ? Répétons-le : elle a donné son appui complet et total pendant 50 ans au régime salazariste. Elle refuse aujourd'hui de satisfaire les revendications. Elle cherche à préserver la propriété privée des grands moyens de production pour garantir ses profits.

Non, la bourgeoisie, aucun parti bourgeois, même s'affirmant "libéral" ou "démocrate", ne peut être représenté dans ce gouvernement provisoire si l'on veut véritablement défendre les intérêts des masses laborieuses, si l'on veut véritablement extirper complètement le principal foyer de la contre-révolution que représente la classe des bourgeois et des propriétaires fonciers.

La caste des officiers supérieurs, des amiraux et des généraux, qui ont conduit la guerre contre-révolutionnaire contre les peuples africains, expédiés les soldats du continent dans une guerre qui n'était pas la leur, devrait-elle être représentée dans ce gouvernement ? Les masses laborieuses du Portugal ne doivent pas oublier la leçon toute fraîche de la tragédie chilienne. Le général Pinochet s'est déclaré en 1970 respectueux de la Constitution et loyal au gouvernement Allende. Le général Pinochet mentait. Dans l'ombre, il organisait le coup d'Etat, qui a écrasé le peuple chilien le 11 septembre 1973. Il y a plus : avant le coup d'Etat du général Pinochet, on a dit aux soldats, aux marins et aux travailleurs : "Tranquillisez-vous ! Au gouvernement siège un général loyal et républicain, le général Prats." Sur l'injonction de Pinochet, le général Prats a démissionné du gouvernement Allende, s'est réfugié en Argentine, laissant la voie libre au coup d'Etat militaire.

Non ! Un gouvernement déclarant vouloir satisfaire les revendications et les aspirations des masses laborieuses ne saurait être un gouvernement où seraient représentées les forces sociales et politiques de la bourgeoisie portugaise, entièrement compromise dans la dictature de Salazar. La politique du PCP, qui demande un gouvernement d'union nationale, aboutit déjà à ses premières conséquences : alors que les masses laborieuses et la jeunesse tentent de prendre en main leur propre destin, dans un communiqué, la direction du PCP dénonce "les occupations de préfectures et de mairies, qui ne facilitent pas le processus de démocratisation de l'appareil administratif, mais au contraire l'entravent". Faudrait-il donc laisser en place les préfets, les maires, les hauts fonctionnaires salazaristes, pour assurer la démocratisation de l'appareil administratif ?

Avec le PCP, le Parti socialiste est en voie de reconstruction. Ses dirigeants proposent eux aussi un gouvernement d'union nationale. On sait où une telle solution a amené le malheureux Allende, dirigeant du Parti socialiste chilien. Alors, quelle est la solution conforme aux intérêts des masses laborieuses, la solution qui briserait toutes les tentatives de contre-révolution

en brisant les forces sociales, politiques et militaires de la bourgeoisie portugaise, qui cherche à garantir et à restructurer son Etat, instrument de domination et de répression au service de ses intérêts ?

Cette solution ne peut être que la constitution d'un gouvernement du PCP et du PSP, des organisations ouvrières unies, sans représentants du capital, garantissant aux travailleurs et à la jeunesse que la police, la justice, la haute administration, instruments de la dictature, seront extirpées, afin que le Portugal ne devienne pas un second Chili. Un gouvernement des organisations ouvrières unies, s'appuyant sur l'initiative organisée des masses laborieuses, de la jeunesse, des étudiants, des paysans et des ouvriers agricoles, des petits fonctionnaires, etc., prenant en main, par leurs comités élus dans les entreprises, les quartiers, les localités, les universités, les campagnes et les casernes, fédérés aux échelons local, régional et national, le contrôle de toute l'activité économique et sociale du pays.

Un tel gouvernement serait assuré de l'appui enthousiaste des masses laborieuses, qui, parce que organisées, inspireraient une crainte salutaire aux capitalistes, aux bourgeois, aux profiteurs du régime de Salazar-Caetano, leur interdisant de s'engager dans le voie de la contre-révolution. »

LA RÉVOLUTION PORTUGAISE ET LA DISCUSSION QU'ELLE A SOULEVÉE DANS LES ORGANISATIONS QUI SE RÉCLAMAIENT DE LA IV^e INTERNATIONALE

Nous avons rendu compte de la position que l'OCI, aujourd'hui CCI, section française de la IV^e Internationale, a défendue à cette époque, ainsi que le premier noyau de militants trotskystes portugais, notamment le caractère prolétarien de la révolution et aussi le rôle réel du Mouvement des forces armées (MFA).

Le caractère de la révolution et du MFA a soulevé à l'époque, et même encore aujourd'hui, de profondes divergences parmi les organisations qui se réclamaient de la IV^e Internationale. A cette époque, l'OCI (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) avait publié dans le bulletin n° 1 (nouvelle formule de *Correspondances internationales*) d'octobre 1976 un article rendant compte des différences existant avec le SU, à propos de la caractérisation du MFA :

Lexique

Le Portugal de Salazar-Caetano était une dictature corporatiste, soutenue essentiellement par l'action de la police politique, la PIDE. Sous Caetano, cet organisme a changé de nom, pour prendre celui de DGS. 200 000 personnes ont travaillé pour la PIDE, qui comptait 11 800 agents permanents.

Il y avait un parti unique, qui s'appelait l'Union nationale. Il n'y avait aucune liberté syndicale. Il y avait un syndicat unique obligatoire, contrôlé par la police politique, au sommet duquel s'étaient constitués des chambres corporatistes conjointes entre les "dirigeants syndicaux" et les patrons.

Tous les journaux étaient censurés par une commission de censure. Les ouvriers n'avaient pas droit à des congés payés et seule une partie d'entre eux avaient droit à une retraite. Une grande partie des patrons ne cotisait pas à la Sécurité sociale.

Mais le capitalisme portugais était intégré pleinement dans le capital financier international. Le plus grand trust du Portugal, la CUF (compagnie unie d'entreprises), contrôlait des entreprises de sidérurgie, de bière, les chantiers navals de Lisnave, et avait des participations dans des compagnies d'assurances et de banque, ainsi que dans la compagnie aérienne TAP.

Selon Mario Soares, dirigeant à l'époque du Parti socialiste, la CUF était associée, comme toutes les grandes entreprises portugaises, au capital étranger. Il y avait une fusion entre la grande bourgeoisie portugaise et la dictature salazariste.

« A partir de là, quelques précisions sont indispensables. Et d'abord, qu'est-ce que le MFA ? Il n'y a pas fondamentalement de solution de continuité entre Spinola et la junte, et le MFA. Le MFA est l'expression de la caste militaire d'une armée impérialiste, et par là même, comme institution, un pilier de l'Etat bourgeois. Cette armée impérialiste a été battue dans la guerre coloniale, déchirée par le coup d'Etat, et la révolution tend à la disloquer. La caste militaire hissée à la direction de l'Etat participe au désarroi général de la bourgeoisie, est traversée par des courants politiques divers. Cela ne modifie en rien sa nature de classe ! L'armée est la proie de la révolution : cela se réfracte dans la décomposition politique du MFA. Mais la dislocation de l'armée bourgeoise s'opère selon des lignes de classe : soldats, travailleurs sous l'uniforme, face au corps des officiers, dont le MFA reste l'expression. Dans cette mesure, la place politique occupée par le MFA ne tient pas à sa force, mais avant tout à la politique de collaboration de classes des directions du mouvement ouvrier.

Comme le note Informations ouvrières, n° 713, "le MFA est à l'image de la bourgeoisie portugaise, qui, depuis le 25 avril, subit échec sur échec dans sa tentative de restaurer l'Etat bourgeois démantelé. Les contradictions qui rongent l'assemblée du MFA, les rivalités implacables qui opposent en cliques les 240 officiers de tous grades qui composent cette assemblée ne sont que l'expression du fait que la bourgeoisie dirigeante, démoralisée par la révolution, n'a d'autres ressources que d'organiser le chaos politique, économique et financier, en vue de démoraliser les masses laborieuses et principalement la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, qui, depuis le 25 avril, attend du prolétariat les solutions à ses principaux problèmes".

Inversement, cette politique de collaboration de classes se concentre dans l'acceptation du rôle d'arbitre du MFA, dans la défense de son institutionnalisation, dans la relégation à un statut mineur de l'Assemblée constituante. Mais, proclament nos trois sages : "Nous n'appelons pas les travailleurs portugais à avoir la moindre confiance dans le MFA. Bien au contraire."

Alors, de quoi nous plaignons-nous ? Nous constatons d'abord que la définition, au demeurant banale et élémentaire, de la nature de classe du MFA que nous avons donnée ne se retrouve nulle part dans leur texte. Nous constatons aussi que nous pourrions remplir des pages de citations montrant que, pour des représentants variés de la majorité du Secrétariat unifié, le MFA est situé dans des limbes mystérieuses entre les classes fondamentales, que, comme institution, il est un "enjeu" de la lutte des classes. Par exemple, dans Rouge, n° 293, Daniel

Bensaïd (1) écrit : "Face à la lutte économique et à la montée des luttes, le MFA sera traversé de contradictions sans cesse plus aiguës... Son unité sera mise à mal et risque de voler en éclats, mettant à nu la ligne de front entre la bourgeoisie et le prolétariat."

Mais très dans le texte de Mandel-Maitan-Frank (2), on apprend qu'il est "extrêmement probable que la révolution portugaise suivra le modèle classique et triomphera seulement à travers la conquête du pouvoir par le prolétariat organisé en soviets, et dirigé par des marxistes-révolutionnaires, et pas du tout à travers la direction du MFA".

Même très peu probable, la possibilité théorique de la seconde hypothèse existe donc. Et cette réserve prend tout son sens si on la rapproche de l'affirmation suivante : "La réalité d'un MFA divisé, de plus en plus paralysé par la crise, trébuchant de crise en crise et incapable de maintenir une position indépendante entre les forces de plus en plus polarisées du capital et du travail."

Le MFA étant socialement indéterminé, pourrait donc basculer vers l'un ou l'autre des pôles sociaux. On comprend mieux pourquoi il a fallu à la majorité du SU non seulement l'évidence aveuglante de la situation existant après le 11 mars, mais le double label du MFA et du PCP sur des "comités de travailleurs" pour qu'elle commence à se soucier de l'existence d'organismes de caractère présoviétique ou soviétique.

Les articles de Gerry Foley (3) dans Intercontinental Press (21 au 28 juillet) constituent à ce sujet la cible de violentes attaques des "trois". Nous ne voulons pas nous substituer à G. Foley pour leur répondre comme il l'entend. Mais il est nécessaire de remarquer, pour la clarté de la discussion, que ses positions sont outrageusement défigurées. Parce que G. Foley constate — comme d'autres observateurs — que, dans le cours de l'offensive pour la dissolution de l'Assemblée constituante, des manifestations minoritaires comme celle du 16 juillet ne sont en rien l'expression du mouvement profond de la classe ouvrière, on l'accuse de s'opposer à la formation des soviets ; parce qu'il reprend la formulation de Trotsky sur le rôle des soviets comme organismes de front unique, il est supposé demander la permission de Soares et de Cunhal pour engager la lutte en faveur d'organismes soviétiques ! »

(1) Bensaïd, dirigeant à l'époque et aujourd'hui de la LCR (France) et du SU.

(2) Mandel, Maitan et Frank, dirigeants à l'époque du Secrétariat unifié.

(3) Gerry Foley, responsable à l'époque du SWP (Etats-Unis), organisation fraternelle du SU.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE S'ORGANISE : LA MARCHÉ VERS LES COMITÉS ET LES ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS

Nous publions des extraits d'un chapitre de la brochure, citée ci-dessus, *Le 25 avril, la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne*, sur le mouvement de constitution de comités et des commissions de délégués.

« Dans les premiers jours suivant le 25 avril, dans tout le pays, les travailleurs présentent leurs revendications. Dans de nombreux secteurs, les patrons et les directions cèdent, sans qu'il soit même nécessaire de débattre. Ainsi, dans les banques, les directions donnent satisfaction aux revendications, sans grève. Les employés de banque organisent des piquets de contrôle sur les aéroports pour interdire la fuite des capitaux ; ils élisent leurs représentants, qui constituent les commissions des délégués élus des travailleurs des banques. C'est ainsi que, le 14 mai, les travailleurs de la Banco do Portugal exigent, en même temps que l'assainissement de la direction, la nationalisation de la banque. Voici la relation, rédigée sur place, des événements dans la première vague de luttes jusqu'au 29 mai :

“Nul doute que c'est bien la révolution prolétarienne qui est en marche. Nul doute non plus qu'aussi bien la bourgeoisie que les appareils sont décidés à tout mettre en œuvre pour faire refluer les masses le plus vite possible.

La participation du PS et surtout celle du PC au gouvernement, dans la mesure même où le PS sans le PC ne pouvait jouer un rôle effectif au sein du gouvernement, dans les conditions actuelles — et dans les termes où cela s'est fait : Cunhal, ministre sans portefeuille, suit dans la hiérarchie le Premier ministre ; Avelino Gonçalves est ministre du Travail —, donne la mesure de la radicalisation des masses comme de la volonté des appareils de prendre directement en charge la tâche de les repousser en arrière, au risque d'avoir à s'opposer frontalement à leur mouvement, et ainsi de provoquer des déchirements majeurs en leur propre sein.

Le mouvement qui s'était dessiné depuis le 25 avril n'a fait que s'étendre et s'élargir. Partout, aussi bien dans les villes que dans les

campagnes, les travailleurs, même dans leurs fractions les plus arriérées et “retardées”, se réunissent, expulsent les directions haïes, élaborent leurs revendications (6 000 escudos minimum, 40 heures, 13^e mois, un mois de vacances payé avec une prime de vacances supplémentaire, expulsion et souvent exigence du châtiment des directeurs et chefs fascistes, très souvent aussi l'exigence de la fin immédiate de la guerre, du retour du contingent et de “pas un soldat, pas un sou de plus pour la guerre”, etc.) (...).

Le mouvement vers la dualité de pouvoir s'est organisé après le 25 avril au niveau des localités. Dans les *Juntas de Freguesias* (organismes de l'Etat corporatiste qui administrent le village ou l'arrondissement dans les villes — NDLR), dans les municipalités, les travailleurs ont expulsé les administrateurs et les maires, exigé la destitution des préfets — ce qui a été fait. A leur place, ils ont élu leurs propres représentants.

Ce mouvement est stoppé en ce moment par l'empressement de la junte, d'un côté, à “légaliser” les administrateurs et maires élus par les travailleurs, et, de l'autre, à nommer d'elle-même, là où elle le peut, les nouveaux préfets, maires et administrateurs.

Par-ci, par-là, notamment dans la fonction publique, les banques, les hôpitaux, les caisses de prévoyance, etc., pour éviter que ne se créent des structures de contrôle des travailleurs sur l'entreprise, le bureau ou le ministère, la junte a nommé d'en haut des représentants ou couvre de son autorité les anciens administrateurs.

Dans bien des cas, les travailleurs ont cependant élu des conseils de gestion (l'initiative du nom appartient, bien entendu, aux dirigeants du PCP), qui coexistent avec les représentants de la junte.

Dans les caisses de prévoyance, à Porto, par exemple, les travailleurs ont désapprouvé les nominations par la junte et décidé d'élire des commissions de caisse, qui, sans aucune fonction de collaboration ou de contrôle avec les directions, resteront vigilantes pour la défense des intérêts des travailleurs ; il était prévu que ces commissions deviennent les organes de défense et de représentativité des travailleurs, autonomes et sans aucun compromis avec les directions.” »

**Dossier préparé par Andreu Camps
(février 2004)**

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos : 33 euros.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité*,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Une contribution au bilan de la IV^e Internationale aux Etats-Unis

Par Alan Benjamin

Cet article ne se prétend pas histoire officielle de la IV^e Internationale aux Etats-Unis. C'est plutôt une tentative d'éclairer quelques-uns des principaux moments et quelques-unes des principales questions politiques qui marquent l'histoire de la IV^e Internationale aux Etats-Unis. On la considérera comme une contribution à un nécessaire bilan plus complet de notre mouvement dans ce pays. En même temps, cette contribution vise à retracer la continuité révolutionnaire de Socialist Organizer, qui concentre aujourd'hui les meilleures traditions de la IV^e Internationale aux Etats-Unis.

LE SWP ET LA IV^e INTERNATIONALE APRÈS LA GUERRE

Contrairement à la plupart des sections de la IV^e Internationale — décimées par la guerre, et dont les principaux membres dirigeants ont été tués sur les champs de bataille, dans les camps ou dans les chambres à gaz —, le SWP est sorti de la guerre relativement indemne.

De nombreux livres ont été écrits sur la IV^e Internationale durant la guerre. Je n'entends pas raconter à nouveau cette riche et courageuse histoire. Il suffit de rappeler que la IV^e Internationale est sortie de la guerre extrêmement affaiblie numériquement — et, bien sûr, privée de son dirigeant historique et fondateur, Léon Trotsky, assassiné le 21 août 1940 à l'aube même de la guerre par l'un des hommes de main de Staline.

Le SWP est sorti de la guerre avec bien plus de 1 500 membres. Devenu l'une des plus importantes (sinon la plus importante) sections de la IV^e Internationale, il disposait d'un enracinement profond dans la classe ouvrière et parmi les travailleurs noirs dans la plupart des grandes villes dans tout le pays.

C'était le parti de James P. Cannon. James P. Cannon avait été un dirigeant historique du Parti socialiste, puis du Parti communiste, dans leurs premières années. En 1928, il avait obtenu par hasard une copie de la critique du programme de Staline rédigée par Trotsky. Il l'avait lue, s'était trouvé en accord avec elle et devint par la suite l'un des fondateurs de l'Op-

position de gauche internationale, puis de la IV^e Internationale.

Le SWP était le parti qui avait dirigé la grève générale de Minneapolis en 1934 et joué un rôle central dans la grève générale de Toledo, en 1934, et dans les luttes ouvrières qui marquèrent les principales villes du pays dans les années de la Grande Dépression. C'était le parti qui avait dirigé la bataille pour l'organisation syndicale des conducteurs de camions, qui se conclut par la création du syndicat des teamsters.

C'était le parti qui avait attiré à lui quelques-uns des grands intellectuels noirs de l'époque, parmi lesquels CLR James (auteur des *Jacobins noirs*).

Le SWP était le parti vers lequel Trotsky s'était tourné afin d'obtenir son soutien lorsqu'il avait voulu faire adopter le programme de fondation de la IV^e Internationale, c'est-à-dire le *Programme de transition* (Trotsky avait demandé à Cannon et à la direction du SWP d'adopter eux-mêmes ce programme au congrès du SWP avant même qu'il ne fut soumis au congrès de fondation de la IV^e Internationale en 1938).

Qui plus est : le SWP était le parti qui avait été traduit en justice pour "sédition" lors des honteux procès de Minneapolis, le SWP étant accusé d'avoir soutenu son programme et ses convictions socialistes. Cannon et 17 autres dirigeants du parti furent jetés en prison pour 18 mois, juste au moment où la Seconde Guerre mondiale allait éclater. Le témoignage de Cannon lors de ce procès fut ultérieurement publié dans une brochure, sous le titre "*Socialism on Trial*" (1).

Pour toutes ces raisons et pour d'autres encore, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les militants de la IV^e Internationale dans tous les pays tournaient leurs regards vers le SWP, attendant de lui qu'il joue un rôle dirigeant dans la construction et le renforcement de la IV^e Internationale.

Mais la préparation, puis la tenue même du II^e Congrès mondial de la IV^e Internationale devaient révéler pour la première fois des problèmes politiques majeurs de fonctionnement de la IV^e Internationale, et des problèmes aussi dans la façon dont le SWP concevait sa responsabilité directe dans la construction de la IV^e Internationale.

Le II^e Congrès mondial se tint en 1948, dix années environ après le congrès de fon-

dation de la IV^e Internationale. Et pas n'importe quelles dix années ! Durant cette période, le monde avait été bouleversé par les guerres et les révolutions.

Les luttes révolutionnaires de masse qui avaient suivi la guerre n'avaient pas débouché sur des révolutions prolétariennes victorieuses dans les pays européens avancés. Mais la guerre, comme Trotsky l'avait prévu, avait ouvert la voie à de puissantes mobilisations révolutionnaires dans toute l'Europe. Ce n'est que grâce aux appareils traîtres du mouvement ouvrier — sociaux-démocrates et particulièrement les stali-niens — que le capital put ne pas sombrer.

Le capitalisme fut donc sauvé. Mais les luttes de masse des travailleurs à travers toute l'Europe eurent pour résultat d'arracher des victoires majeures pour la classe ouvrière : systèmes nationaux de santé publique, systèmes d'instruction publique de masse, de transports de masse, et plus généralement de l'ensemble des services publics et des programmes de protection sociale dans tous les domaines. La classe dominante fut contrainte de faire ces concessions, afin de préserver le capitalisme soumis à l'assaut de millions de travailleurs. (Force est de constater que toutes ces conquêtes de la période d'immédiat après-guerre sont précisément aujourd'hui sous le couperet de la politique de l'Europe de Maastricht. Car ces conquêtes ne sont plus compatibles avec l'orientation générale du système capitaliste en décomposition, qui, pour continuer à extraire coûte que coûte de la plus-value à l'heure de la prétendue "mondialisation", cherche à détruire toutes les conquêtes sociales et démocratiques.)

Dans l'ensemble, les sections de la IV^e Internationale en Europe n'étaient pas politiquement préparées à cette vague de soulèvements révolutionnaires d'après la guerre. Elles croyaient que les partis de masse sociaux-démocrates et stalinien avaient été à ce point discrédités par leur politique traître avant et durant la guerre que les masses les contourneraient et s'orienteraient directement vers la IV^e Internationale.

Bien sûr, ce n'est pas ainsi que les choses se sont déroulées. Durant cette période de bouleversements révolution-

(1) "*Le socialisme en procès*", publié dans les n^{os} 10 et 11 (nouvelle série) de *La Vérité*, en 1994.

naires, le mouvement de la classe ouvrière a gonflé les rangs des partis sociaux-démocrates et staliniens, cherchant à faire prévaloir ses exigences à travers ses organisations historiques. En dépit de toute son histoire de trahisons, le stalinisme émergea de la guerre avec un grand prestige, puisant un crédit renouvelé dans la résistance de masse opposée par les travailleurs de l'URSS aux armées nazies, résistance symbolisée en particulier par la bataille de Stalingrad. (Bien sûr, c'est la défense par les masses soviétiques des conquêtes d'Octobre, et particulièrement de la propriété d'Etat des moyens de production, qui avait permis la victoire sur Hitler. C'est cette résistance et non un quelconque "nationalisme" russe ou une quelconque affection populaire pour Staline qui avait permis la défaite du nazisme. Staline, lui, non seulement était méprisé, mais il avait même exécuté les principaux généraux de son armée juste avant la guerre, considérant qu'il ne pouvait plus avoir confiance en eux, et laissant de ce fait l'Etat ouvrier soviétique vulnérable aux invasions ennemies.)

Mais, comme l'a souligné en maintes occasions Pierre Lambert (qui, jeune travailleur, a rejoint le mouvement pour la IV^e Internationale en France en 1936 et demeure aujourd'hui l'un des dirigeants de la IV^e Internationale), les sections de la IV^e Internationale après la guerre — y compris la section française — étaient politiquement désorientées. Elles n'avaient pas assimilé la méthode marxiste de Lénine et de Trotsky, en particulier leur affirmation selon laquelle les masses, dans la première phase de leur mouvement révolutionnaire, cherchaient les moyens les plus "économiques" de la lutte — c'est-à-dire qu'elles se tourneraient toujours du côté de leurs organisations traditionnelles, pour les charger de leurs exigences et aspirations révolutionnaires.

Cette incapacité à assimiler cette leçon fondamentale du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière contribua à démoraliser de larges secteurs de la direction et des militants de la IV^e Internationale. Les masses n'étaient pas venues frapper à la porte de la IV^e Internationale dans l'immédiat après-guerre, contrairement à ce que beaucoup avaient pourtant prévu. Peut-être, s'interrogèrent certains, notre programme ne correspondait-il plus aux besoins de la lutte révolutionnaire pour le socialisme ?

Un autre débat important surgit à l'intérieur de la direction de la IV^e Internationale après la guerre. Munis, l'un des dirigeants de la section espagnole, reprocha à Cannon et au SWP les déclarations faites lors des procès de Minneapolis. Munis accusa Cannon de nourrir des illusions dans la démocratie bourgeoise en utilisant cette tribune pour populariser ses idées socialistes.

Une pleine et patiente discussion interne aurait été nécessaire pour assimiler pleinement, sur la base du programme, les leçons des dix années écoulées (entre le premier et le deuxième congrès de la IV^e Internationale) et tirer un bilan armant politiquement les sections et les membres de la IV^e Internationale pour poursuivre la difficile lutte pour le socialisme.

Mais un tel bilan ne fut pas tiré. Un accord fut passé entre la direction du SWP animée par Cannon et les dirigeants du Secrétariat national à Paris (Michel Pablo, Ernest Mandel et Pierre Frank en particulier) pour qu'il n'y ait pas de réel bilan. Le rapport consacré aux dix premières années de la IV^e Internationale fut présenté au congrès par le dirigeant du SWP Morris Stein et prit en tout seulement trente minutes, traduction incluse.

Bien évidemment, aucune discussion réelle ne s'ensuivit. La discussion Cannon-Munis ne fut pas mise à l'ordre du jour, même si plusieurs dirigeants centraux du SI avaient pris position pour Munis contre Cannon. Les leçons des mobilisations révolutionnaires d'après-guerre et de l'incapacité des sections de la IV^e Internationale à se développer et à recruter durant cette période ne furent pas davantage abordées. Comme Pierre Lambert l'a noté plus d'une fois, toutes les divergences politiques entre dirigeants du SWP et du SI furent passées sous la table.

Pour reprendre la formule de Lambert, la devise de ce congrès fut : vivre et laisser vivre. Aussi longtemps, bien sûr, que personne ne chercherait à interférer directement dans les affaires de quelqu'un d'autre au sein de la IV^e Internationale.

Combien différente avait été la méthode employée par Trotsky lors de la lutte politique entre la direction de Cannon du SWP et James Burnham et Max Shachtman aux Etats-Unis, à la fin des années trente ! Trotsky avait fait de cette discussion une question fondamentale, qui devait être

débatte et assimilée par toute la IV^e Internationale. Trotsky comprenait qu'une "égratignure politique" portée dans un seul pays à l'un des piliers fondamentaux du programme de la IV^e Internationale — en l'occurrence, notre analyse de l'Union soviétique comme un Etat ouvrier bureaucraté — présentait le danger d'étendre la gangrène à la IV^e Internationale comme un tout.

Bien évidemment, l'absence de discussion politique collective permettant la clarification et de tout bilan des dix premières années de la IV^e Internationale ne pouvait que nourrir la démoralisation à tous les niveaux au sein de l'Internationale. C'est un axiome de toute politique révolutionnaire : lorsque la démoralisation s'étend, elle nourrit une tendance naturelle à chercher des substituts politiques au programme, et, dans ce cas, au programme de la IV^e Internationale. Cette recherche de substituts politiques au programme et aux sections de la IV^e Internationale devait être clairement mise en évidence dans les années qui suivirent.

LA SCISSION DE 1953 DANS LA IV^e INTERNATIONALE

Au début des années 1950, Michel Pablo et les autres dirigeants centraux du Secrétariat international de la IV^e Internationale basé à Paris commencèrent à réviser l'analyse fondamentale de Trotsky sur le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme à l'échelle mondiale. Pour Pablo, l'extension, après-guerre, des Etats ouvriers à l'est de l'Europe (et ultérieurement en Chine) démontrait la "double nature" du stalinisme — c'est-à-dire qu'il pouvait être poussé par en bas jusqu'à devenir une force révolutionnaire dans la société — ou, pour le dire à la manière de Pablo, jusqu'à "conduire au socialisme à sa manière". Pablo développa cette révision de l'analyse fondamentale de Trotsky et formula une nouvelle stratégie pour la IV^e Internationale sur la base de cette "théorie". Il était désormais nécessaire pour les trotskystes de se "dissoudre" dans les partis staliniens pour une période prolongée, afin d'aider ces derniers à faire mouvement vers une orientation révolutionnaire. Cet "entrisme *sui generis*", comme il

fut baptisé, fut pris en charge par Pablo, Ernest Mandel, Pierre Frank et les autres dirigeants centraux du SI.

La majorité de la section française de la IV^e Internationale — incluant Pierre Lambert — n'approuvait pas cette "révision" de l'analyse de la IV^e Internationale sur le stalinisme. Ils expliquèrent que, dans certaines circonstances exceptionnelles, comme Trotsky l'avait lui-même relevé dans le *Programme de transition*, les partis petits-bourgeois — y compris les staliniens — pouvaient être amenés à aller plus loin sur la voie de la rupture avec le capitalisme que leur programme ne les y avait prédisposés. Mais même dans ces circonstances, le programme fondamental de la IV^e Internationale (démocratie ouvrière, extension des révolutions à travers le processus de la révolution permanente, etc.) était nécessaire pour préserver les conquêtes réalisées et avancer vers le socialisme, lequel, en aucune manière, ne pourrait être établi dans un seul (et même une série limitée de) pays, mais exigeait de renverser à l'échelle mondiale le capitalisme comme système de production et de relations sociales. Et, pour réaliser ce programme, il était essentiel que la IV^e Internationale existe comme force politique organisée dans chaque pays.

La majorité française polémiqua avec force contre "le révisionnisme liquidateur" de la majorité Pablo-Mandel du Secrétariat international. Pour avoir exprimé ce désaccord politique et refusé l'injonction qui lui était faite d'appliquer cette orientation (d'entrée-dissolution dans le PC), elle fut exclue de la IV^e Internationale.

Immédiatement, la majorité française — cela se passait au début de l'année 1952 — en appela à James P. Cannon et à la direction du SWP des Etats-Unis pour qu'ils leur viennent en aide. Mais, dix-huit mois durant, la direction du SWP fit la sourde oreille, malgré les lettres de la majorité française lui demandant un soutien politique dans la lutte contre le pablisme. Et durant cette période, le "révisionnisme" du Secrétariat international causa ravages et dislocation au sein de la IV^e Internationale. En Chine, par exemple, des centaines de trotskystes chinois furent assassinés par le régime maoïste. Mais Pablo et le Secrétariat international, au cours de leur réunion de décembre 1952 et janvier 1953, refusèrent de les défendre ou même de dénoncer ces

assassinats. “Comparées aux importantes conquêtes de la révolution”, déclara Pablo lors de la réunion de la direction internationale à cette époque, “la mort de deux cents trotskystes est insignifiante” (cité dans la lettre de Peng Shutze à James P. Cannon, reproduit dans *La Vérité*) (2).

Ce n’est qu’après que la majorité de Pablo eût commencé à interférer dans les affaires internes du SWP — cherchant à alimenter contre Cannon une lutte fractionnelle interne à travers la minorité animée par Clark-Cochran — que la direction Cannon réagit nettement, jusqu’à embrasser, tardivement, la caractérisation politique du pablisme comme courant “révisionniste” et “liquidateur” au sein de la IV^e Internationale.

L’offensive politique de Pablo-Mandel contre le programme historique de la IV^e Internationale conduisit à une scission majeure au sein de l’Internationale — une scission aux conséquences dévastatrices, qui devaient disloquer l’Internationale pour des décennies.

En 1953, le Socialist Workers Party, la majorité française (regroupée à l’époque dans le PCI), le Revolutionary Workers Party de Grande-Bretagne (dirigé à l’époque par Gerry Healey) et d’autres sections dans plus d’une douzaine de pays constituèrent le Comité international de la IV^e Internationale. Ils se dressèrent ainsi en opposition au Secrétariat international de la IV^e Internationale de Pablo-Mandel-Frank.

Durant dix ans, ces deux organismes devaient exister parallèlement, chacun affirmant représenter la continuité et le drapeau de la IV^e Internationale. Reconsidérant cette période avec le recul, Pierre Lambert devait noter beaucoup plus tard que la majorité française fut confortée lorsque le SWP se joignit à elle en 1953 dans la lutte contre Pablo. Mais, devait ajouter Lambert, le SWP — qui était la section la plus grande et la plus expérimentée au sein du Comité international — refusa toujours d’assumer tout rôle de direction au sein du Comité international.

“Nous défendions l’idée qu’il fallait mener une campagne permanente pour combattre le révisionnisme de Pablo”,

notait Lambert.

“Mais Cannon et la direction du SWP refusaient de mener cette lutte. C’était presque comme s’ils considéraient que ce

courant révisionniste s’éliminerait de lui-même. Pas davantage ne jugèrent-ils utile que le SWP joue un quelconque rôle dans la construction du Comité international de la IV^e Internationale comme courant international. Beaucoup d’entre nous avions en mémoire la correspondance entre Trotsky et Cannon à la fin des années trente. Trotsky critiquait la direction de Cannon, qui ne payait pas ses cotisations à l’Internationale et n’accordait aucune attention de direction à la construction d’un centre international à Paris.”

Et Lambert de continuer :

« Il y avait un certain aspect “d’autosuffisance américaine”. Nous avons vu cela également dans les thèses sur la révolution américaine adoptées par Cannon et la direction du SWP en 1946. Ces thèses représentaient l’une des grandes forces du SWP, en particulier sa profonde confiance dans le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière américaine. Mais dans ces thèses apparaissait également ce que nous devions appeler ultérieurement une déviation “national-trotskyste” du SWP. En effet, Cannon affirmait que, compte tenu du poids spécifique de la classe ouvrière américaine et du rôle hégémonique de l’impérialisme américain à l’échelle mondiale, “ce que la classe ouvrière mondiale était en droit d’attendre le plus du SWP était qu’il soit à même de diriger “une bonne révolution” ici, aux Etats-Unis”. »

“Cette affirmation, bien que pas fautive en elle-même, était posée de manière unilatérale, dans la mesure où elle coupait la lutte pour construire le parti révolutionnaire aux Etats-Unis de la lutte d’ensemble pour construire la IV^e Internationale à l’échelle internationale. Dans les mots et dans les faits, le SWP subordonnait la lutte pour construire la IV^e Internationale comme le noyau du parti mondial de la révolution socialiste à la tâche, centrale à ses yeux, de construire la IV^e Internationale aux Etats-Unis”,

ajoutait Lambert, qui continuait :

« Cette tendance au “national-trotskysme” n’était pas propre au seul SWP ; nous l’avons vue apparaître périodiquement dans les rangs de notre propre Internationale. Mais ce trait était tout simplement plus prononcé aux Etats-Unis, compte tenu des circonstances particulières prévalant dans ce pays. Ce fut, hélas ! l’un des principaux facteurs conduisant à la dégénéres-

(2) Cité dans “Chine : le choc se prépare”, d’Olivier Doriane, *La Vérité*, n° 9, avril 1994.

cence du SWP à la fin des années 1970 » (citations de Pierre Lambert enregistrées par l'auteur).

LA "RÉUNIFICATION" DE 1963

Si vous lisez l'histoire officielle du SWP compilée dans les bulletins "*Education for Socialists*", de George Breitman, Cliff Conner et Les Evans, vous apprendrez que, vers la fin des années 1950, une convergence politique commença à s'opérer entre la direction du SWP, d'une part, et les principaux dirigeants du Secrétariat international à Paris, d'autre part.

Selon cette histoire officielle, les dirigeants du Secrétariat international auraient, à cette époque, fait machine arrière par rapport à leur adaptation au stalinisme. Deux exemples sont donnés pour étayer cet argument. Premièrement : Michel Pablo et un petit courant de ses partisans quittèrent le Secrétariat international pour se dissoudre dans les Partis communistes, mais le reste du Secrétariat international ne les suivit pas. Et, deuxièmement, les principaux dirigeants du Secrétariat international rejoignirent le SWP et le Comité international dans le soutien qu'ils apportèrent au soulèvement ouvrier antistalinien de Pologne et de Hongrie en 1956.

La première affirmation n'est qu'en partie vraie : Mandel et Frank ne liquidèrent pas jusqu'au bout leur courant à l'intérieur des PC comme Pablo le fit, bien qu'ils continuèrent à affirmer que le stalinisme a "une double nature" et pourrait être transformé en une orientation révolutionnaire conséquente. Ils continuèrent à s'adapter partout où ils le purent à la bureaucratie stalinienne et à ses partis politiques satellites. Leurs désaccords avec Pablo portaient sur les rythmes et la forme de "l'entrisme" à l'intérieur des PC.

La deuxième affirmation, elle non plus, n'est pas tout à fait exacte. Avec les révélations de Khrouchtchev en 1956, l'appareil du stalinisme avait choisi de révéler quelques-uns des crimes les plus abominables commis sous le régime dictatorial de Staline. L'objectif était d'éviter tout combat fondamental du mouvement de la classe ouvrière contre la domination bureaucratique. L'objectif était de canaliser l'opposition ouvrière grandissante à la domination

stalinienne — ce que Trotsky et la IV^e Internationale avaient appelé le mouvement vers la révolution politique — pour promouvoir une "auto-réforme" limitée de l'appareil stalinien. A aucun moment la bureaucratie stalinienne n'eut l'intention de renoncer à ses privilèges ou d'abandonner sa politique internationale contre-révolutionnaire.

En 1956, la première étape de la révolution politique surgit en Pologne et en Hongrie. C'était le premier pas sur la voie d'une révolution ouvrière visant à balayer la bureaucratie stalinienne, tout en préservant la propriété d'Etat des moyens de production.

Dans cette nouvelle situation, les dirigeants du Secrétariat international donnèrent un soutien hésitant et conditionnel à la lutte des travailleurs polonais et hongrois. Mais, en permanence, les dirigeants du Secrétariat international minimisèrent le potentiel révolutionnaire des soulèvements ouvriers et leur capacité à abattre les cliques stalinienne haïes qui étaient aux sommets de ces Etats ouvriers bureaucratisés. En permanence, ils minimisèrent la capacité de la classe ouvrière à remplacer ces régimes haïs par les organes de la démocratie ouvrière.

Bien au contraire, les dirigeants du Secrétariat international s'alignèrent constamment sur les ailes "réformistes" de l'appareil stalinien qui chevauchaient ces mobilisations, dans l'objectif de les ramener ultérieurement dans les limites d'une domination bureaucratique "réformée". Une telle adaptation aux ailes "réformistes" des bureaucraties stalinienne devait devenir une caractéristique constante de leur politique, jusques et y compris dans le soutien à la fraction Gorbatchev de la bureaucratie soviétique à la fin des années 1980.

Seule une lecture très superficielle des textes produits par les dirigeants du Secrétariat international à cette époque — lecture coupée de tout examen de la pratique concrète des dirigeants du SI sur le terrain, aussi bien en Europe occidentale qu'en Europe orientale — pouvait aboutir à l'idée selon laquelle les dirigeants du SI avaient abandonné leur adaptation au stalinisme.

Cette lecture des textes du Secrétariat international avec des lunettes teintées de rose s'accompagnait aux Etats-Unis mêmes

d'une orientation politique tournée vers toute une série d'intellectuels et de militants, pour la plupart d'anciens membres du Parti communiste, qui soutenaient le mouvement de "réforme" dans les PC staliniens de l'est de l'Europe.

C'est dans ce contexte politique que surgit la révolution cubaine en 1959-1961.

L'histoire officielle du SWP rédigée par Breitman, Conner et Evans affirme que l'OCI française (l'organisation française affiliée au Comité international, et qui s'appelait précédemment le PCI) "*tourna le dos à la révolution cubaine*", refusant de reconnaître la révolution et la création d'un Etat ouvrier à Cuba.

Cela est tout simplement faux. L'OCI avait salué la chute de la dictature de Batista à Cuba sous l'impact des luttes révolutionnaires de masse des travailleurs et des paysans cubains. L'OCI applaudit la révolution cubaine victorieuse, la caractérisant comme un coup décisif porté à l'impérialisme dans sa propre arrière-cour. Elle reconnut la création d'un gouvernement ouvrier et paysan au cours de l'année 1960 — après le départ d'Urrutia et des autres ministres bourgeois du premier gouvernement Castro — et appela à apporter un plein soutien à la révolution cubaine contre toute intervention du gouvernement américain (ce n'est que quelques années plus tard, toutefois, que la direction de l'OCI, reconsidérant l'évolution de la révolution cubaine, reconnut qu'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé s'y était constitué en 1961).

Mais c'est ici que se rompt l'accord politique entre l'OCI et la direction du SWP, rejointe sur ce point par Mandel-Frank et le Secrétariat international.

Les dirigeants du SWP et du Secrétariat international, eux, ne se contentèrent pas de soutenir la révolution. Alors que la révolution cubaine s'approfondissait sous la double pression du mouvement venu d'en bas de la classe ouvrière et du refus intransigeant du gouvernement américain de permettre tout arrangement bourgeois proposé initialement par le régime de Castro, les dirigeants du SWP et du SI commencèrent à caractériser Fidel Castro comme un "trotskyste naturel" et expliquèrent que la révolution cubaine, qui avait renversé les relations de propriété capitalistes au début de 1961, était le porte-drapeau de la pre-

mière révolution anticapitaliste non stalinienne, avec une direction qui devait être encouragée. Par conséquent, il n'y avait plus aucun besoin de construire une section de la IV^e Internationale à Cuba. La direction Castro était suffisante pour assumer la tâche de construction d'une direction révolutionnaire.

Pierre Lambert et l'OCI rejetèrent cette caractérisation de la direction de la révolution cubaine, s'en tenant à la formulation du *Programme de transition* selon laquelle des formations politiques petites-bourgeoises pouvaient, dans des circonstances exceptionnelles, aller plus loin qu'elles ne le voulaient initialement dans leur rupture avec le capitalisme. Bien que ce "paradoxe" apparaissait devoir se répéter plus souvent qu'on aurait pu le prévoir dans la période de l'après-guerre, devait expliquer l'OCI, cela n'invalidait nullement la nécessité de construire des sections de la IV^e Internationale dans chaque pays, y compris Cuba.

Mais le débat dans les premières années de la révolution cubaine entre les dirigeants du SWP et du SI, d'une part, et l'OCI française, d'autre part, ne portait pas seulement sur l'appréciation des différentes étapes atteintes par la révolution cubaine. Il ne portait pas sur la nécessité, impérieuse pour les trotskystes, d'être les meilleurs défenseurs de la révolution cubaine contre l'impérialisme.

Le débat portait sur quelque chose de beaucoup plus fondamental : est-ce que l'apparition de la direction Castro à Cuba invalidait le principe fondateur de la IV^e Internationale selon lequel le programme de la IV^e Internationale — et par conséquent son expression organisée, la construction de sections de la IV^e Internationale — était une nécessité dans chaque pays ? Ou bien est-ce que Castro était à même d'étendre la révolution cubaine sur la base d'une orientation fondée sur la révolution permanente ? Est-ce que Castro en appelait à constituer les formes de démocratie ouvrière — la démocratie soviétique — initiées par la révolution russe de 1917, avant la dégénérescence stalinienne ? Castro avait-il adopté le programme historique de la IV^e Internationale ?

Le SWP et les dirigeants du SI répondirent fondamentalement par l'affirmative à ces questions et, sur la base de cette "convergence politique" sur l'évaluation de

la direction Castro, ils entamèrent des discussions politiques destinées à réunifier politiquement le Secrétariat international et le Comité international. Cette convergence, comme il a été noté précédemment, avait été préparée par la prétendue convergence des positions au sujet des soulèvements de Pologne et de Hongrie.

Pierre Lambert et l'OCI déclarèrent qu'ils n'étaient pas par principe opposés à une réunification. Mais ils insistèrent sur le fait que toute réunification devait préalablement être basée sur un bilan complet des questions politiques qui étaient à la racine de la scission de la IV^e Internationale en 1953 — à savoir l'adaptation politique au stalinisme et la recherche de substituts politiques au programme et à la construction de la IV^e Internationale.

Ils soulignèrent de plus que la "convergence politique" entre SWP et dirigeants du SI autour de Cuba ne faisait que reproduire les mêmes problèmes politiques que ceux qui avaient conduit à la scission de 1953. Sans un tel bilan de la scission de 1953 et sans une discussion en profondeur sur les questions fondamentales qui étaient au cœur de la discussion sur Cuba, toute réunification, affirmaient Lambert et l'OCI, ne pouvait être qu'une réunification "*sans principes*".

Sans un tel bilan, insistaient-ils, tous les problèmes politiques qui avaient conduit à une telle dislocation de la IV^e Internationale — problèmes qui étaient une nouvelle fois passés sous la table en 1963 — réapparaîtraient de plus belle sur la route d'une IV^e Internationale "réunifiée".

La demande faite par Lambert et l'OCI qu'un bilan soit tiré et qu'une discussion politique soit organisée sur la révolution cubaine fut rejetée tant par le SWP que par les dirigeants du SI. Cannon, Joe Hansen, Farrell Dobbs et les autres principaux dirigeants du SWP demandèrent à Lambert qu'il renonce à cette exigence. Ils firent pression sur lui pour qu'il les rejoigne dans la réunification, affirmant qu'ainsi, eux, c'est-à-dire le Comité international, pourraient prendre la majorité dans une IV^e Internationale réunifiée dans la mesure où l'addition des effectifs des sections issues du Comité international dépassaient et de loin les effectifs des sections membres du Secrétariat international. Lambert rejeta cet appel, expliquant qu'il ne pouvait qu'aboutir

tir à de nouvelles crises dans le futur.

En 1963, le SWP se réunifia avec le Secrétariat international pour constituer le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale (SU). L'OCI, en France, le RWP (dirigé par Gerry Healy), en Angleterre, le POR de Bolivie (dirigé par Guillermo Lora) et plusieurs sections plus petites dans d'autres pays refusèrent de participer à une telle "réunification sans principes", choisissant à l'inverse de se maintenir comme Comité international de la IV^e Internationale.

L'OCI française, toutefois, devait continuer à caractériser le SWP comme une organisation trotskyste — une étiquette qui ne s'appliquait pas, selon elle, au Secrétariat international ou à ses sections, désignés comme "*pablistes*". En dépit de la tendance au "national-trotskyisme" et à l'adaptation à la direction de la révolution cubaine, le SWP restait une organisation trotskyste aux yeux de l'OCI en raison de son histoire, de ses racines et traditions dans la classe ouvrière américaine, et de sa continuité avec Trotsky et l'Opposition de gauche internationale des débuts.

Cette caractérisation politique devrait conduire l'OCI, dix ans plus tard (1973), à rétablir un contact politique avec le SWP, au moment où une nouvelle crise majeure se développait au sein du SU (comme Lambert et l'OCI l'avaient prévu) à l'époque de l'orientation dite des "*guerres de guérilla*" adoptée par la direction du SU de Mandel, Frank et Livio Maitan. Cette crise verrait la formation, à l'initiative du SWP, de la Fraction léniniste-trotskyiste (FLT) au sein du SU.

LES ANNÉES SOIXANTE : LE MOUVEMENT ANTI-GUERRE, LA LUTTE DE LIBÉRALISATION DES NOIRS, LE LABOR PARTY ET LE "SECTORALISME"

Les années soixante ont vu une croissance spectaculaire du SWP. Le SWP prit alors appui sur les fortes traditions de construction du parti qui étaient siennes dès l'origine — attention méticuleuse portée aux ventes de la presse du parti, campagnes financières organisées, discipline de parti fondée sur le centralisme démocratique, bataille systématique de recrutement, for-

mation interne, tenue de forums publics réguliers, utilisation des élections pour construire le parti, attention particulière de la direction pour la construction de l'organisation de jeunesse, la Young Socialist Alliance, ou YSA — pour se projeter dans le mouvement antiguerre en développement, mettant en œuvre une stratégie et des tactiques de front unique éprouvées.

Le SWP commença comme une petite minorité au sein d'un mouvement antiguerre naissant au début des années 1960. Le parti avait constitué un noyau de cadres et de sympathisants dans le milieu étudiant et dans le milieu syndical, à travers des initiatives importantes comme les comités "Fair Play for Cuba" (constitués pour s'opposer à l'intervention américaine contre la révolution cubaine).

Les dirigeants du SWP étaient confrontés au Parti communiste des États-Unis, qui militait en faveur des démocrates "pro-paix" (d'Eugène McCarthy à George McGovern) pour éviter que le mouvement antiguerre ne se construise comme mouvement de masse dans la rue. Ils durent lutter contre le PC et les libéraux, qui apportaient leur soutien aux "conversations de paix" de Paris avec le Front national de libération du Vietnam — un peu à la façon dont les mêmes, aujourd'hui, en appellent aux troupes de l'ONU en Irak pour remplacer les troupes américaines (appel à la politique de soutien à n'importe quel candidat démocrate pour "se débarrasser de Bush").

Mais le SWP dut aussi lutter, pour la direction du mouvement des jeunes, contre les maoïstes et autres ultragauches, ainsi que contre les dirigeants sociaux-démocrates de gauche de Students for a Democratic Society (SDS). Les groupes ultragauches, qui finirent par prendre le contrôle de SDS, défendaient les "actions minoritaires" exemplaires, qu'ils opposaient directement à toute stratégie d'action de masse.

Dans le même temps, ils mettaient en avant le soutien politique au PC vietnamien et au Front national de libération, manifestant avec des slogans du type "Ho, Ho, Ho Chi Minh !", en référence au dirigeant stalinien du Parti communiste vietnamien.

Le SWP et la YSA défendaient "Troupes US dehors maintenant !" ("US Troops Out Now") et "Ramenez nos soldats à la maison maintenant !" ("Bring Our Boys Home Now !"). Avec ces mots d'ordre de

front unique et se prononçant pour l'action de masse dans les rues et pour des conférences de masse antiguerre démocratiquement dirigées (sur la base d'une personne-un vote), le SWP et la YSA furent propulsés à la direction du mouvement antiguerre.

Sans aucun doute, cela fut l'un des moments les plus dignes de fierté de toute l'histoire du SWP.

Autre fait extrêmement important durant cette période : le SWP s'orienta vers le mouvement de libération des Noirs en plein développement, et en particulier en direction de Malcolm X. En fait, Malcolm — après qu'il eut rompu avec Nation of Islam — prit la parole dans plusieurs forums militants organisés par le SWP. Le SWP publia plusieurs brochures sur la question noire et, pour la première fois depuis l'immédiat après-guerre, commença à recruter une couche significative de militants noirs.

Mais, comme le souligne l'excellent article de Daniel Gluckstein intitulé "Forces et faiblesses du cannonisme" (3), lorsque le SWP s'orienta vers la lutte des Noirs, il mordit le trait et s'adapta aux faiblesses politiques de Malcolm et du mouvement nationaliste noir — en particulier, en séparant la lutte pour l'action politique noire indépendante du combat pour l'action politique ouvrière indépendante et de la classe ouvrière dans son ensemble, c'est-à-dire la question du Labor Party.

Cela était lié, selon Daniel Gluckstein, à deux faiblesses politiques principales du SWP :

1. — La première fut l'inassimilation par la direction du SWP de la méthode proposée par Trotsky au SWP pour développer la lutte pour le Labor Party. Au cours de ses discussions avec les dirigeants du SWP en juillet 1938, à Coyoacan, au Mexique, Trotsky avait insisté sur le fait qu'il ne suffisait pas de développer une propagande abstraite en faveur du Labor Party. Il fallait, expliquait Trotsky,

"montrer des exemples concrets de succès, et ne pas se limiter soi-même à donner un bon avis théorique en faveur du Labor Party".

2. — La deuxième de ces faiblesses était l'adaptation à ce que le SWP lui-même,

(3) "Forces et faiblesses du cannonisme", *La Vérité*, n° 6, avril 1993.

dans un de ses rares bilans établis au milieu des années soixante-dix, devait caractériser ultérieurement comme son “*sectoralisme*” des années soixante. Par ce terme, le SWP voulait dire que, durant les années soixante, il s’était orienté — et politiquement adapté — à toutes sortes d’importants mouvements sectoriels et sociaux de la classe ouvrière (depuis le mouvement des Chicanos et le parti intitulé La Raza Unida Party, jusqu’aux nationalistes noirs, en passant par le mouvement environnementaliste, le mouvement des femmes, le mouvement étudiant...), sans jamais lier ces luttes ensemble à travers une orientation systématique tournée vers la classe américaine dans son ensemble et ses principaux secteurs dans le mouvement syndical. En d’autres termes, le SWP compartimentait la classe ouvrière en différents “secteurs” semi-autonomes ou indépendants.

Comme le souligne Daniel Gluckstein dans son article, ouvrir une telle perspective politique d’unité aurait exigé combattre pour le Labor Party. Mais, de fait, à aucun moment, durant cette période, le SWP n’a sérieusement soulevé la perspective du Labor Party. Même durant la période 1946-1948, alors que des mouvements vers le Labor Party se développaient de manière significative dans les Etats du Midwest — nombre d’entre eux allant jusqu’à présenter des candidats du Labor Party appuyés sur les syndicats —, le SWP ne s’est jamais orienté vers ces mouvements — sans même parler d’ouvrir une perspective centralisée de construction d’un Labor Party à l’échelle nationale.

Pour la direction du SWP, aussi longtemps qu’il n’y avait pas de soulèvement de masse généralisé de la classe ouvrière combattant l’Etat capitaliste (comme cela arrivé, par exemple, durant la période 1934-1938), le SWP devait se contenter de soulever de manière propagandiste la question du Labor Party, tous les deux ou quatre ans, à travers ses propres campagnes électorales comme SWP.

Cette approche “objectiviste” interdisait au SWP de rechercher des ouvertures, aussi limitées soient-elles, pour amener les syndicats à rompre avec le Parti démocrate et à présenter leurs propres candidats indépendants aux élections à tous les niveaux — ce que Trotsky appelait “*montrer des exemples concrets de succès*”.

Cette attitude conduisit le SWP à être extrêmement méfiant — pour ne pas dire ouvertement hostile — à tout mouvement par lequel un secteur du mouvement ouvrier pouvait être amené à discuter, ou même à s’orienter, en direction de la question du Labor Party. Tout mouvement de ce type était considéré comme une “manœuvre”, et donc comme un obstacle à tout Labor Party authentique. Cette attitude s’était déjà exprimée une première fois du vivant de Trotsky, lors de la formation de la Labor Non Partisan League (LNPL — Ligue ouvrière non partisane) sur la côte est.

A Coyoacan, en 1938, Trotsky avait recommandé aux dirigeants du SWP d’apporter un soutien critique aux candidats de la LNPL lors des élections de 1940. Mais Cannon et les dirigeants du SWP n’étaient pas d’accord. Certes, expliquait Trotsky, la LNPL est dirigée par les staliniens dans l’objectif très clair et conscient de canaliser le sentiment des masses favorable à un Labor Party et les ramener sur le terrain du Parti démocrate. Mais, ajoutait Trotsky, pour pouvoir faire cela, les staliniens doivent recourir à un instrument politique qui devait apparaître comme indépendant. De plus, cette LNPL disposait d’un très fort soutien dans le mouvement syndical, dans l’appareil, mais aussi à la base.

Trotsky expliqua donc qu’il serait bien plus efficace pour le SWP de s’impliquer dans la lutte pour un Labor Party — c’est-à-dire de combattre contre tout soutien de la LNPL aux démocrates et pour la rupture des syndicats adhérents à la LNPL avec les démocrates — et de mener ce combat de l’intérieur. L’appel à la rupture de la LNPL avec les démocrates, expliquait Trotsky, trouverait un écho positif parmi les militants de la LNPL, dont les aspirations saines étaient déviées par les staliniens pour les ramener sur un terrain qui garantisse les intérêts de la classe dominante. Les objectifs du SWP, ajoutait-il, seraient bien mieux atteints à travers une politique de soutien critique et d’implication active dans la campagne de la LNPL.

Mais Cannon et la direction du SWP ne partageaient pas ce point de vue, arguant que toute implication de ce type ne ferait qu’aider les dirigeants traîtres staliniens dans leur campagne pour faire avorter la lutte pour une politique indépendante. Et cette tentative devait être mise à nu et

dénoncée de l'extérieur, soutenaient les dirigeants du SWP.

On retrouvera la même approche dans la manière dont la direction de Socialist Action (Weinstein-Mackler) agirait bien plus tard vis-à-vis de Labor Party Advocates (1991) et du Labor Party (1996). Ce n'était pas là un mouvement réel vers un Labor Party, mais un "Labor Party crou pion", disaient-ils. Bien que le Labor Party formé par Tony Mazzocchi ait dramatiquement dégénéré depuis sa fondation en 1996, la même question que Trotsky avait soulevée aux dirigeants du SWP en 1938 reste parfaitement valable : valait-il mieux chercher à construire le Labor Party de l'intérieur — c'est-à-dire chercher à amener le Labor Party à présenter ses propres candidats contre les démocrates, le conduisant pas à pas sur une ligne d'indépendance — ou rester en retrait et dénoncer le processus de l'extérieur ?

Socialist Organizer a répondu à cette question sur la base des enseignements de Trotsky : on doit combattre pour le Labor Party à l'intérieur du processus (Socialist Action a répondu par la négative, comme Cannon l'avait fait sur la LNPL). Nous, Socialist Organizer, étions une formation politique trop petite pour empêcher par nous-mêmes la dégénérescence du Labor Party (bien que le dernier mot n'ait pas encore été dit sur cette formation embryonnaire) ; nous avons toutefois joué un rôle dont nous pouvons être fiers. De fait, le travail fait par le Labor Party a ouvert la voie à la formation de US Labor Against the War (USLAW — Le Mouvement syndical américain contre la guerre). Et notre capacité comme Socialist Organizer à jouer un rôle dans USLAW a été aidée par tout le travail effectué pour construire le Labor Party. Ces deux développements sont reliés entre eux.

Bien sûr, le SWP n'aurait-il pas dégénéré — et aurait-il existé encore à cette époque un SWP du type de celui qui existait des années quarante et soixante, mais avec, en outre, une orientation correcte vers le Labor Party —, il est probable que le Labor Party fondé par Mazzocchi en 1996 aurait pu ne pas dégénérer. Ce que nous avons accompli aurait pu l'être à un niveau mille fois plus important par un parti enraciné dans le mouvement syndical, avec des cadres trempés à la lutte. En ce sens, la destruction du SWP à la fin des années soixante-

dix a constitué un obstacle objectif au développement de l'une des formations les plus prometteuses sur le terrain du Labor Party, durant les soixante-dix dernières années (4).

Ajoutons ceci : si, dans les années soixante, avait existé une IV^e Internationale fonctionnant réellement et collectivement — une Internationale fermement enracinée dans le programme et respectant une méthode de discussion des désaccords politiques qui soit pleinement démocratique et non-directiviste —, alors il aurait été possible de discuter et de corriger le glissement du SWP vers le "sectoralisme" et son incapacité à utiliser les ouvertures possibles dans la lutte pour le Labor Party et pour le parti ouvrier noir lié au Labor Party.

Mais, pour le SWP, une telle IV^e Internationale unifiée et basée sur les principes n'existait pas. La IV^e Internationale avait été disloquée comme centre international basé sur son programme de fondation. Le SWP était affilié au Secrétariat unifié d'Ernest Mandel et de Livio Maitan — une construction internationale qui, non seulement avait abandonné les fondements clés de notre programme, mais qui, dans les années soixante, avait elle-même poussé le "sectoralisme" à son extrême conclusion, épousant les politiques de la "violence minoritaire", des "nouvelles avant-gardes de masse" et des "guerres de guérilla" — toutes politiques qui devaient conduire des milliers de jeunes trotskystes à la mort et des partis se réclamant de l'héritage de la IV^e Internationale à la destruction, pays après pays.

(4) Sur le SWP et la question noire : un autre document, intitulé "*Les soubassements théoriques de notre position en faveur d'un parti ouvrier noir aux États-Unis*", a été rédigé. Ce texte revient sur les discussions entre Trotsky, CLR James et autres dirigeants du SWP à la fin des années trente. Il cite largement d'importantes résolutions du SWP sur cette question en 1939, et, plus tard, en 1963, et revient sur la façon dont le SWP, dans son adaptation "sectoraliste" des années soixante et son abandon de la perspective du Labor Party, finit par rompre avec la méthodologie correcte des résolutions de 1939 et de 1963, et par s'adapter aux différents mouvements nationalistes noirs dans les années soixante.

Ce texte cherche à se réapproprier l'orientation de combat pour l'action politique indépendante de la classe ouvrière noire aujourd'hui sous la forme de la lutte pour un parti ouvrier noir lié à ou composante d'un Labor Party. Il se conclut par de larges extraits de la résolution politique adoptée par le VIII^e Congrès national de Socialist Organizer, en novembre 2003. Il fera l'objet d'un prochain article dans *La Vérité*.

La politique du Secrétariat unifié fut à ce point négative que le SWP — qui avait joué un rôle central dans la constitution du SU en 1963 — fut contraint d'organiser sa propre fraction internationale dans le SU pour combattre l'influence et le rôle destructeurs de ce dernier à l'échelle internationale. Ce fut la Fraction léniniste-trotskyiste (ou FLT).

LA FLT DES ANNÉES SOIXANTE-DIX, SA DISSOLUTION EN 1977-1978 ET LA RUPTURE AVEC LE TROTSKYSME À PARTIR DE 1979

L'histoire officielle du SWP pour la période de la FLT est publiée dans 16 gros bulletins de la série "*Education for Socialists*".

Bien évidemment, il n'est pas possible dans cette contribution de revenir sur tous les débats politiques animés qui ont mis aux prises FLT et TMI (Tendance majoritaire internationale) de Mandel-Krivine-Maitan. Je veux juste me référer à quelques-uns de ces débats, en particulier ceux qui ont vu réapparaître une convergence politique entre la FLT et l'OCI française de Pierre Lambert.

a) La lutte contre la guerre de guérilla, Cuba et la révolution chilienne

La lutte contre la politique de guerre de guérilla a été le débat dominant, qui a conduit la direction du SWP, à l'initiative de son dirigeant Joe Hansen, à s'engager dès 1969-1970 dans une âpre lutte politique interne, qui devait conduire à la formation de la TLT, en 1973, puis de la FLT.

La direction du SU s'était ralliée à la stratégie de "guerre de guérilla" promue par nombre de groupes petit-bourgeois radicaux en Europe et en Amérique latine.

Cette stratégie considérait qu'un petit foyer (un "*foco*") embrasé par de nouvelles avant-gardes révolutionnaires pourrait, à travers des actions exemplaires (enlèvement d'officiels, lutte armée urbaine et rurale, etc.), mettre les masses en mouvement contre les régimes dominés par le capitalisme.

La méthode du *Programme de transition* et toute l'orientation visant à forger le front

unique pour la défense des intérêts ouvriers était passée par la fenêtre.

Selon cette stratégie "foquiste" — comme on l'appelait également —, la classe ouvrière était très largement embourgeoisée et pacifiée ; contradictoirement, se faisait jour une nouvelle "radicalisation" de la jeunesse et des secteurs les plus opprimés de la société, qui contournaient le cadre de la classe ouvrière organisée et ses organisations traditionnelles ; la classe ouvrière — pour autant qu'il y eut encore un quelconque espoir pour elle — devait être réveillée de sa passivité par les actes révolutionnaires d'une poignée de gens déterminés ; la lutte autour de revendications de principe de la classe ouvrière mettant en évidence l'incapacité de la classe capitaliste à satisfaire aux exigences les plus élémentaires des travailleurs, cette lutte telle que le *Programme de transition* l'avait tracée, était démodée. Divers modèles alternatifs étaient mis en avant pour apporter une justification théorique à cette politique de la "nouvelle gauche" : la révolution cubaine, la politique de Ho Chi Minh — et y compris celle des *narodniky* (ou populistes), contre lesquels Lénine avait si fermement polémique à la fin du XIX^e siècle.

La mise en œuvre de cette politique par les sections du SU sous la direction de Mandel et de Krivine déboucha sur un véritable désastre. Sous la direction de Santucho, en Argentine, des centaines de trotskystes qui avaient rejoint la guerre de guérilla urbaine furent assassinés par la police dans des actions "militaires" absurdes et contre-productives. La même chose arriva au Guatemala, au Brésil, en Bolivie, en Colombie, au Mexique — et même dans différents pays d'Europe (bien que la répression dans ces pays ne fût pas aussi aiguë).

La direction du SWP réagit fermement à cet abandon fondamental du marxisme. Elle dénonça l'adaptation au "nouvel avant-gardisme de masse" qui découlait de cette réaction impressionniste à la radicalisation des années soixante. Aux Etats-Unis mêmes, le SWP dut résister également à l'appel de ceux qui cherchaient à l'attirer sur la voie d'actions militaires — à travers le Black Panthers Party ou les secteurs "radicaux" du SDS.

C'est durant cette période que le SWP a produit quelques-uns de ses articles les plus

critiques à l'égard de la direction cubaine. A ceux qui présentèrent la révolution cubaine comme le modèle pour la stratégie de guerre de guérilla, Hansen et le SWP rappelèrent que le rôle crucial, à Cuba, avait été joué par la classe ouvrière et la jeunesse, qui, à travers leurs propres organisations, avaient abattu le régime haï de Batista.

Le SWP critiqua également le soutien apporté par la direction cubaine à la stratégie de guerre de guérilla et montra comment, derrière des formulations apparemment "radicales", le PC cubain apportait un soutien politique constant aux régimes bourgeois sur tout le continent américain (ultra-gauchisme et opportunisme politique étant les deux faces de la même médaille, expliquait alors le SWP).

En réalité, le PC et le gouvernement cubains étaient parmi les soutiens les plus résolus de la classe dominante mexicaine et du régime du PRI — au point même que Fidel Castro applaudit le massacre par le gouvernement mexicain du soulèvement étudiant de Tlaltelolco, en octobre 1968, au cours duquel plus de mille étudiants furent tués ou disparurent.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingts, le gouvernement cubain fut l'un des principaux appuis de la junte sanglante responsable, en Argentine, de la mort et de la disparition de dizaines de milliers de jeunes et de militants.

Ce sont là quelques-uns des nombreux exemples qui virent la direction de Castro s'aligner sur la théorie de Staline de la révolution par étapes et l'amenèrent à soutenir des régimes bourgeois dans le monde entier — produit aussi de l'isolement de la révolution cubaine et de sa subordination, et même de sa dépendance, à la bureaucratie du Kremlin.

Dans le feu de la discussion avec la direction de la TMI du SU, le SWP fut également conduit à critiquer la politique du PC cubain de "front populaire de combat" au Chili, sous Allende.

La direction du SWP caractérisait le régime de Allende au Chili comme un régime de front populaire — c'est-à-dire un régime basé sur les organisations de la classe ouvrière, mais lié par une politique visant à préserver les rapports de propriété capitalistes et la domination capitaliste en général. Le courant castriste au Chili — le MIR — apporta son soutien politique au régime

d'Allende. Le courant du SU au Chili rejoignit l'aile radicale du MIR, qui prit les armes au nom du "combat contre les fascistes".

Le SWP dénonça cette recherche d'une "radicalisation" du régime de front populaire. Il opposa la nécessité, pour un parti révolutionnaire au Chili, de se lier aux secteurs du mouvement ouvrier et populaire, qui, de plus en plus nombreux, exigeaient d'Allende qu'il rompe avec la bourgeoisie, qu'il soutienne les grèves de mineurs contre les grandes corporations du cuivre nord-américaines (Anaconda, Kennecott), qu'il distribue la terre aux paysans et qu'il exproprie les intérêts impérialistes américains au Chili.

Allende, bien sûr, refusa de rompre avec les impérialistes aussi bien qu'avec la bourgeoisie chilienne et l'état-major militaire. Jusqu'à la fin, il proclama que Pinochet et les généraux étaient des vrais adeptes de la Constitution chilienne et que jamais ils n'organiserait un coup d'Etat.

Cette attitude ouvrit la voie aux impérialistes, qui en profitèrent pour se réorganiser et pour préparer le renversement du régime d'Allende lui-même. Cela donna à la classe dominante l'espace politique nécessaire pour regrouper ses forces et s'en prendre au mouvement ouvrier, qui avait développé ses propres conseils révolutionnaires indépendants dans la lutte contre les capitalistes chiliens et l'impérialisme américain.

Les "cordons industriels" et les "cordons de quartier" étaient de véritables conseils de travailleurs, apparus dans les entreprises et les quartiers ouvriers de la plupart des grandes villes du Chili au cours de l'année 1972 et dans la première moitié de l'année 1973.

Le SWP et la FLT considéraient ces "cordons" comme des organes de double pouvoir, qui devraient centraliser leurs efforts dans la lutte révolutionnaire pour renverser le capitalisme et mettre en place un pouvoir des travailleurs. Le SWP et la FLT prenaient appui sur l'histoire et les leçons de la révolution russe pour répondre à la question : comment mener la lutte politique pour la révolution socialiste ?

Mais le SU tourna le dos à ce soulèvement de la classe ouvrière, préférant applaudir Fidel Castro lorsqu'il réaffirma le soutien du gouvernement cubain à Allende et quand, dans une attitude typique "front

populaire de combat”, il offrit un fusil à Allende pour symboliser la lutte contre les fascistes.

b) La question du front unique au Portugal, en Espagne et en France

Le SWP et ses partisans internationaux regroupés dans la Fraction léniniste-trotskyiste — qui incluait des groupements importants en France, en Espagne, au Chili, en Inde, au Pérou, en Colombie et dans d’autres pays — rejetaient également l’abandon par le SU de toute orientation de front unique à l’ouest de l’Europe, particulièrement dans des pays où des Partis communistes et socialistes de masse étaient à la tête du mouvement ouvrier.

Le SWP et la FLT mettaient en avant la position traditionnelle de la IV^e Internationale en appelant les partis ouvriers-bourgeois de masse — Partis socialistes et communistes — à refuser tout bloc avec les partis bourgeois et à réaliser leur unité au plan électoral, afin de défaire les candidats des patrons. PC et PS étaient caractérisés comme des partis ouvriers-bourgeois en raison de leur direction pro-capitaliste combinée à leur base ouvrière de masse et à leurs traditions et histoire enracinées dans la classe ouvrière. Le mot d’ordre gouvernemental pour un gouvernement des travailleurs était le plus souvent concrétisé sous la forme de : *“Pour un gouvernement du PC et du PS sans patrons.”*

Les sections du SU rejetaient comme “réformiste” cette orientation de front unique, lui préférant la recherche d’alliances électorales “à gauche de la gauche” — ou d’extrême gauche.

Cette orientation les conduisit à tourner le dos à la puissante révolution portugaise de 1974-1975 (qui devait amener le Parti socialiste de Mario Soares au pouvoir) et à abandonner complètement le terrain du mouvement ouvrier.

L’orientation de front unique mise en avant par le SWP et la FLT signifiait que les courants affiliés à la FLT en Europe occidentale se retrouvaient souvent en accord politique avec l’OCI française et son courant international, à cette époque réorganisé sous la forme du Comité d’organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI).

En France, en Espagne, au Portugal — particulièrement —, la FLT et le CORQI se

retrouvaient ensemble sur les mêmes positions dans la lutte de classe, tandis que les organisations du SU restaient embourbées dans leur politique ultragauche-opportuniste dite de *“la nouvelle avant-garde de masse”*.

Cette activité politique et ce programme en commun devaient ouvrir la voie au processus par lequel les membres de la FLT, dans la plupart des pays du monde, seraient amenés à quitter le SU et à rejoindre finalement Pierre Lambert et le CORQI en 1979 — c’est-à-dire après que la direction du SWP eut unilatéralement dissous la FLT.

c) Le stalinisme

Dans leur polémique contre la direction du SU, SWP et FLT revinrent également à la position trotskyste orthodoxe sur la nature “contre-révolutionnaire à 100 %” de la bureaucratie stalinienne.

À la suite de Trotsky, le SWP et la FLT expliquèrent que l’alternative de base posée en Union soviétique, en Chine et dans les Etats d’Europe de l’Est était la suivante : ou bien la bureaucratie stalinienne, agissant plus que jamais comme la courroie de transmission de l’impérialisme dans les Etats ouvriers, ouvrirait la voie au renversement des relations de propriété nationalisées ; ou bien la classe ouvrière, à travers le processus de révolution politique, renverserait la bureaucratie et créerait ses propres organes de pouvoir en défendant la propriété nationalisée.

Le SWP et la FLT allèrent même — ce qu’ils s’étaient toujours refusé à faire à la fin des années cinquante ou au début des années soixante — jusqu’à accuser Mandel et la direction du SU de s’adapter aux “courants de réforme” de la bureaucratie stalinienne.

Cela s’exprima le plus clairement dans leur critique de la position adoptée par la direction du SU au sujet des soulèvements de masse antistaliniens en Tchécoslovaquie, en juin 1968, et en Pologne, en 1970.

Compte tenu de cette convergence politique sur des questions politiques aussi importantes entre le SWP et le CORQI, il n’est pas surprenant que la direction du SWP ait invité Pierre Lambert et d’autres dirigeants de l’OCI à assister à leurs congrès nationaux à Oberlin (Ohio) entre 1974 et 1977.

LA MORT DE JOE HANSEN, LA DISSOLUTION DE LA FLT ET LA PRÉCIPITATION DE LA DÉGÉNÉRESCENCE DU SWP

En 1976-1977, Joe Hansen avait écrit à Pierre Lambert pour le presser, lui et le CORQI, de rejoindre le SU — de manière à aider le SWP et la FLT à y prendre la majorité sur des positions trotskystes orthodoxes. Pierre Lambert et l'OCI française continuèrent à mettre en avant la position qu'ils avaient déjà défendue en 1963.

Ils expliquèrent qu'ils étaient ouverts à une unification politique à condition qu'une sérieuse discussion politique soit organisée pour tirer le bilan de la scission de 1963 et de l'expérience de la FLT. Ils dirent qu'il serait contre-productif de chercher à réaliser une quelconque "réunification" en passant sous la table, comme cela avait déjà eu lieu en 1963, les profonds désaccords sur des questions mettant en cause les principes, qui avaient séparé les différents courants qui prétendaient représenter la IV^e Internationale.

Dans un premier temps, Hansen et le SWP donnèrent leur accord pour organiser cette discussion politique sur le bilan — ce qui marquait un changement important par rapport à leur approche de la réunification de 1963.

Un échange international de bulletins fut organisé sur ce bilan en 1977 et une réunion fut organisée en France sur ce bilan, qui inclut les courants de la FLT dans différents pays d'Europe et amena même des représentants du Secrétariat unifié. Durant une brève période, une réunification politique entre la FLT-SWP et l'OCI-CORQI apparut possible.

Mais en 1977, le dirigeant du SWP Joe Hansen — fer de lance de cette discussion et d'une possible réunification — tomba sérieusement malade et dut se retirer de toute activité politique. L'ensemble de la vieille garde du SWP étant hors course, la direction du SWP — désormais sous le contrôle plein et entier de Jack Barnes et de sa clique — fit brusquement retraite par rapport aux positions trotskystes traditionnelles défendues jusque-là par le SWP et la FLT.

À la surprise de tous, la direction Barnes, sans aucune raison politique apparente,

entreprit de dissoudre unilatéralement la FLT, sans même consulter les autres composantes de la FLT à l'échelle internationale (qui incluait les camarades Nemo, Daniel Gluckstein et Lucien Gauthier en France, et Andreu Camps en Espagne). Une partie des courants affiliés à la FLT dans ces pays et d'autres décidèrent d'unir leurs forces et d'assurer la continuité de l'héritage et des positions de la FLT.

Un autre courant d'opposition s'était aussi développé dans le SU dans les années 1970, sous la direction de Nahuel Moreno, responsable du PST d'Argentine. Il s'était constitué en "Fraction bolchevique" et comprenait des partisans et des groupes affiliés dans différents pays, notamment le Chili, la Colombie, le Pérou, la Suède, l'Italie et l'Espagne.

Sur de nombreuses questions en relation avec la capitulation de la direction du SU devant l'impérialisme, FLT et Fraction bolchevique se rejoignaient ; mais il y avait encore de profondes divergences entre eux sur la manière de combattre dans la lutte de classe dans chaque pays. La Fraction bolchevique, par exemple, s'opposait à l'orientation de front unique ouvrier de la FLT et du CORQI. Faisant écho aux positions de la direction du SU, elles en appelaient à la formation de "fronts unis révolutionnaires" — ce qui, pour le SWP-FLT et le CORQI, était une contradiction en soi. Ce n'était, affirmaient-ils, qu'une autre version de la politique "de la gauche de la gauche", politique qui persistait à rejeter la lutte nécessaire pour l'unité des partis traditionnels de la classe ouvrière contre la classe capitaliste.

Aux États-Unis, la dissolution de la FLT initia un processus de marche arrière politique et de dégénérescence, qui verrait en l'espace de deux ans la direction du SWP renoncer à la théorie de la révolution permanente de Trotsky et prendre en charge l'intégralité du programme politique du Parti communiste cubain.

Bien des années plus tard, j'ai demandé à Pierre Lambert pourquoi, à son avis, la FLT fut dissoute et pourquoi le SWP dégénéra-t-il si rapidement. Il me répondit que c'est une loi de la politique révolutionnaire : vous ne pouvez pas indéfiniment être à cheval sur la barrière. À un moment ou à un autre, il faut prendre position et faire mouvement d'un côté ou de l'autre, sous peine de s'étaler de tout son long.

Durant les années de la FLT, le SWP était allé très loin dans le sens d'une réappropriation des positions traditionnelles de la IV^e Internationale, expliqua-t-il, ajoutant : en ce sens, Joe Hansen voulait réellement une discussion sur le bilan et une réunification avec l'OCI française. Mais, devait-il ajouter, le reste de la direction du SWP (particulièrement la nouvelle direction autour de Jack Barnes) n'était pas intéressée par un tel bilan sur la réunification de 1963, dans la mesure où ils étaient bien trop liés à cette réunification et à la politique castriste, en dépit de la lutte politique développée à travers la FLT.

A un certain degré de développement de la FLT, notait Lambert, il n'y avait pas d'autre choix pour le SWP, s'il voulait engager une lutte conséquente pour une politique trotskyste, que d'entamer une discussion systématique avec le CORQI sur le bilan, avec comme objectif une fusion politique. Le cadre même du Secrétariat unifié était un cadre de destruction des organisations trotskystes. Trotskysme et révisionnisme, notait Lambert, sont incompatibles. Le SWP ne pouvait pas rester indéfiniment dans le cadre du SU et se maintenir comme organisation trotskyste. Il se devait de rompre avec le cadre du SU et s'intégrer à part entière dans une IV^e Internationale authentique, attachée aux principes fondateurs de notre mouvement, ou alors il était voué à dégénérer.

A la fin des années 1970, poursuivait Lambert, le SWP était allé aussi loin qu'il pouvait aller comme organisation trotskyste dans le cadre du SU. L'heure était venue de rompre avec ce cadre sans principes ou le cadre sans principes finirait par briser le SWP.

C'est ce qui arriva par la suite. Avec la dissolution de la FLT, le pendule politique revint de plus belle dans la direction d'un abandon du trotskysme.

Un moment tournant de ce retrait fut la révolution nicaraguayenne du 19 juillet 1979.

Un peu comme ce qui s'était passé lors de la révolution cubaine de 1959-1960, la direction Mandel-Krivine-Maitan-Bensaïd du SU rejoignit la direction Barnes du SWP dans le soutien non seulement à la révolution, mais aussi au gouvernement — un gouvernement capitaliste — constitué après la révolution du 19 juillet.

Aussi bien le SU que la direction Barnes soutinrent la stratégie castriste-sandiniste et firent un pas décisif en rejetant ouvertement la révolution permanente. Pire encore : ils soutinrent la décision du gouvernement sandiniste-Chamorro de jeter en prison les trotskystes nicaraguayens et leurs camarades trotskystes colombiens et argentins, venus au Nicaragua pour participer au combat pour renverser le régime haï de Somoza.

Ces trotskystes — quelques-uns, parmi eux, avaient été partisans de la FLT, d'autres soutenaient la Fraction bolchevique — refusèrent de rendre leurs armes au gouvernement bourgeois comme cela leur était demandé. Ils déclarèrent qu'aussi longtemps que la terre n'avait pas été distribuée aux paysans qui avaient fait la révolution, ces paysans et les brigades de combat sandinistes qui avaient constitué la colonne vertébrale de la révolution devaient pouvoir garder leurs armes. Ils refusèrent de donner un quelconque soutien politique à un gouvernement qui comptait en son sein la plupart des capitalistes de l'opposition regroupés dans le Mouvement de l'opposition large (FAO) — en particulier Violeta Chamorro et Arturo Robelo.

Le gouvernement de coalition sandiniste-FAO formé après le 19 juillet s'engagea à soutenir la Constitution bourgeoise, qui réaffirmait le caractère sacré de la propriété privée des moyens de production. Il procéda rapidement au désarmement des milices sandinistes et s'attacha à reconstruire une armée traditionnelle sous le contrôle politique du nouveau gouvernement. Pour faire cela, ce nouveau gouvernement arrêta et jeta en prison non seulement les trotskystes, mais aussi des militants responsables et des travailleurs d'autres formations politiques.

[En 1982-1983, sous l'immense pression des paysans qui exigeaient la terre, la révolution sandiniste se radicalisa. Chamorro et Robelo furent contraints de quitter le gouvernement de reconstruction nationale — et, plus tard, en arrivèrent à constituer l'armée "*contra*" contre le gouvernement sandiniste. Le nouveau gouvernement constitué était un gouvernement ouvrier et paysan. L'impérialisme américain réagit promptement à cet approfondissement de la révolution et apporta son soutien aux "*contras*" contre les sandinistes. Une guerre généralisée financée par le gouvernement

américain commença. Elle devait durer sept ans et saper l'énergie de la révolution.

Mais — sous la forte pression de Fidel Castro et de la direction cubaine, et avec le soutien plein et entier du SU et de la direction Barnes — les sandinistes refusèrent de suivre la voie de la révolution cubaine et de procéder à l'expropriation des capitalistes approfondissant le soutien que pourraient leur apporter les ouvriers et les paysans. Ils demeurèrent liés à la défense de l'État capitaliste et des rapports de propriété bourgeois.

Ce qui devait contribuer non seulement à miner la révolution de l'intérieur, mais à ouvrir la voie à la victoire de Violeta Chamorro et des "contras" dans l'élection présidentielle de 1990.]

La déclaration commune de juillet 1979, contresignée par Peter Camejo, au nom de la direction Barnes du SWP, et Alain Krivine, au nom du SU, apportant leur soutien au gouvernement de coalition sandiniste-FAO et à sa décision de jeter en prison les trotskystes, provoqua une scission majeure dans le Secrétariat unifié.

À l'automne 1979, les organisations qui se réclamaient encore de la référence à la FLT — en France, 500 militants exclus de la LCR et organisés dans la Ligue communiste internationaliste (LCI), par exemple — furent expulsés du SU, comme le furent les sections ou groupes affiliés à la Fraction bolchevique. Ils furent expulsés pour avoir, par exemple, organisé des réunions en commun avec l'OCI française et les sections du CORQI dans d'autres pays demandant la libération des trotskystes emprisonnés dans les prisons nicaraguayennes.

Pour la direction du SU, de telles réunions publiques risquaient de ternir l'image du SU dans son ensemble aux yeux des dirigeants sandinistes et de Castro.

Dans une déclaration, l'OCI française expliqua que, bien que ne partageant pas nécessairement toutes les positions politiques ou tactiques adoptées par les trotskystes nicaraguayens ou leurs camarades colombiens ou argentins organisés dans les brigades Simon Bolivar, c'était une question de principe pour les trotskystes que de défendre les travailleurs et militants — et particulièrement des trotskystes — jetés en prison par le gouvernement bourgeois pour avoir défendu les intérêts des travailleurs.

LE COMITÉ PARITAIRE ET LA LUTTE POUR DÉFENDRE L'HÉRITAGE ET LE PATRIMOINE POLITIQUE DU SWP

Au lendemain des expulsions de la FLT et de la Fraction bolchevique du SU, un Comité paritaire fut constitué entre la FLT et la Fraction bolchevique, d'une part, et le CORQI, d'autre part, pour préparer les conditions d'une réunification politique de toutes ces forces.

Dans de nombreux pays, de fait, les organisations de l'ancienne FLT fusionnèrent avec les organisations du CORQI. En France, la LCI fusionna avec l'OCI.

Mais le Comité paritaire éclata dès la fin de l'année 1980, quand Nahuel Moreno décréta que la direction de l'OCI avait capitulé devant Mitterrand et le Parti socialiste en France, au prétexte que l'OCI avait appelé les travailleurs français à voter pour Mitterrand lors de l'élection de 1981 contre le candidat de la bourgeoisie, Valéry Giscard d'Estaing.

C'était un faux prétexte pour briser le Comité paritaire. L'appel à un gouvernement PS-PC sans représentants des patrons était une position traditionnelle du mouvement trotskyste français, depuis 1936. Moreno savait que cette position élémentaire de front unique était une marque distinctive de l'OCI en France et du CORQI. Il savait cela lorsqu'il avait donné son accord pour constituer le Comité paritaire avec l'OCI à la fin de 1979. Il n'y avait rien de nouveau ou d'inattendu dans cet appel de l'OCI à voter pour Mitterrand en 1981.

[Il faut noter qu'en 1988 — après sept ans de gouvernement Mitterrand, qui avait refusé de rompre avec les patrons et de mettre en œuvre un gouvernement de défense des intérêts ouvriers —, le PCI (continuateur de l'OCI) n'appela pas à voter Mitterrand, qui se présentait pour être réélu. Le PCI avait appelé durant des années à la rupture avec la politique anti-ouvrière et de régression sociale dans tous les domaines, incarnée par Jacques Delors, ministre du gouvernement Mitterrand, et avait manifesté dans la rue pour exiger du gouvernement qu'il adopte un gouvernement d'urgence répondant à l'attente des

travailleurs. En 1988, la situation politique dans la classe ouvrière était différente, dans la mesure où les travailleurs avaient fait l'expérience de sept ans de trahison de gouvernement PS-PC. C'est pourquoi, au second tour des élections, le PCI ne donna pas de consigne de vote. Le PCI ne voulait pas diviser entre les travailleurs qui s'abstiendraient pour des raisons parfaitement saines et ceux qui voteraient pour Mitterrand.]

Pierre Lambert et la direction du PCI estimèrent que l'attaque brutale et inattendue de Moreno ne pouvait s'expliquer autrement que par le refus de Moreno de rompre avec sa propre variété de national — ou mieux, régional — trotskysme. Unifiant ses forces avec le CORQI pour former un seul mouvement, Moreno aurait dû accepter la dissolution de son regroupement régional dans une organisation plus large et unifiée. Cela, apparemment, n'était pas ce qu'il voulait.

Aux Etats-Unis, la période 1979-1984 vit se développer une intense lutte politique pour la défense du trotskysme à l'intérieur du SWP. Deux tendances minoritaires s'y formèrent pour combattre l'abandon par la direction Barnes de la révolution permanente. Une tendance — appelée le Fourth Internationalist Caucus (FIC) (le regroupement des partisans de la IV^e Internationale) — était animée par un comité directeur de quatre personnes, incluant Franck Lowell, George Breitman, Steve Bloom et Alan Benjamin. L'autre tendance — appelée la Trotskyist Tendency — était dirigée par des vieux dirigeants du SWP comme Nat Weinstein et Lynn Henderson. Jeff Mackler les rejoignit rapidement.

Cinq années durant — mais particulièrement de juin 1982 à janvier 1984, date à laquelle les minoritaires du SWP furent expulsés en masse —, une large discussion se mena parmi les oppositionnels trotskystes sur la meilleure manière de combattre le régime imposé par Barnes au SWP et sur la plate-forme commune qui devrait être adoptée pour préserver la continuité de la IV^e Internationale aux Etats-Unis.

Vers le milieu de 1983, quand il parut évident que la direction Barnes ne tolérerait aucune opposition à son cours liquidateur, le Fourth Internationalist Caucus prépara une série de documents et les proposa comme la base d'une tendance commune

au sein du SWP. Ce document, intitulé "28 thèses pour la révolution socialiste aux Etats-Unis", se réappropriait les meilleures traditions du SWP — notamment : la lutte pour un Labor Party basé sur les syndicats, la lutte pour un parti noir lié au Labor Party, la lutte pour des coalitions de front unique pour défaire les faiseurs de guerre, la lutte pour une tactique de front unique adaptée vis-à-vis des appareils syndicaux, la lutte pour les droits des femmes. Ce document se réappropriait les positions internationalistes du SWP : défense de la révolution permanente, affirmation du caractère totalement contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, lutte pour une Palestine laïque et démocratique, lutte pour le front unique et pour le front unique anti-impérialiste, et d'autres choses encore.

Le Fourth Internationalist Caucus proposa également un texte à la discussion, intitulé "Plate-forme pour une opposition unifiée".

En dépit de l'accord politique sur nombre des questions centrales en jeu dans le SWP, les deux tendances d'opposition ne furent pas à même de s'unir.

Sous la pression des militants des deux tendances — il y avait environ deux cents membres des tendances d'opposition au sein du SWP —, les directions du FIC et de la Tendance trotskyste s'accordèrent sur l'organisation d'une conférence commune de l'opposition unifiée à Chicago, à l'automne 1983. Cette réunion, bien sûr, n'était pas autorisée, dans la mesure où la direction du SWP avait interdit quasiment toute possibilité, pour les courants de l'opposition, de s'exprimer au sein du SWP.

Les délégués de la conférence se mirent d'accord sur la constitution d'une nouvelle organisation — Socialist Action —, qui fonctionnerait à la fois comme organisation publique (dans la mesure où nombre d'oppositionnels avaient déjà été exclus) et comme fraction publique du SWP.

La direction Breitman-Lowell n'accepta pas les décisions de cette conférence de Chicago. Elle décida de s'opposer à la formation de Socialist Action et de constituer à la place une nouvelle organisation — la Fourth Internationalist Tendency (FIT) —, qui fonctionnerait uniquement comme fraction publique du SWP. Cela signifiait que la seule activité de la FIT serait de

continuer la discussion de l'extérieur avec les membres du SWP sur les questions politiques qui avaient conduit à la crise et aux expulsions.

Nombre des membres du FIC ne partageaient pas la décision de Breitamn-Lowell de former la FIT. Ils considéraient que c'était une position de défaite que de former une organisation dont la seule fonction serait de graviter autour d'un SWP décrépit. Il était nécessaire d'afficher une façade publique avec des activités publiques dans la lutte de classe pour préserver les cadres engagés sur le programme de la IV^e Internationale, expliquaient-ils. En janvier 1984, après avoir été expulsés du SWP — dans la dernière vague d'expulsions du parti —, ces anciens supporters du FIC joignirent leurs forces au courant Weinstein-Henderson-Mackler pour former Socialist Action (SA).

SEPT ANS DE SOCIALIST ACTION

De 1984 à 1991, Socialist Action, avec plus de cent membres, a représenté la continuité trotskyste du Socialist Workers Party, bien que cette organisation comprenait différents courants politiques qui avaient entre eux de nombreux désaccords sur d'importantes questions.

Socialist Action publiait un mensuel attractif et s'investit dans la lutte contre l'intervention américaine en Amérique centrale, aidant à constituer une large coalition de front unique antiguerre connue sous le nom de "Mobe" — Mobilization for Peace, Jobs and Justice (Mobilisation pour la paix, l'emploi et la justice).

Socialist Action publia toute une série de livres.

Citons notamment le livre sur le Nicaragua, écrit en collaboration avec une équipe de chercheurs de l'institut Itztani, à Managua, largement composée d'anciens membres de la FLT au Nicaragua, un certain nombre d'entre eux ayant rejoint le CORQI de Pierre Lambert après la formation du Comité paritaire.

Un autre livre, intitulé *URSS : le stalinisme est-il mort ?*, examinait attentivement le développement et l'évolution de l'aile Gorbatchev de la bureaucratie stalinienne. Il expliquait que Gorbatchev n'avait pas rompu avec le stalinisme et qu'il s'orientait rapidement dans le sens du démantèlement

des relations de propriété étatisée, précipitant l'effondrement de l'Etat ouvrier, conformément au pronostic de Trotsky. Ce livre polémiquait contre Ernest Mandel et le SU, qui saluaient la prétendue ouverture démocratique de Gorbatchev — connue sous le nom de glasnost — comme un pas vers la "démocratie ouvrière", ignorant ou minimisant le contenu réel de la perestroïka de Gorbatchev : une gigantesque ouverture économique et financière au capitalisme. (Dans la discussion interne au sein du SU, les résolutions de Socialist Action accusaient la direction du SU de capitulation devant l'aile de "réforme" de la bureaucratie stalinienne représentée par Gorbatchev.)

Tous ces livres et brochures (parmi d'autres) étaient l'expression publique d'une âpre bataille politique menée par Socialist Action contre la direction du SU, caractérisée ouvertement dans les résolutions de congrès comme "révisionniste" et "liquidatrice". La direction du SU était accusée de franchir la ligne de classe, pays après pays, conduisant son courant international à la destruction. Pour s'opposer à ce cours destructeur, les résolutions de congrès de Socialist Action en appelaient à la constitution d'une fraction publique internationale pour combattre la direction du SU.

Tous les courants internationaux prétendant représenter le trotskysme comprenaient que Socialist Action, parce qu'elle prenait en charge la défense du trotskysme aux Etats-Unis, était sur un cours qui conduisait à une confrontation avec le SU et ne pourrait longtemps survivre comme tendance politique, à moins d'être partie prenante d'un cadre international alternatif.

Cela fut le cas, on le comprend, pour la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), qui envoya Daniel Gluckstein, ancien dirigeant de la FLT et, à l'époque, dirigeant de la IV^e Internationale (CIR), pour rencontrer et discuter avec la direction de Socialist Action. A partir de 1986, Gluckstein fut invité régulièrement à rencontrer la direction de Socialist Action. Il fut même invité à un congrès de SA. Et tout cela avait lieu alors que Socialist Action était formellement affiliée au SU. La direction de Socialist Action comprenait que le SU devenait de plus en plus, au mieux, une coquille vide, avec comme seul rôle de conduire les travailleurs dans

chaque continent à une impasse, au nom de la IV^e Internationale.

Les discussions entre la direction du SWP et Daniel Gluckstein, de la IV^e Internationale (CIR), furent des plus productives et eurent de grands prolongements. Des décisions furent prises de collaborer sur le lancement de l'appel sur la Palestine dans le *New York Times*. Ralph Schoenman, alors membre de Socialist Action, fut envoyé par la direction de Socialist Action pour participer au Tribunal international contre la dette externe, tenu à Lima, au Pérou, en 1989, à l'initiative conjointe de plusieurs organisations, dont les sections de la IV^e Internationale (CIR). Il y eut également collaboration commune pour un voyage d'enquête en Union soviétique. Il y eut également accord pour collaborer sur le livre sur le Nicaragua. Également, une campagne commune pour la défense de José Ramon Garcia, trotskyste disparu au Mexique, fut organisée.

En outre, Daniel Gluckstein et la IV^e Internationale (CIR) ouvrirent une discussion politique avec la direction de Socialist Action sur l'histoire du SWP et le bilan de réunification de 1963, ainsi que d'autres questions — incluant la lutte pour le Labor Party et le parti noir. De nombreux dirigeants de Socialist Action firent écho à ces discussions, dans la mesure où elles traitaient de préoccupations qui faisaient partie de leur histoire et de leur pensée politique. A cet égard, la contribution rédigée en 1980 par François Forgue sur l'attaque menée par la direction Barnes contre le trotskysme fut des plus instructives, dans la mesure où elle revenait sur l'évolution du SWP d'une manière bien différente de celle avec laquelle les dirigeants et les membres de Socialist Action avaient traité la question jusque-là.

Il ne s'agissait pas seulement de la manière dont une opaque direction Barnes avait pris le contrôle d'une organisation trotskyste autrefois saine. Il ne s'agissait pas seulement du problème posé par une génération de direction manquante entre les dirigeants ouvriers des années trente et la nouvelle direction Barnes des années soixante. Le bilan de la dégénérescence du SWP, dressé dans les textes de la IV^e Internationale (CIR), devait être compris en relation avec nombre des faiblesses de la direction Cannon — incluant la tendance au

“national-trotskyisme” et l'incapacité à prendre les initiatives permettant d'avancer sur la voie du Labor Party. Cette dégénérescence devait être également comprise dans le contexte de la crise de 1953, qui avait disloqué la IV^e Internationale, et du regroupement sans principes de 1963.

Nombre de ces questions avaient effectivement un écho dans l'esprit de certains membres de Socialist Action, y compris l'auteur de ces lignes, qui étaient engagés dans la lutte pour saisir les racines de la dégénérescence du SWP, mais qui, en même temps, étaient extrêmement préoccupés de la manière dont devait être poursuivie la lutte pour construire la IV^e Internationale aux États-Unis.

Ces militants et dirigeants de Socialist Action étaient grandement influencés par les textes politiques et les discussions avec les représentants de la IV^e Internationale (CIR). Ils furent progressivement de plus en plus déçus par l'attitude des alliés internationaux de Socialist Action au sein du SU.

En relation avec tous ces développements — les succès des initiatives prises en commun entre Socialist Action et la IV^e Internationale (CIR), l'approfondissement de l'évolution antitrotskyste du SU et la capitulation des alliés de SA à l'intérieur du Secrétariat unifié —, ces militants et dirigeants de Socialist Action proposèrent que Socialist Action, comme organisation, fasse un pas de plus en collaborant avec la IV^e Internationale (CIR) pour participer comme observateurs à la Conférence mondiale ouverte à Barcelone en 1991. Cette conférence, lancée en commun par des militants et des organisations ouvrières de toutes tendances, incluant la IV^e Internationale (CIR), avait pour objectif de constituer l'Entente internationale des travailleurs et des peuples pour une Internationale ouvrière. Un tel regroupement international de lutte de classe, fondé sur les principes, devait permettre aux trotskystes de rompre avec leur relatif isolement vis-à-vis de la classe ouvrière et de construire les sections de la IV^e Internationale dans le processus même de la résistance de la classe ouvrière face à l'offensive grandissante des classes dominantes pour renforcer l'exploitation et la marche à la guerre.

L'objectif de ces militants et responsables de Socialist Action était clairement formulé : dans la mesure où il devenait de

plus en plus clair que le Secrétariat unifié était un centre de destruction et qu'il n'y avait en son sein que très peu, et encore, de courants qui puissent être sauvés après tant de décennies de méséducation politique et d'abandon du programme fondateur de la IV^e Internationale, il était devenu nécessaire pour Socialist Action d'approfondir sa collaboration avec la IV^e Internationale (CIR) — un courant politique qui, de fait, représentait la continuité de la IV^e Internationale et se maintenait fermement sur le terrain même des meilleures traditions du SWP lui-même.

Cette minorité de SA ajoutait que, dans la mesure même où Socialist Action resterait lié au SU, elle serait liée à sa dégénérescence politique. Les choses ne pouvaient pas se passer d'une autre manière. Croire qu'il est possible de construire une organisation trotskyste où que ce soit dans le monde coupée de la lutte pour construire la IV^e Internationale à une échelle internationale est la pire forme de "national-trotskysme".

En janvier 1991, neuf membres de Socialist Action — incluant deux membres de son comité national — se rendirent à Barcelone, en Espagne, pour participer comme observateurs à la Conférence mondiale ouvrière ouverte. Le voyage à Barcelone n'avait pas été autorisé par la direction de Socialist Action. Pour avoir effectué ce voyage, ces membres de Socialist Action (incluant l'auteur de ces lignes) furent exclus de l'organisation.

La direction de Socialist Action déclara que la lutte à l'intérieur du SU n'avait pas été conclue et qu'il était aventuriste de s'éloigner de la tradition du SU pour chercher une affiliation avec la IV^e Internationale (CIR). (Sans surprise, on verra par la suite Socialist Action connaître une série de scissions qui la ravageraient, laissant les restes de la vieille Socialist Action éclatés, largement démoralisés, et sans réelle vie politique ou perspectives de construction de la IV^e Internationale aux États-Unis ou où que ce soit ailleurs.)

En février 1991, les onze membres et le reste de leurs soutiens dans Socialist Action constituèrent une nouvelle organisation : Socialist Organizer. En mars de la même année, le premier numéro de *The Organizer*, le journal, fut publié.

L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET LA REPROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Ce n'est pas l'objet de cette contribution que de tirer un bilan politique de douze ans de Socialist Organizer.

Il est nécessaire, toutefois, de souligner quelques-uns des moments politiques clés de cette histoire, à commencer par la décision de la direction de la IV^e Internationale (CIR) de "reproclamer" la IV^e Internationale en 1993 — décision qui reçut le soutien plein et entier de Socialist Organizer.

Quelques points brefs de l'histoire de la lutte contre le révisionnisme doivent être cités pour comprendre le contexte de la reproclamation de la IV^e Internationale en 1993 :

a) Après avoir été expulsée par Pablo en 1952, la section française fut à même de constituer un pôle de défense du programme de la IV^e Internationale, précisément parce qu'elle ne tomba jamais dans le piège du "national-trotskysme". Parce que Lambert et l'OCI ont toujours mené la longue et difficile lutte contre le pablisme à l'échelle internationale, ils ont été à même non seulement de rassembler tous ceux qui défendaient le programme de la IV^e Internationale dans le Comité international, puis ultérieurement dans la IV^e Internationale (CIR), mais ils ont également été à même d'éviter le sort que beaucoup d'autres ont connu : se transformer en secte. L'évidence du caractère destructif du "national-trotskysme" peut se mesurer dans la dégénérescence du RWP de Healy, du MAS de Moreno et du SWP lui-même.

b) La validité de l'affirmation du Comité international, puis de la IV^e Internationale (CIR), selon laquelle trotskysme et révisionnisme sont incompatibles a été vérifiée par l'évolution même du SWP : non seulement le SWP n'a jamais été à même d'arracher le SU au révisionnisme, mais le maintien du SWP dans le cadre même du SU a été une cause principale de sa propre disparition.

c) Le caractère erroné de l'idée pabliste selon laquelle des substituts existeraient à la lutte pour le socialisme et pour la IV^e Internationale fut définitivement prouvé par la

chute du Mur de Berlin, de même que par l'effondrement politique de tous ceux que le SU avait présentés comme des "trotskystes naturels". Bien que la lutte pour construire une Internationale de masse capable de conduire l'émancipation des travailleurs fut largement entravée par la crise de 1953, la nécessité d'une révolution mondiale — donc de la IV^e Internationale elle-même — était plus aiguë que jamais pour empêcher l'humanité de sombrer dans la barbarie.

Ainsi, la question de la reproclamation de la IV^e Internationale a été mise à l'ordre du jour en 1992, dans la mesure où tous les éléments sains qui existaient à l'intérieur du SU avaient déjà rejoint la IV^e Internationale (CIR) et que le programme du trotskysme avait été confirmé par les événements. En outre, le processus de regroupement sur une base de principe, initié à la conférence de fondation de l'Entente à Barcelone un an plus tôt — un processus qui avait de loin dépassé les espérances de la IV^e Internationale (CIR) —, nécessitait une IV^e Internationale reproclamée et démocratiquement centralisée pour faire face aux nouveaux défis et aux nouvelles ouvertures pour la construction.

En juin 1993, Socialist Organizer pris part à la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale (CIR) — où les sections venues de 44 pays votèrent la reproclamation de la IV^e Internationale sur la base de son texte fondateur, le *Programme de transition*.

La conférence affirma que la construction de la IV^e Internationale était inséparable des campagnes de l'Entente, qui fournissait un cadre international de front unique ouvrier contre la guerre, la privatisation et la déréglementation — et pour l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations.

Il s'agit là de la méthode de transition : se lier aux masses au niveau où elles en sont de leur compréhension et de leurs connaissances politiques, à quelque niveau que ce soit, et les aider, à travers leur propre action, à aboutir à une clarification jusqu'au point où leur niveau de confiance et de compréhension est plus net, clarifié, c'est-à-dire en direction de la révolution socialiste.

Les campagnes et conférences de front unique de l'Entente — qui ont été développées dans 92 pays — ont connu de grands

succès aux Etats-Unis. Les points les plus élevés incluent la Conférence mondiale ouverte pour la défense de l'indépendance syndicale et des droits démocratiques (OWC), qui a eu lieu en 2000, avec la participation de 570 militants ouvriers venus de 53 pays, de même que la campagne internationale contre l'occupation et pour les droits ouvriers en Irak, dont l'Entente est coorganisatrice avec US Labor Against the War et la Confédération internationale des syndicats arabes.

SOCIALIST ORGANIZER : LA CONTINUITÉ DE LA IV^e INTERNATIONALE AUX ÉTATS-UNIS

Sans aucun doute, Socialist Organizer, dans les douze dernières années, a marqué la vie politique aux Etats-Unis, en particulier à travers sa participation active au combat pour un véritable Labor Party ; son combat contre les accords de coopération-intégration classe ouvrière-patronat à Decatur, dans l'Illinois ; les innombrables campagnes conduites à travers l'Entente internationale et la Conférence mondiale ouverte ; le combat contre NAFTA et l'ALCA ; et, plus récemment, le combat pour construire US Labor Against the War — et cela pour ne citer que quelques-unes de ses plus importantes activités.

Socialist Organizer a entrepris la tâche ambitieuse de reconstruire la section de la IV^e Internationale aux Etats-Unis dans le contexte de la longue et extrêmement désagréable crise du SWP. A bien des égards, le mouvement trotskyste américain a parcouru un cycle complet : après tout, notre mouvement a commencé en 1928 avec seulement une poignée de militants. Et bien qu'il soit exact que la lutte pour reconstruire la IV^e Internationale aux Etats-Unis ne sera pas une tâche aisée, il y a une raison très simple de rester optimiste : nous avons tiré d'importantes leçons de notre passé.

Nous avons appris que la lutte pour construire la IV^e Internationale aux Etats-Unis ne peut pas être séparée de la lutte pour un véritable Labor Party. Nous avons appris qu'il n'y a pas de substitut pour la IV^e Internationale dans la lutte pour l'émancipation de l'humanité du capitalisme. Et,

peut-être plus important, nous avons appris les dangers du “national-trotskyisme”.

Notre relation avec une Internationale véritable et fonctionnant comme telle — qui comprend aujourd’hui des sections dans 48 pays — a fourni une base politique et organisationnelle qui permet à Socialist Organizer de reconstruire le mouvement trotskyste aux Etats-Unis.

Sans aucun doute, Socialist Organizer a joué un rôle pivot dans le fait d’assurer la continuité de la IV^e Internationale et de son programme aux Etats-Unis. Cela est à porter au crédit de l’organisation et de la IV^e Internationale reproclamée, qui a aidé à chaque étape sur la voie de la construction d’une section de la IV^e Internationale aux Etats-Unis.

Mais le fait demeure que Socialist Organizer a seulement commencé le pro-

cessus de reconstruction d’un parti qui puisse conduire les travailleurs et la jeunesse des Etats-Unis à se libérer des chaînes de l’exploitation capitaliste et de l’oppression. Dans la prochaine période, la principale tâche de Socialist Organizer est d’assurer sa propre croissance. Sans aucun doute, un grand nombre des militants que nous recrutons seront des jeunes gagnés à la politique trotskyste à travers nos efforts pour promouvoir Jeunesse Révolution. Une attention spéciale au développement du travail de Socialist Organizer dans la jeunesse jouera un rôle important dans la transformation de Socialist Organizer en une organisation capable d’accomplir ses tâches historiques.

**Alan Benjamin,
le 8 décembre 2003**



**Désormais, *La Vérité* est publiée
tous les deux mois en quatre langues**

NOTRE HISTOIRE

Thèses du groupe trotskyste palestinien (janvier 1948)

Chaque jour qui passe voit la Palestine s'enfoncer un peu plus, sous la domination de l'impérialisme américain, dans une impasse tragique, qui menace de destruction le peuple palestinien.

La situation est particulièrement dramatique dans les camps de réfugiés, où s'entassent par centaines de milliers les enfants et petits-enfants de ceux que l'on a chassés de leurs terres et de leurs villages en 1948. Soumis au blocus et à la famine, à des conditions de survie vétustes, attaqués en permanence par l'armée israélienne, les habitants des camps se demandent : au nom de quoi leur interdit-on, depuis plus de cinquante-cinq ans, le droit de retourner vivre sur leurs terres ?

Nous affirmons que rien ne peut justifier que ce droit au retour ne soit pas établi. Et pour notre part, nous affirmons que la seule issue positive, tant pour le peuple palestinien que pour les travailleurs juifs immigrés en Palestine, ne pourra passer que par la constitution d'une Palestine laïque et démocratique, sur tous les territoires historiques de la Palestine, garantissant à tous ses citoyens des droits égaux.

Mais cette perspective est contradictoire avec le maintien de la chape de plomb de la domination impérialiste sur toute la région. Est-ce un hasard si — au moment où de plus en plus de militants palestiniens et juifs, tels ceux qui s'expriment dans la revue *Dialogue, revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine*, sont amenés à renouer avec cette vieille revendication démocratique d'un seul Etat — le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a catégoriquement “rejeté l'idée d'un seul Etat, déclarant que seule une solution de deux Etats pour mettre fin à la violence pourrait fonctionner” (Associated Press, 8 janvier 2004) ?

Il n'y a pourtant pas d'avenir dans le cadre de la prétendue “solution” des “deux Etats” (dont “l'Etat palestinien”, qui n'a jamais vu le jour jusqu'à présent). C'est ce qu'affirmaient déjà, en janvier 1948, avant la proclamation formelle de l'Etat d'Israël, les militants du Groupe trotskyste palestinien, dont nous sommes fiers de reproduire, pour les lecteurs de *La Vérité*, les “Thèses”, qui restent dans leur ensemble d'une grande actualité.

Ce que nous avons déclaré au moment de la décision de l'ONU du partage de la Palestine (*Quatrième Internationale*, novembre-décembre 1947) reste complètement justifié en ce qui concerne le nouvel "Etat" miniature d'Israël. Loin de résoudre la question juive, il va lui donner une acuité encore plus tragique, non seulement en accentuant les tendances antisémites en Grande-Bretagne et dans les pays du Proche-Orient, mais aussi et surtout en cristallisant les sentiments anti-impérialistes des masses arabes dans tous les pays environnants. Même abstraction faite de l'attitude des grandes puissances, cet Etat n'a aucun avenir historique. Sujet à des crises et à des convulsions permanentes — la guerre civile permanente n'ayant été évitée que par le nettoyage complet de tous les villages arabes sur son territoire —, il sombrera dans une effroyable boucherie à une prochaine étape de la révolution arabe si le prolétariat juif ne se détache pas à temps du chauvinisme sioniste. La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture. Leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une Fédération des Etats arabes du Moyen-Orient, qui garantira à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale.

Les potentats féodaux arabes Farouk et Abdullah, loin de lutter contre le partage de la Palestine, cherchent surtout à partager ce malheureux pays entre leurs propres royaumes. Leur invasion avait surtout pour but de détourner l'attention de leurs propres sujets de la tension sociale montante dans leurs pays. En même temps, ils ont cherché à exploiter les sentiments anti-impérialistes des masses pour couvrir leur propre capitulation misérable devant le capital mondial (affaire du Soudan, traités de l'Irak et de la Transjordanie avec la City [*de Londres*], etc.). Quelques semaines de guerre ont suffi à dévoiler l'organisation lamentable de leurs forces militaires. Ce n'est pas sous leur direction que les masses arabes pourront réunifier la Palestine. Encore moins la lutte contre l'impérialisme se développera-t-elle sous leur égide, alors que, même dans l'affaire de la Palestine, les

souverains arabes sont prêts à se laisser imposer finalement le compromis élaboré actuellement par les grandes puissances.

Il en va tout autrement de l'opposition que les masses arabes manifestent de toute part contre l'Etat d'Israël et l'intervention de l'impérialisme dans cette partie du monde. Cette opposition est une force incontestablement progressive, qui, demain, ira renforcer le courant général de la révolution arabe au Moyen-Orient. Aujourd'hui, les masses restent dans l'expectative, aussi longtemps que leurs propres maîtres semblent se charger du combat. Quand la trahison de ceux-ci éclatera à la face du monde, l'intervention indépendante des masses arabes sera à l'ordre du jour. Elle permettra à ce moment une convergence de la lutte contre les seigneurs féodaux et l'effroyable misère sociale, et de la lutte contre l'impérialisme et le sionisme. Préparer dès aujourd'hui cette convergence est la tâche des révolutionnaires du Moyen-Orient, qui, tout en luttant contre tout courant chauvin et antisémite, concentreront leur propagande sur les mots d'ordre suivants :

— A bas le partage de la Palestine ! Pour une Palestine arabe unie et indépendante, avec pleins droits de minorité nationale à la communauté juive.

— A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les "médiateurs" et "observateurs" de l'ONU ! Pour le droit des masses arabes à disposer d'elles-mêmes.

— Pour l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel et secret ! Pour la révolution agraire !

— A bas la Ligue arabe, instrument de l'impérialisme ! A bas les rois corrompus et les féodaux exploités ! Vive la révolution socialiste arabe dans le Moyen-Orient !

La faiblesse de l'impérialisme britannique après la Seconde Guerre mondiale, la consolidation de la bourgeoisie indigène dans quelques colonies importantes et le développement de la classe ouvrière, ainsi que l'intensification de sa lutte sociale et anti-impérialiste, ont obligé la Grande-Bretagne à évacuer ses troupes de certaines colonies et à prévoir un réajustement de la défense de l'Empire. D'autre part, la bourgeoisie indigène est devenue un agent de la domination impérialiste

indirecte d'autant plus digne de confiance que grandissait la peur de la classe ouvrière organisée, qui est sortie plus forte que jamais de cette guerre. Particulièrement dans les colonies et semi-colonies, et dans les régions coloniales où l'impérialisme américain a pénétré comme principale puissance économique, l'impérialisme britannique essaie d'assigner une partie des tâches de la défense de l'Empire et de la préparation de la prochaine guerre mondiale à l'impérialisme américain. D'autre part, la Grande-Bretagne cherche à maintenir autant d'influence économique et d'autorité sur la bourgeoisie indigène qu'il est possible de le faire. C'est ce qui se passe à présent dans le Moyen-Orient. D'une part, l'impérialisme britannique évacue une partie de ses troupes de Palestine et de l'Irak, et laisse à l'ONU, c'est-à-dire à l'impérialisme américain, le soin de décider le sort de la Palestine, et, d'autre part, il incite à la "guerre sainte" en Palestine, afin de gagner de l'influence politique sur le monde arabe ; et il s'efforce de s'allier aux Etats arabes, comme par le traité prévu avec l'Irak, qui donnerait à l'impérialisme britannique le maximum de pouvoir possible dans les conditions de domination indirecte. L'antagonisme entre les impérialismes américain et britannique dans cette région se manifeste particulièrement dans la question de savoir de quelle façon chacun d'eux peut obtenir le maximum d'influence directe sur l'économie et la politique indigènes, tout en y envoyant le plus petit nombre de troupes. La décision de diviser la Palestine, appuyée par les Etats-Unis apparemment en opposition à la Grande-Bretagne, a créé la situation suivante dans l'Orient arabe : la Grande-Bretagne a obtenu la possibilité de retirer une partie de ses troupes, tout en renforçant son prestige dans le monde arabe ; l'Amérique, dont les intérêts pétroliers n'ont pas souffert d'une certaine perte de prestige à cause des liens économiques qui lient la bourgeoisie indigène à l'impérialisme yankee, y a gagné un agent direct : la bourgeoisie sioniste, qui, de ce fait, est devenue complètement dépendante du capital américain et de la politique américaine. De plus, l'impérialisme américain a maintenant une justification pour intervenir mili-

tairement dans le Moyen-Orient chaque fois que cela lui conviendra. Tous les deux ont créé une situation de chauvinisme grandissant, dans laquelle il est devenu possible d'écraser la classe ouvrière arabe et tous les mouvements de gauche dans tout l'Orient arabe — et cela est également dû à l'appui russe au plan impérialiste de division de la Palestine.

Les féodaux arabes de la bourgeoisie du Moyen-Orient représentés par la Ligue arabe voient dans la bourgeoisie sioniste un concurrent non seulement sur le marché des moyens de consommation du Moyen-Orient (en ce qui concerne l'Egypte), mais également sur le marché des agents impérialistes dans l'Orient arabe. Par sa guerre raciale contre les Juifs de Palestine, la Ligue arabe veut limiter la zone d'activité des industries juives et prouver à l'impérialisme qu'elle est un facteur qui peut encore mieux servir que le sionisme. En même temps, elle favorise l'impérialisme dans ses plans sur une grande échelle au Moyen-Orient et elle n'est que trop intéressée à suivre ses ordres en vue d'utiliser cette guerre chauvine pour aviver les sentiments anti-russes et pour écraser brutalement la classe ouvrière arabe et tous les groupes de gauche. Elle voit dans l'épouvantail sioniste et dans le problème palestinien en général une trop belle occasion pour détourner l'attention des masses opprimées des pays arabes de leurs problèmes sociaux et de l'exploitation impérialiste et indigène, pour exacerber les haines raciales contre les minorités et pour recruter des chômeurs pour le "jihad" en Palestine. Dans ces circonstances, l'antagonisme traditionnel entre les deux cliques de la Ligue arabe — la famille hachémite britannique, d'une part, et le bloc américain du roi du pétrole de l'Arabie, de l'Egypte et du régime actuel en Syrie, d'autre part — se manifeste dans leur compétition pour l'intervention la plus extrême et la plus active en Palestine, afin d'être sur place, d'y créer un fait accompli et de rassembler le butin dès qu'il sera nécessaire de se conformer aux décisions finales de l'impérialisme.

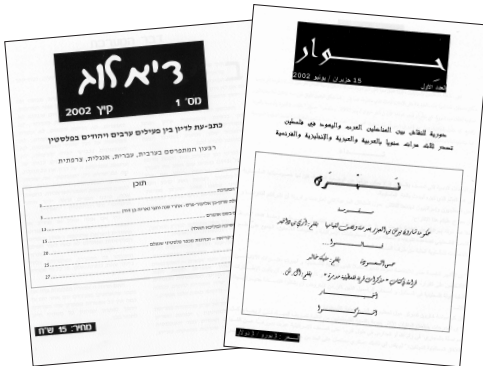
Si, dans le passé, l'activité politique du parti révolutionnaire parmi les ouvriers juifs a été difficile à cause de la position privilégiée de ceux-ci dans l'économie

fermée des Juifs, elle le sera d'autant plus aujourd'hui que cette position a été soutenue non seulement par l'impérialisme américain, mais encore par la Russie. Le tournant des staliniens juifs, devenus les adeptes les plus enthousiastes de la division de la Palestine et de la création de l'Etat juif, limite encore les points de contact qui auraient pu être utilisés par le parti révolutionnaire comme point de départ pour son activité parmi les ouvriers juifs. D'autre part, l'influence accrue de la réaction féodale arabe s'exprime par un chauvinisme accru du côté juif. Une certaine perspective de notre travail consiste dans la possibilité de gagner individuellement des staliniens qui sont demeurés fermement opposés à la division et qui peuvent par conséquent admettre la trahison de la Russie stalinienne.

L'analyse précédente montre que, dans le proche avenir (les prochains mois), on ne peut pas s'attendre à des actions sur une grande échelle de la part des ouvriers arabes, encore moins d'actions communes entre ouvriers arabes et juifs. Avant que ne se fasse sentir la lassitude provoquée par la détérioration de la situation économique et par l'effusion de sang, et qui sera le point de départ d'une nouvelle montée révolutionnaire, il est très probable qu'il y aura un renforcement du chauvinisme et

des massacres sur une grande échelle. Dans le proche avenir, notre travail sera limité essentiellement au maintien des liaisons entre les camarades arabes et juifs, à renforcer les cadres, particulièrement du côté arabe, comme base pour une activité révolutionnaire dans l'avenir. Nous devons expliquer patiemment aux couches les plus avancées du prolétariat arabe et à l'intelligentsia que les actions militaires raciales ne font qu'agrandir le fossé entre les Juifs et les Arabes, et conduisent ainsi pratiquement à la division politique ; que le facteur fondamental et que la cause principale de la division, c'est l'impérialisme ; que les combats actuels ne font que renforcer l'impérialisme ; que, grâce à la direction bourgeoise et féodale des pays arabes — qui est l'agent de l'impérialisme —, nous avons été battus à une étape de la lutte anti-impérialiste ; et que nous devons nous préparer pour la victoire à une prochaine étape — c'est-à-dire pour l'unification de la Palestine et de l'Orient arabe en général — en créant la seule force qui puisse parvenir à ces buts : le parti prolétarien révolutionnaire unifié de l'Orient arabe. Notre succès dépendra en très grande partie de la consolidation, entre-temps, des forces communistes révolutionnaires en Egypte.

Haïfa, janvier 1948



Dialogue

Revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine

Trimestriel publié en arabe, hébreu, anglais, français
Abonnez-vous !

Quatre numéros, un an, 15 euros, chèque à l'ordre de "Les Amis de Dialogue", à envoyer à Dialogue, c/o Pierre Lambert, 87, rue du faubourg Saint-Denis, 75010 Paris, FRANCE

Au sommaire du n° 5, qui vient de sortir

Mai 2004, Paris : conférence internationale pour le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Le "Mur de l'apartheid" : entretien avec Rania, militante palestinienne exilée à Genève, organisatrice de la campagne en Suisse contre le "Mur de l'apartheid".

Un entretien avec le cinéaste israélien Eyal Sivan, auteur, avec Michel Khleifi, du documentaire *Route 181*.

Un seul Etat ou deux ? Interview du docteur Sami Aldeeb, président de l'Association pour un seul Etat démocratique en Palestine-Israël.

La partition de 1948, ses causes et ses conséquences (deuxième partie), par Elie Aminov.

Tribune libre : A mi-chemin entre le camp des oppresseurs et celui des opprimés, par Arié Ben-David .

Vie de l'Internationale

Nous publions dans cette rubrique :

— Afrique du Sud : la lettre ouverte de Lybon Mabasa, président du Parti socialiste d'Azanie, aux militants et organisations noirs des Etats-Unis ;

— Brésil : la lettre de Markus Sokol (courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs) à Heloisa Helena (courant Démocratie socialiste du Parti des travailleurs) ;

— Pérou : la lettre ouverte d'Erwin Salazar Vasquez, président de la CGTP de Lambayeque, à Juan José Gorriti, secrétaire général de la CGTP ;

— Des extraits du rapport sur *La Vérité* présenté lors du conseil général de la IV^e Internationale.

Lettre ouverte de Lybon Mabasa, président du Parti socialiste d'Azanie (Afrique du Sud), aux militants et organisations noirs des Etats-Unis

Destinataire :
US Organizing Committee,
International Tribunal on Africa,
Julian Kunnie and Alan Benjamin,
PO Box 40009
San Francisco, CA 94140

Chers camarades,

Il y a quatre ans, des syndicalistes et militants noirs de 21 pays africains, du Brésil, des Caraïbes et des Etats-Unis se sont rassemblés au Tribunal international pour l'Afrique, à Los Angeles, en Californie. Là, sur la base de témoignages détaillés et de documents rassemblés au cours de sessions préparatoires au tribunal,

tenues pendant deux ans à travers toute l'Afrique, nous avons mis en lumière le développement implacable qui menace l'existence même des peuples d'Afrique.

Notre continent, ravagé d'abord par la traite des Noirs, puis par le colonialisme, se vit confisquer la promesse de la libération nationale et fut trahi par des guerres horribles, prétendument "ethniques", et des programmes d'ajustement structurel et de remboursement de la dette, tous imposés par le gouvernement des Etats-Unis et par les institutions internationales du grand capital, Fonds monétaire international, Banque mondiale, OMC, Union européenne, AGOA, NEPAD. Des millions de gens

meurent sur les champs de bataille, dans nos villages ou dans les rues de nos villes, du Sida et d'épidémies qu'on croyait éradiquées depuis longtemps.

A Los Angeles, nous avons aussi réaffirmé que le racisme envers les peuples d'origine africaine sur tous les continents est un fléau dont on n'est pas encore venu à bout. Bien au contraire, les populations noires du Brésil, des Caraïbes et des Etats-Unis sont réduites à des conditions de vie inhumaines, jetées en prison, mises au fer, victimes de toutes sortes de violences policières et-ou amenées à grossir les rangs des rebuts de la société, chômeurs et sans-abri.

Les enfants d'Afrique sont à la recherche d'un rayon d'espoir. Nos peuples veulent un avenir où tout le monde aurait une terre, un logement, un emploi, et où il n'y aurait plus ni pauvreté, ni misère. Ils veulent vivre en paix sans les guerres dictées de l'extérieur par des intérêts financiers. Ils veulent empêcher la destruction de leurs pays et jusqu'à celle de leurs enfants.

Partout, les peuples d'Afrique se demandent : *“Est-il possible de mettre un coup d'arrêt à cette marche vers la mort ? Est-il possible de sauver le continent africain ? Pouvons-nous éviter ce sort, qui, si on ne parvient pas à en inverser le cours, attend toute l'humanité ?”*

Aujourd'hui, nous avons besoin de votre aide ! Notre Afrique, en proie à la guerre, a besoin de l'aide de nos camarades, dont les actions révolutionnaires ont commencé à changer le cours de l'histoire quand ils ont aidé à la victoire des nordistes pendant la guerre civile des Etats-Unis.

Nous avons besoin du soutien de nos camarades qui ont affronté les canons à eau et les troupes fédérales pour mettre fin à la politique raciste. Nous avons besoin de nos camarades qui se sont joints à nous pour obtenir des dédommagements, pour mettre un terme aux plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international, au remboursement de la dette, à l'annulation de la dette africaine, pour mettre un terme aux interventions militaires des Etats-Unis, en Afrique et au-delà, pour le retrait de toutes les forces d'occupation étrangères de notre continent, pour le respect du droit de nos peuples à l'autodétermination.

Nous, en Afrique, avons assisté, très choqués, aux attaques sans précédent, à tous les niveaux de l'administration, contre

les Noirs d'Amérique, amenant au retour des lois raciales et aux exécutions dans les couloirs de la mort. Nous avons été stupéfaits de voir comment, en novembre 2000, ils ont confisqué le vote du peuple américain — en particulier celui de 80 000 Noirs américains en Floride, qui ont été tout simplement rayés des listes électorales pour assurer la victoire de Bush.

Nous avons été très inquiets de voir l'administration Bush lancer des bombes sur les peuples d'Afghanistan et d'Irak pour la mainmise sur le pétrole et la suprématie américaine.

Mais nous avons aussi été furieux de voir que les politiciens de tous bords vous ont abandonnés en dépit des assurances qu'ils vous avaient données, en refusant de se mobiliser autour du scandale ressenti par des millions de gens envers Bush et son coup d'Etat à la Cour suprême, et qui, depuis lors, ont souscrit à toutes les attaques contre la classe ouvrière aux Etats-Unis et à l'étranger, au nom d'une prétendue “guerre contre le terrorisme”.

Chers camarades,

Les peuples d'Afrique, tout comme ceux du reste du monde, ont les yeux tournés vers les Etats-Unis à l'occasion de cette année électorale.

Nous, de l'Afrique du Sud-Azanie, nous nous sentons profondément impliqués. Nous savons qu'il y aura forcément des discussions sur toutes les questions qui touchent les populations d'origine africaine. Mais, jusque-là, nous n'avons entendu aucune voix s'élever clairement contre le pillage de notre continent, contre les guerres qui détruisent les populations et les pays africains ou contre les assauts sans précédent contre la classe ouvrière aux Etats-Unis mêmes — en particulier, les Noirs américains et autres nationalités opprimées.

En tant que l'un des coordinateurs africains du Tribunal international pour l'Afrique, j'ai eu la chance de parcourir les Etats-Unis en 1999 pour organiser le soutien au Tribunal à Los Angeles. J'ai visité vos écoles, vos campus, vos maisons des syndicats et des communautés, ainsi que des églises. J'ai entendu votre colère, mais j'ai aussi perçu votre détermination à vous battre — ce qui m'a donné une grande force et de l'espoir pour persévérer.

Aujourd'hui, plus de quatre ans après, je sens que je dois retourner aux Etats-Unis pour faire entendre notre appel à l'aide. Notre continent est au bord de l'abîme. Nous avons besoin de votre soutien pour démarrer notre action et mettre au point nos propres solutions — ce qui n'est pas possible tant que sera refusée au peuple noir la souveraineté politique .

Et je veux vous apporter un message : les enfants d'Afrique n'ont-ils pas tous besoin d'une voix indépendante pour parler en leur nom dans l'arène politique des Etats-Unis en cette année électorale ? Serait-ce une idée trop tirée par les cheveux de penser qu'un candidat noir indépendant — quelqu'un qui parlerait en notre nom — pourrait se présenter à cette élection pour s'opposer aux politiciens des élites en place ? Cela est-il possible ? Que faudrait-il faire pour cela ?

J'aimerais engager la discussion avec vous sur ce sujet brûlant.

Le comité d'organisation américain du Tribunal international pour l'Afrique a proposé que je passe deux semaines aux Etats-Unis à parcourir des villes à la fin du printemps pour renouer le dialogue que nous avons entamé il y a quatre ans, quand nous

avons mis sur pied le Tribunal international pour l'Afrique.

Les conditions difficiles auxquelles nous avons dû faire face ces dernières années ont interrompu notre discussion. Je le regrette profondément. Mais à présent, la situation est tellement urgente que nous devons reprendre contact.

Je m'adresse à vous pour que vous souteniez les organisateurs américains du Tribunal international pour l'Afrique, afin d'organiser et d'aider à financer mon séjour de deux semaines aux Etats-Unis, ce printemps. Aidez-moi à venir dans votre ville et à rencontrer vos organisations et vos militants.

Avec votre aide, j'en suis convaincu, nous pourrions construire un puissant mouvement pour sauver notre continent africain et défendre la cause de tous les enfants d'Afrique.

Nous devons le faire !

Merci d'avance pour votre intérêt et votre soutien.

Dans l'unité.

Lybon Mabasa,
président du Parti socialiste d'Azanie
(SOPA),
Azanie-Afrique du Sud

Lettre ouverte à la camarade Heloísa Helena

Heloisa Helena est l'une des quatre parlementaires du PT du Brésil exclus pour avoir voté contre la "réforme" liquidatrice du système des retraites, véritable "contre-réforme" que le gouvernement Lula a imposée contre vents et marées en application des directives du FML.

Elle a accordé une interview au journal du courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs quelques jours avant de s'engager dans la proclamation d'un "nouveau parti". Répondant à une question concernant Miguel Rossetto, ministre de la Réforme agraire dans le gouvernement Lula (membre du même courant qu'elle, Démocratie socialiste [DS], organisation du Secrétariat unifié au Brésil), qui met en œuvre une politique contraire à toute la tradition du PT, tournant le dos à la réforme agraire, et qui, de plus, n'a pas dit un mot contre son exclusion, Heloisa Helena répond qu'elle "préfère oublier".

Markus Sokol, du courant *O Trabalho*, membre du directoire national du PT, l'un de ceux qui ont voté contre les exclusions, lui a adressé la lettre ouverte qu'on lira ci-dessous.

São Paulo, le 2 février 2004

Chère camarade,

Nous avons lutté ensemble durant toute l'année 2003 contre la réforme des retraites

et contre la menace d'exclusions que la majorité du directoire national (DN) a finalement décidées en décembre dernier.

Tu nous a accordé une interview sur la nouvelle situation. Nous ne partageons pas

tes conclusions. Mais, partisans de la démocratie ouvrière, nous la publions intégralement.

Cette lettre vise à t'exposer fraternellement le motif pour lequel je considère que s'engager sur ce chemin du "nouveau parti" n'est pas un bon choix.

Ni toi, ni nous, ni personne ne peut accepter la brutale décision d'expulser du parti quatre parlementaires accusés d'avoir voté contre une réforme des retraites qui contredisait toute la tradition du PT, contre laquelle les fonctionnaires ont fait grève et contre laquelle la CUT y compris a appelé à voter.

Le PT aurait-il été fondé pour détruire les droits ouvriers ?

Non, Lula a été élu président pour en finir avec la soumission aux accords avec le FMI.

53 millions ont voté pour la réforme agraire, pour la création de 10 millions d'emplois, pour l'augmentation du salaire minimum et pour la rupture avec l'"annexion" de l'ALCA.

Je suis convaincu, camarade Heloisa, que c'est là l'engagement que nous gardons en commun avec les adhérents du PT et les 53 millions qui ont voté PT.

Mais il y a une question que je voudrais te poser.

Dans ton interview, questionnée sur le rôle du ministre Rossetto, tu réponds : *"J'essaie d'oublier ceux qui, dans ou hors de la DS, ont préféré le chemin du silence."*

Franchement, camarade, je ne comprends pas. Comment est-il possible d'oublier Rossetto ?

Nous savons combien est grave et urgent le problème de la terre pour des millions de travailleurs ruraux menacés par la faim. C'est un problème pour lequel il n'y a pas de solution sans réforme agraire. C'est une exigence de la nation, qui veut en finir avec la faim.

Le peuple a voté pour la réforme agraire. Deux millions de familles ont besoin désespérément de terres. Tu sais comme nous que le peuple n'a pas voté pour que moins de 10 000 familles soient installées sur une terre en 2003 après que le gouvernement en ait promis 60 000 au MST, qui en réclamait 120 000.

Nous savons également que le ministre Rossetto et le gouvernement viennent de refuser le plan d'installation d'un million de familles en quatre ans, annonçant à peine

400 000 installations. Mais nous savons déjà que le budget 2004 ne prévoit pas l'argent nécessaire à l'installation de 115 000 familles.

Comment, alors, oublier le rôle honteux du ministre Rossetto dans l'absence de réforme agraire sous le gouvernement Lula ? Comment oublier que Rossetto a approuvé l'action du gouvernement, dont il reste membre, que ce soit en ce qui concerne l'accord avec le FMI ou la réforme des retraites ? Je ne comprends pas.

Nous avons lu dans le manifeste du "nouveau parti" (19 janvier 2004) qu'il *"appuie les occupations de terre"*. Mais que fait Rossetto aujourd'hui ? Pourquoi ne pas en parler ? Même l'expression "réforme agraire" ne figure pas dans ce texte.

Camarade, tu as montré beaucoup de courage en votant contre la réforme des retraites. Parce que tu n'avais pas oublié que le PT est le parti de la défense des retraités, du salaire et de la réforme agraire. C'est pour cela que nous nous sommes solidarisés avec toi.

Mais est-il possible aujourd'hui d'oublier Rossetto, membre du courant DS, qui fait partie du Secrétariat unifié (SU) et prétend parler en tant que IV^e Internationale ?

Réfléchissons : le manifeste du "nouveau parti" dénonce la *"soumission du gouvernement au FMI et à la spéculation"*. Mais pourquoi se taire sur Rossetto ? Nous estimons qu'il faut caractériser la politique de Rossetto sur la réforme agraire, de la même manière qu'on ne peut accepter la politique du ministre de l'Economie, Palocci, qui met en œuvre les accords avec le FMI.

Ne crois-tu pas qu'il y a une relation entre l'absence de réforme agraire — la distribution de la terre aux paysans — et le fait que le manifeste ne propose pas la rupture de l'accord avec le FMI ?

Chère camarade Heloisa, nous pouvons gagner cette bataille, la bataille pour le PT tel que nous l'avons construit ensemble. Le parti de la réforme agraire, des salaires, de la rupture avec le FMI, ce parti-là vit dans le cœur des sans-terre, des ouvriers, de tous ceux qui savent que l'impérialisme cherche à détruire tout et qui veulent que la vie change.

C'est là le chemin. Le PT continuera d'être le Parti des travailleurs, le PT doit continuer d'être le Parti des travailleurs.

Ta place est avec nous et des milliers d'autres combattant pour ta réintégration au PT. Les moyens politiques et réglementaires existent pour cela. Tu as toute la légitimité pour revendiquer ta place dans le PT avec les travailleurs.

De même que sont légitimes les milliers qui occupent les terres pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il fasse la réforme agraire, les travailleurs qui occupent les usines liquidées, exigeant du gouvernement qu'il sauve les emplois en décidant la nationalisation, la rupture avec le FMI — et encore la jeunesse, qui revendique du gouvernement qu'il défende l'enseignement public et gratuit, et le droit à un véritable emploi.

De la même manière, sont légitimes tous ceux qui, dans le PT, défendent une politique de souveraineté nationale, de rupture avec le FMI — comme l'a exigé la dernière rencontre nationale du PT — et la satisfaction des revendications populaires par le gouvernement Lula. En fin de compte, c'est pour cela que 53 millions ont voté.

Nous ne pouvons "oublier" ces 53 millions, ni non plus les centaines de milliers d'adhérents et de militants du PT, parce qu'ils veulent le voir accomplir les objectifs pour lesquels il a été créé.

C'est pour cela qu'avec d'autres militants, nous avons lancé le manifeste "*Resgate o PT*" ("Se réapproprier le PT") le 29 août 2003, auquel ont adhéré 4 000 parlementaires, syndicalistes et adhérents du PT.

Non, l'alternative n'est pas accepter les mesures du gouvernement ou fonder un "nouveau parti".

C'est pourquoi, lors de la rencontre qui a réuni 200 représentants de "*Resgate o PT*", le 20 décembre, nous avons décidé de poursuivre le combat.

Ce jour-là, nous avons lancé un appel proposant de tenir en mai prochain une conférence pour le PT indépendant, indépendant du FMI et des patrons, un parti fidèle à ses origines.

Camarade Heloisa Helena, ta place est là. Nous t'invitons à participer à cette rencontre. Toute notre initiative vise à faire valoir la volonté des 53 millions, pour que le gouvernement satisfasse les revendications et rompe avec l'impérialisme !

Salutations péistes.

Markus Sokol,
membre du directoire national du PT

Lettre ouverte d'Erwin Salazar Vasquez, président de la CGTP de Lambayeque, à Juan José Gorriti, secrétaire général de la CGTP

Le congrès statutaire de la CGTP, notre grande centrale syndicale, instrument de toutes nos luttes, s'est tenu du 5 au 8 novembre derniers. Comme président de la CGTP de Lambayeque, délégué à ce congrès, j'écris cette lettre, car je dois dire que l'après-congrès me laisse nombre d'interrogations et un profond malaise.

En effet, dans ce congrès, nous avons voté une réforme des statuts, une réforme de régionalisation dont nous nous sommes dits que c'était pour le bien de la CGTP. Examinons la réalité.

Voyons d'abord comment l'impérialisme agit, comment il cherche sur tous les continents à démanteler les nations, comment il cherche à démanteler la nation péruvienne.

Il cherche à voler tout ce que nous avons : mines, électricité et Petropeù depuis des décennies de pillage. Il cherche à nous écraser par le poids brutal de la dette externe. C'est la même chose qui s'est passée en Bolivie et c'est pourquoi ce peuple frère s'est soulevé en disant : "*Non, le gaz est à la Bolivie, la patrie ne se vend pas, la patrie se défend !*"

C'est cette même politique que l'impérialisme prétend imposer au Venezuela et la même qu'en Amazonie brésilienne.

Dans cette situation, n'est-il pas évident que la régionalisation du Pérou est une politique qui cherche à démanteler la nation péruvienne, à rompre l'unité de la nation, à détruire l'unité de nos revendications natio-

nales ? Est-ce que nous, travailleurs, travailleuses, paysans, jeunes du Pérou pouvons accepter la destruction de la nation péruvienne ? Nous ne pouvons pas accepter, car si la nation est détruite, la classe ouvrière sera détruite, nos droits et conquêtes seront détruits.

Si la nation est divisée, les travailleurs seront divisés. D'où vient la force de la CGTP ? De son unité, de notre unité ! Analysons les faits suivants :

— transfert graduel des collègues et des hôpitaux d'Etat aux gouvernements régionaux, mais sans dotations suffisantes ;

— transfert des grandes œuvres de développement de l'Etat aux gouvernements régionaux sans les moyens adéquats ;

— transfert des privatisations d'Etat aux gouvernements régionaux.

Nous devons constater que ces faits engendrent une profonde inquiétude parmi les travailleurs et les militants dans le pays. C'est pourquoi nous considérons nécessaire de parler des choses avec clarté.

La régionalisation, c'est la destruction de la nation, c'est une arme de l'impérialisme dans le monde entier, une arme du FMI et de la Banque mondiale pour disloquer la nation péruvienne.

Nous, militants de la CGTP, devons parler clairement : nous sommes pour l'unité de la nation, mais si nous sommes pour l'unité de la nation, pouvons-nous nous-mêmes nous régionaliser ? Non, c'est impossible ! Il y a une contradiction : peut-on garantir l'unité de la CGTP avec :

— L'article 11 des nouveaux statuts, qui pose la question de l'affiliation directement à la CGTP ?

— L'article 20 des nouveaux statuts, qui déclare : "*La CGTP s'organise en CGTP régionales selon la division politique de l'Etat*" ?

Cela implique de se soumettre aux cadres des gouvernements régionaux. Cela signifie 25 CGTP régionales, disloquant la lutte pour le cahier de revendications

unique et national par branches de beaucoup de fédérations de la CGTP elle-même (le SUTEP, construction civile, FENUTSSA, FENDUP, etc.).

Nous sommes pour une seule CGTP. Nous ne sommes pas pour 25 CGTP ! Je sais parfaitement que tous les camarades qui dirigent la CGTP, comme le camarade Gorriti, sont pour l'unité de la nation, et que tous ne peuvent dire que : "*La patrie n'est pas à vendre !*" Nous ne pouvons pas accepter que l'impérialisme détruise la nation.

C'est pourquoi je m'adresse à tous en disant qu'il est nécessaire de revenir en arrière sur la réforme des statuts de la CGTP, décision qui, sans doute, ne fut ni discutée, ni réfléchie de façon suffisante.

Il est nécessaire de revenir aux statuts antérieurs qui fondent la CGTP et qui disent :

— une position ferme de refus de l'impérialisme yankee ;

— une position ferme en relation avec la préservation de "*l'indépendance de classe vis-à-vis de tous les gouvernements et partis politiques*" ;

— une position ferme concernant la "*démocratie syndicale, qui se traduit dans le respect de la majorité et dans la représentation des minorités*".

Il est nécessaire de réaffirmer que la CGTP est la CGTP, qu'elle est une, depuis l'entreprise la plus petite, depuis le district le plus petit, jusqu'à l'instance supérieure de la centrale ; la même centrale pour les travailleurs des villes et des campagnes, pour les travailleurs du secteur public et du secteur privé, de tous les secteurs et de tous les départements du pays.

**Erwin Salazar Vasquez,
président de la CGTP
de Lambayeque**

Extraits du rapport sur *La Vérité* présenté au conseil général de la IV^e Internationale

En novembre 1990, lorsque nous avons décidé de convoquer une conférence de reproclamation de la IV^e Internationale, nous avons également décidé de faire de la revue *La Vérité* l'organe de la IV^e Internationale, et plus seulement, comme c'était le cas avant, de la section française. Cette décision était l'expression de notre décision de convoquer cette conférence. Donc, en 1990, *La Vérité* devient "*l'organe théorique de la IV^e Internationale*".

Mais durant ces treize dernières années, la direction de l'Internationale n'a pas réellement assuré la régularité de la publication de *La Vérité* en français, et encore moins en anglais et en espagnol.

Par ailleurs, on ne pouvait pas parler vraiment d'une revue internationale, puisque, souvent, les articles étaient rédigés par les membres de la section française.

Nous avons caractérisé cette situation comme l'expression des problèmes qui ont été développés dans le rapport introductif. Elle est l'expression de l'incompréhension du rôle du pablisme et de la tendance à identifier la chute de la bureaucratie à l'impossibilité de préserver et reconquérir les conquêtes d'Octobre. Cette orientation ne nous a pas permis d'unifier notre politique à l'échelle internationale.

La décision de doter la IV^e Internationale d'un organe régulier découle de la mise en œuvre des décisions adoptées lors du dernier conseil général, il y a neuf mois, tout comme la décision de mettre en place un exécutif du secrétariat international.

Il s'agit aujourd'hui de faire de *La Vérité* le facteur central d'organisation d'une politique d'ensemble d'aide à la construction des sections de la IV^e Internationale et de renforcer l'expression politique régulière de la IV^e Internationale. En ce sens, l'élaboration politique et théorique de la IV^e Internationale doit être prise en charge par l'ensemble des sections. *La Vérité* doit également nous permettre d'engager une discussion libre avec des militants ouvriers de toutes tendances.

Nous avons alors adopté plusieurs principes :

- placer l'élaboration de la revue au centre de l'exécutif du secrétariat international ;

- publier *La Vérité* simultanément en trois langues (français, espagnol et anglais) ;

- assurer une diffusion équilibrée de manière à ce que *La Vérité* soit un organe de construction et non une charge pour l'Internationale.

Nous pouvons aujourd'hui dresser un premier bilan.

L'ÉLABORATION DE *LA VÉRITÉ* EST AU CENTRE DE L'EXÉCUTIF DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DEPUIS PLUSIEURS MOIS

Du point de vue de la forme, nous avons décidé de publier un numéro de 96 pages tous les deux mois, ce qui a été réalisé depuis le n° 33. *La Vérité*, n° 33, est sortie en français fin août, le n° 34 fin octobre et le n° 35 le 19 décembre. Le prochain numéro paraîtra fin février.

Mais il existe encore un délai important entre la publication de la version française et des versions anglaise et espagnole.

Du point de vue du contenu, nous avons pu constater de premières avancées.

- Des avancées du point de vue de l'élargissement du nombre de sections et de camarades qui participent à son élaboration : sur les trois derniers numéros, ont contribué 22 camarades de 12 sections (Etats-Unis, Brésil, Allemagne, France, Bangladesh, Ukraine, Equateur, Pakistan, Italie, Maroc, Espagne et Afrique du Sud). Il faut ajouter la contribution d'un camarade indien. Pour le prochain numéro, d'autres sections sont sollicitées : Portugal ou encore Guadeloupe.

- Des avancées quant à l'élaboration collective des articles : l'article Italie, dans

le dernier numéro, a fait l'objet d'une discussion concernant l'appréciation de la position de Refondation communiste. Nous avons également discuté des formulations de l'article de *La Vérité*, n° 33, sur les États-Unis, ou encore de l'article sur l'Espagne dans le dernier numéro.

— Des avancées quant à la diversification des articles, c'est-à-dire qu'on cherche une élaboration politique qui puisse avoir une portée particulière, comme l'article sur le plan Baker au Maroc, ou une élaboration politique qui puisse avoir une portée plus générale, comme les notes sur l'ex-URSS, et qui amènent à des discussions au plan international (la discussion des notes sur l'URSS sera publiée dans le prochain numéro).

Il est important que les sommaires soient en rapport avec la continuité de la discussion et de l'élaboration, en lien avec les besoins de la IV^e Internationale et de ses militants. C'est en ce sens que *La Vérité* joue le rôle de facteur central d'organisation.

— Des avancées quant à l'armement politique. En tant que telle, *La Vérité* constitue une arme politique dans le cadre de la lutte contre le centrisme réactionnaire. Plusieurs articles ont été publiés sur cette question : l'article à propos du slogan "*Le travail n'est pas une marchandise*" (*La Vérité*, n° 33), l'article sur le Forum social européen (*La Vérité*, n° 35), la lettre ouverte aux militants de Démocratie socialiste au Brésil (*La Vérité*, n° 33).

A la lecture de l'article qui rend compte du débat dans une école de cadres au Brésil, on voit bien la nécessité d'armer les camarades sur ces questions.

Sans doute y a-t-il nécessité de renforcer cet aspect et de ne pas considérer que les choses sont dites et démontrées une fois pour toutes.

La proposition qui a été faite hier d'écrire un article sur le bilan de la politique de Rossetto au Brésil dans le prochain numéro va dans ce sens.

Mais des questions ne sont pas souvent abordées. La proposition d'un article sur l'Afrique dans le prochain numéro est importante, car c'est une question que nous n'avions pas traitée depuis longtemps, et qui répond à un besoin.

L'avantage de la sortie régulière est qu'on peut planifier les articles.

PUBLICATION SIMULTANÉE EN TROIS LANGUES

Il y a encore un effort à réaliser sur cette question, car la publication en trois langues n'est pas simultanée.

Nous devons encore résoudre des difficultés techniques de traduction. Pour *La Vérité*, n° 35, la version française était disponible le 19 décembre 2003, la version espagnole le 14 janvier 2004 et la version anglaise le 26 janvier.

Il faut signaler la publication d'une édition en langue arabe (n° 33), ce qui est très positif.

Je souhaiterais cependant aborder quelques problèmes.

Alors qu'on prend cette décision, la section brésilienne renonce à publier *La Vérité* en portugais. Ce renoncement correspond à une question qui a été abordée dans la discussion générale, à savoir la tendance à dissoudre la IV^e Internationale dans une bataille de type parlementaire dans le PT, et donc à renoncer au combat contre le centrisme réactionnaire. C'est pourquoi il est important que les camarades fassent une chronique régulière dans *La Vérité* sur l'activité de Rossetto. Des mesures ont été prises concernant la publication (une synthèse des trois derniers numéros est prévue).

Dans d'autres endroits, par exemple dans certains pays africains, le message concernant le nouveau dispositif autour de *La Vérité* n'est pas bien passé. Or comment constituer des noyaux politiques de la IV^e Internationale sans discuter de *La Vérité* et de sa diffusion ?

DIFFUSION ÉQUILIBRÉE

Pour être équilibrée, les recettes liées à la diffusion de *La Vérité* doivent bien sûr couvrir les dépenses.

Mais on a intérêt à ce que le budget soit excédentaire : par exemple, pour financer une édition en arabe, ou en ourdou, ou encore en chinois.

Vous avez dans le dossier qui vous a été remis un tableau faisant apparaître les recettes pour les n^{os} 33, 34 et 35. Vous avez également un document indiquant les

dépenses. Concernant les dépenses, il y a différentes rubriques : frais d'imprimerie, frais d'expéditions, salaire, frais de traduction.

Je ne peux établir un budget que sur la base d'une estimation précise des dépenses et sur la base d'engagements précis des sections. En ce qui concerne les dépenses, l'estimation est assez facile à faire, même si elles varient un peu d'un numéro à l'autre. En ce qui concerne les recettes, si les engagements ne sont pas respectés, on ne peut pas publier *La Vérité*.

Je voudrais attirer l'attention des camarades sur une question : *La Vérité* est vendue à 4 en France, 5 en Guadeloupe, 0,2 au Pakistan, 1,5 au Cameroun. Aucune section ne peut dire qu'elle ne diffuse pas *La Vérité* pour des raisons financières. La non-diffusion de *La Vérité* ne peut s'expliquer que par des raisons politiques. Sur cette base, la totalité des engagements doivent être respectés, ce qui inclut la vente au Pakistan ou en Azanie.

Le budget du n° 33 est légèrement excédentaire, malgré un certain nombre d'engagements non respectés. Si les engagements étaient respectés, nous dégagerions un bénéfice plus important. Pourquoi n'avons-nous pas réalisé ce bénéfice ? Pour deux raisons, essentiellement :

- des sections n'ont payé aucune *Vérité* ;
- de nombreuses sections payent en dessous des engagements pris, en réalité la plupart des sections.

Le budget de la *La Vérité*, n° 34, n'est pas équilibré à l'heure où je parle. De plus, il faut savoir que, pour des raisons liées à la législation de la Sécurité sociale en France, les dépenses vont augmenter à partir de septembre 2004. Donc, même si les engagements sont tenus, le budget ne sera pas équilibré.

A ce stade, l'excédent de la version française finance les versions espagnole et anglaise. Cette situation ne peut être que transitoire, de manière à ce qu'on puisse dégager des fonds pour financer d'autres versions.

Ce qui pose la question non seulement du respect des engagements, mais aussi de la réévaluation de ces engagements.

Les éléments politiques transmis par les camarades apportent la preuve que *La Vérité* peut réellement être un facteur de construction des sections.

En France, la publication régulière de *La Vérité* est appréciée par l'encadrement de la

section et par l'ensemble des camarades en général. Un camarade responsable d'une unité départementale de la IV^e Internationale nous écrit :

“Le choix d'articles courts écrits par des camarades des sections de la IV^e Internationale en lien avec leur activité, mais aussi apportant des éléments historiques (article sur l'Espagne et article sur l'Italie dans le n° 35), et d'un dossier plus théorique paraît dont être une bonne formule, mais doit être accompagné de la présentation et de la discussion dans les unités de base permettant de motiver la lecture pour l'utilisation dans le combat politique. Ce choix doit également être accompagné de CEM permettant de mener la discussion pour le recrutement à la IV^e Internationale sur la base de nos positions politiques.”

Un autre camarade, adhérent depuis peu à la IV^e Internationale, écrit :

“L'idée de passer à six numéros par an, quitte à diminuer un peu la pagination, est très bonne. N'étant pas adhérent à la IV^e Internationale depuis longtemps, je trouve néanmoins que les analyses développées dans cette revue sont remarquables et fournissent une aide précieuse pour la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Pour cette raison, je compte bien rester un lecteur fidèle.”

Mais si l'on regarde le détail de la vente, on constate des inégalités. 2 500 exemplaires vendus, c'est un peu plus que l'effectif (la moyenne de la vente est de 1,2 par camarade). *La Vérité* reste encore un organe à usage interne. Dans certaines unités, il existe une réelle prise en charge de la diffusion. Mais il y a des unités dans lesquelles la vente est inférieure à l'effectif. Donc, il n'y a pas une bataille systématique dans la section française pour assurer la diffusion de *La Vérité*. Nous avons organisé en décembre un CEM sur l'article “*A propos du slogan le travail n'est pas une marchandise*” avec 220 participants et des résultats positifs en termes de recrutement et de nouveaux contrats financiers. Il y a donc une place pour la défense du marxisme.

Les informations suivantes nous ont été transmises pour le Burundi :

“La discussion sur La Vérité a été initiée avec le n° 33, suite à la décision de la direction de systématiser cette discussion

sur le contenu de la revue comme un moyen d'armement politique et théorique des militants. Sur la base des exposés-discussions se rapportant à ce numéro, il s'est dégagé les éléments suivants : partout, à l'échelle de la planète, les attaques contre la classe ouvrière et les peuples se font de manière de plus en plus brutale et remettent en cause les droits ouvriers et démocratiques. Il a été relevé aussi que ces attaques ne sont possibles que par le fait de la politique de trahison des appareils, ce qui fonde la nécessité de la construction du parti ouvrier indépendant comme moyen de construction des sections de la IV^e Internationale. La discussion sur le projet de tenue du Forum social mondial à Mumbai a fait ressortir que la politique du FSM vise à détruire les organisations indépendantes de la classe ouvrière. Enfin, le débat sur Que faire ? a permis de poser les problèmes de fonctionnement de l'organisation révolutionnaire, de la régularité des réunions de ses instances et des cotisations des membres, en même temps que la sortie régulière du journal."

En Inde, il n'y a pas de section de la IV^e Internationale, mais *La Vérité* est diffusée. A Calcutta, un camarade de l'Entente internationale, responsable syndical, a constitué un cercle de discussion de *La Vérité* avec neuf dirigeants du syndicat. Le camarade explique qu'ils ont été très intéressés par la discussion sur le Brésil. Nous avons proposé à ce camarade que les discussions autour de *La Vérité* fassent l'objet d'un article pour un prochain numéro de *La Vérité*. Il commande dix numéros de *La Vérité* et s'engage à les vendre au prix de 10 roupies. A Bombay, un militant qui tient une librairie est d'accord pour vendre *La Vérité*. Il en commande dix exemplaires.

Au Pakistan, les camarades qui lisent l'anglais font une lecture à voix haute aux camarades de la section.

En Corée, nous avons des correspondants de *La Vérité*.

En Uruguay, les camarades expliquent qu'ils ont constitué une nouvelle cellule de la IV^e Internationale grâce à la diffusion de *La Vérité*.

Dans une lettre qu'un camarade marocain a écrite il y a quelques mois, il explique pourquoi il est indispensable de disposer de *La Vérité* en langue arabe. Il dit :

"Je crois qu'avec la traduction arabe de notre revue, une nouvelle phase de

l'histoire de la revue théorique de l'Internationale vient de s'ouvrir. Même si cette traduction est pour l'instant modeste, je crois que, dorénavant, on avancera dans cet important travail. Le besoin d'une Vérité traduite, non seulement en arabe, mais en différentes langues, est immense pour connaître et faire connaître le programme de l'Internationale et avancer dans la familiarisation des militants, des jeunes et des travailleurs avec l'Internationale. Ce travail n'est pas un travail technique, même s'il en a l'apparence, il est d'une importance politique majeure, surtout dans cette période où la jeunesse, en raison de la pression des appareils de tous bords accompagnant les politiques des gouvernements, est sans travail, sans logement, sans avenir et laissée désarmée devant les ONG et les forums sociaux. Une Vérité traduite peut et doit aider au regroupement des jeunes et des travailleurs, sur le terrain du marxisme et de la lutte des classes. On doit maintenant travailler pour assurer une traduction régulière, en respectant les délais, d'une part, et une diffusion militante et continue, d'autre part."

Aux Etats-Unis, Alan nous explique qu'un cercle d'études marxistes s'est constitué à San Francisco autour de *La Vérité*. Les camarades ont commencé à mettre en place un cercle mensuel.

Il existe également un cercle d'études autour de *La Vérité* avec des jeunes dans une université. Douze jeunes ont exprimé un intérêt à discuter avec Socialist Organizer. Les douze ont acheté le n° 33. Cinq jeunes ont participé mi-janvier à la première discussion autour du n° 34, en particulier sur l'article à propos du slogan "*Le travail n'est pas une marchandise*".

Par ailleurs, des ex-militants du SWP se sont abonnés et ont demandé à discuter sur le bilan de notre expérience aux Etats-Unis et sur les tâches, aujourd'hui, de construction de la IV^e Internationale.

Nous devons préciser entre nous ce que nous voulons faire avec *La Vérité*. Peut-on partout généraliser cette méthode ?

Nous devons sortir de cette réunion avec des engagements précis de chaque section correspondant à la place que doit occuper aujourd'hui *La Vérité*.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Maité Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X